

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUILLET 2020

N°199

TOME II

**Direction du Secrétariat Général
Service Assemblées et
Vie des Institutions**

SOMMAIRE
RAA JUILLET 2020

Conseils des 15 et 31 juillet 2020

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 1/4

15 juillet 2020

2

31 juillet 2020

3

33

PARTIE 2 : DECISIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 2/4,

1-1

Tome 3/4

2-1

Tome 4/4

3-1

PARTIE 3 : ARRETES

(Février à juillet 2020)

Tome 4/4

- ***Réglementaires :***

3-450

- ***Individuels :***

3-451

3-568

PARTIE 2 - DECISIONS

prises par le Président depuis la publication de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des Collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid19 – Article1

SOMMAIRE

MD2019-417	Décision relative au contrat de tiers-archivage de données électroniques publiques intermédiaires encadré par le marché n°M9B0108RI	17
MD2019-822	Décision relative à une donation de Monsieur David Quéré et de Monsieur Pierre Soulages de cinq encres et pastels sur papier, d'une ligne sur toile, d'une peinture et de trois esquisses de Pierrette Bloch	19
MD2019-1000	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°3921CO16 - Communication institutionnelle - Avenant de prolongation	21
MD2019-1155	Décision relative au marché subséquent n°4938MS02BIS "Aménagement des avenues Unterschleissheim et Méditerranée sur la commune du Crès" - Avenant n°1 - Autorisation de signature	23
MD2019-1163	Décision relative à l'avenant n°3 au mandat d'études avec la SA3M portant sur la rénovation énergétique de copropriétés	26
MD2019-1167	Décision relative à une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative au Parc multi-glisse Gérard-Bruyère à Baillargues	28
MD2019-1188	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé pour les parcelles BK n° 28 - 50 - 51 - Commune de Baillargues	30
MD2019-1199	Décision relative à un marché n° M9D0073EA - Fonçage sous voie SNCF et secteur Combemale	32
MD2019-1201	Décision relative au marché subséquent n°M9D0014EP passé par le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 "Travaux de finition de la RM 127E3 à Grabels" - Avenant n°1 - Autorisation de signature	34
MD2019-1210	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du musée des Beaux-Arts de Reims de trois œuvres : Antoine COYPEL - Silène barbouillé de mûres, Joseph-Marie VIEN - Anachorète endormi et François PERRIER - Olinde et Sophronie	36
MD2019-1220	Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora)	39
MD2019-1221	Décision relative au marché n°5084AT18 de travaux d'aménagement de l'espace public PUP Prado Concorde à Castelnau-le-Lez - Lot 2 - Avenant n°1 - Autorisation de signature	41
MD2019-1242	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études pour la mise en valeur de l'espace urbain Comédie Esplanade Triangle à Montpellier	43
MD2019-1244	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AT 127 rue du 08 Mai 1945 - Commune de Cournonterral	46
MD2019-1246	Décision relative à l'accord cadre n°M9D0041DM1- Maintenance des équipements dynamiques routiers - LOT n°2 - Entretien et maintenance du système de recueil de données de trafic (SRDT) - Attribution du marché	48
MD2019-1249	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelle cadastrée section BM n° 15 - Commune de Baillargues	50

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-1251	Décision modificative de la décision n°2018-103 relative à l'accord-cadre n°4961AT17 "maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Lots 1 à 6 relatifs à la maîtrise d'œuvre - Autorisation de signature	52
MD2019-1253	Décision modificative de la décision n°2018-263 relative au marché n°4961AT17 de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets de VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 7 "Assistance à maîtrise d'ouvrage"	54
MD2019-1254	Décision modificative à la décision n°2018-169 relative au marché 4928EP17 d'aménagement de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau et du parvis Georges Richard à Montpellier	56
MD2019-1263	Décision relative à la signature d'une convention de rejet des eaux pluviales sur la parcelle cadastrée AS n°1 sise commune de Saint Jean de Védas - Approbation	58
MD2019-1268	Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour les achats de prestations services traiteurs - Autorisation de signature	60
MD2019-1273	Décision relative au marché subséquent M9C0051EP relatif aux travaux de sécurisation de la rue Louis BRAILLE à Montpellier - Autorisation de signature	63
MD2019-1276	Décision relative au marché n°4994CO17 - Fabrication, pose et dépose d'articles de pavoisement - Avenant n°1 d'ajout de listes de prix au BPU	65
MD2019-1277	Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER de deux parcelles cadastrées section BE n°1 et BD n°99 situées sur la commune de Clapiers - Domaine de Viviers - CMD 34 19 0034 01	67
MD2019-1280	Décision relative au marché n°4564DM16 - Récolements et cartographie des réseaux secs du patrimoine de la Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature	69
MD2019-1282	Décision relative au marché n°M9D0041DM "Maintenance des équipements dynamiques routiers - Lot N°1 Entretien et maintenance des panneaux de jalonnement dynamique des parkings"	71
MD2019-1284	Décision relative à la conclusion d'un bail entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Vendargues Immobilier sur la commune de Vendargues	74
MD2019-1287	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BM 75 création d'une passerelle cyclable - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	76
MD2019-1289	Décision relative à la modification d'affectation d'une partie de l'ancien chemin de Sussargues à Sommières - Déchetterie - Commune de Beaulieu	78
MD2019-1291	Décision relative à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Avenant n°1 - Autorisation de signature	80

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-1294	Décision relative à la cession de la parcelle BW 200 rue de de la Source Commune de Clapiers	82
MD2019-1295	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°M9D0097DC à l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois"	84
MD2019-1297	Décision relative au marché n°M9D0127DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis - Open Sud de France 2020 - Attribution	86
MD2019-1300	Décision relative à la cession pour réforme d'un tracteur agricole vétuste de marque Kubota immatriculé EE-300-ZR - Hôtel des Ventes de Montpellier	88
MD2019-1301	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée métropole et l'association Scouts et Guides de France - Locaux Domaine de Viviers à Jacou	90
MD2019-1308	Décision relative à l'attribution du marché n°8.884 "Système d'information et de gestion de projet pour le suivi des données financières et documentaires (GED) dans le cadre de la 5ème ligne de tramway" - Attribution	92
MD2019-1310	Décision relative au marché n°9.215 - Fourniture et pose de auvents sur mât dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France - Attribution	95
MD2019-1312	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation de gaz en tréfonds des parcelles SM 3 et SM 6 - Commune de Montpellier	97
MD2019-1314	Décision relative à l'acquisition de deux parcelles cadastrées BC 41 et BC 42 Lieudit Lous Lavals - Commune de Cournonsec	99
MD2019-1319	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées A 1369 et A 1370 auprès des époux SIMON et VEDRINES rue des Aires - Commune de Sussargues	101
MD2019-1320	Décision relative à l'accord-cadre n°M9B0128VD de "Fourniture de pièces détachées de conteneurs enterrés de type Sotkon pour la collecte des déchets"	103
MD2019-1321	Décision relative aux marchés de travaux d'aménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini - Phases 2 à 4 (mandat SA3M) - Attributions	105
MD2019-1323	Décision relative au marché n°4160EA16 - Construction de l'Intercepteur Est Amont réseaux eaux usées du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement lot 2 Pompage - Avenant n°1	108
MD2019-1328	Décision relative au marché subséquent n°M9D0119AT relatif aux travaux de la rue de la Ducque à Prades-le-Lez - Attribution du marché	110
MD2019-1330	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-1331	Décision relative au marché n°2942 de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 9 - Marché de fourniture, pose, mise en service de blocs sanitaires préfabriqués – Attribution	112
MD2019-1332	Décision relative à l'exercice du Droit de Prémption Urbain (DPU) - Propriété LA SARL LA GRANDE BRASSERIE- lots de copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du jeu de ballon - Commune de Montpellier	115
MD2019-1333	Décision relative au marché n°M8B0053EP - RM26 - Création voie verte entre Castries et Baillargues - Maitrise d'œuvre : AVP, PRO, ACT, VISA, DETap, AORap et missions complémentaires - Avenant n°1 - Autorisation de signature	1333
MD2019-1336	Décision relative à la convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Comédie Lez - Commune de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature	121
MD2019-1337	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 117 en nature de voirie - Commune de Prades-le-Lez	124
MD2019-1339	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SAIDI - Parcelle LY 47 lots 626-627-628-629-863-944-945-946-968 La Résidence du Lac - Commune de Montpellier	126
MD2019-1340	Décision relative au marché n° M9D0031VD de "Maintenance et entretien des conteneurs enterrés - lots 1, 2 et 3"	130
MD2019-1341	Décision relative au marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage "programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique" dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues / Mijoulan - Avenant n°1 - Autorisation de signature	133
MD2019-1343	Décision relative à une modification de la délibération n°13538 du 21 décembre 2015 autorisant la signature du marché n°3970 de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux de réseaux et de voirie	136
MD2019-1344	Décision relative au marché n°4948DE17 - Étude de définition d'un schéma directeur du Marché d'Intérêt National (MIN) : vers un pôle méditerranéen de l'alimentation durable" - Avenant n°3 - Autorisation de signature	138
MD2019-1345	Décision relative au marché n°M9D0082DC - Maintenance, vérification, réparation et remplacement de matériel du système de sprinklers de l'Opéra Comédie de Montpellier	140
MD2019-1346	Décision relative au marché n°M9B0118DE - Mission de prospection de projets d'implantation d'entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	142
MD2019-1347	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 178 rue Pasteur - Commune de Saint Jean de Védas	144
MD2019-1348	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)	146

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2019-1349	Décision relative au marché n°2936.S.17.05 de réalisation d'une étude sur le potentiel économique et la programmation économique et commerciale du quartier de la Mosson (mandat SA3M) - Avenant n°1 - Autorisation de signature	148
MD2019-1350	Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, des ouvrages d'eau potable et d'assainissement de commune de Villeneuve-lès-Maguelone	150
MD2019-1351	Décision relative au transfert de propriété, dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, d'un ouvrage de lutte contre les inondations commune de Villeneuve-lès-Maguelone	153
MD2019-1352	Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du point propreté commune de Villeneuve-lès-Maguelone	155
MD2019-1353	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle en nature de voirie - Lotissement les Guilhems - Commune de Baillargues	157
MD2019-1354	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries et espaces communs - Lotissement les Guilhems - Commune de Baillargues	159
MD2019-1355	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Euromédecine II pour la parcelle cadastrée TO 266 (Nicolas CAMBON) - Commune de Montpellier - Autorisation de signature	161
MD2019-1356	Décision relative au marché n°M9B0124RI de maintenance et support des produits ADULLACT - Attribution	164
MD2019-1357	Décision relative à l'attribution d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un plan stratégique de dynamisation de l'activité économique et des services dans le cadre du mandat SA3M d'études et de travaux lié au réinvestissement urbain du secteur d'activité Lauze-Dassault - Commune de Saint Jean de Védas	166
MD2019-1358	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Tageos concernant des locaux situés au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier	169
MD2019-1359	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne	171
MD2019-1360	Décision d'ester en justice " Consorts PALMER - Cour d'Appel de Nîmes"	173
MD2019-1361	Décision relative au marché n°M9B0089RI d'assistance technique pour les développements informatiques et les prestations d'intégration continue	175
MD2019-1362	Décision relative au marché n°M8B0042DS - Fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots n° 1, 2 et 3 - Avenants n°1	177
MD2020-001	Décision relative à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	180

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-005	Décision relative au marché n° M9B0144VD de "Conditionnement des cartons issus des collectes sélectives"	182
MD2020-006	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) pour l'année 2020	184
MD2020-007	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées KZ 403 - 404 - 405 avenue des Moulins - Commune de Montpellier	186
MD2020-008	Décision d'ester en justice "Requête n°1906633-8 TA - Michèle HERNANDEZ"	188
MD2020-009	Décision relative au marché n°M9B0099DE - Jump'In Création 2020 - Action collective d'accélération de projets innovants du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 - Attributions	190
MD2020-010	Décision relative au marché n°5009DS17 de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier - Contrôle technique et Coordination Sécurité et Protection de la Santé" - Lot n°1 - Avenant n°1	194
MD2020-011	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries - Lotissement La Farigoule - Commune de Vendargues	196
MD2020-012	Décision modificative relative au marché n°M9B0003 - Entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole	198
MD2020-013	Décision relative au marché n°4959VD17 de "Fourniture de colonnes métalliques sérigraphiées aériennes pour les collectes en apport volontaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Avenant n°1 - Autorisation de signature	200
MD2020-014	Décision relative à l'attribution du marché n° M9B0090 "Entretien et Maintenance des tracteurs agricoles et Lintrac"	202
MD2020-015	Décision modifiant la délibération n°13880 du 26 mai 2016 relative à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public	204
MD2020-016	Décision relative à l'attribution du marché M9B0091MG "Entretien et Maintenance engins de travaux publics"	206
MD2020-017	Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Tjeerd Alkema, Les Naines, ' Le champ des illusions '	208
MD2020-018	Décision relative à l'attribution d'un marché n°MB0097MG "Entretien et Maintenance des Epareuses, Gyrobroyeurs"	210
MD2020-019	Décision relative au marché n°M9D0117DS - Réhabilitation et mise aux normes accessibilité accueil Palais des sports René-Bournol - Attribution des lots 1 à 5	212
MD2020-020	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée KY 533 - rue des Amouriers - Commune de Montpellier	215

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-021	Décision relative à un accord-cadre n°M9D0007EA - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	217
MD2020-022	Décision relative au marché n°M8D0027EP de fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public - Introduction de prix nouveaux au lot n°1 - Avenant n°1 - Autorisation de signature	220
MD2020-023	Décision relative au marché n°4571AT16 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Lots 8 et 9 - Avenants n°3 - Autorisation de signature	222
MD2020-025	Décision relative au marché n°M9D0004TE de réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Poséidon - Lot 1 - Commune de Cournonterral - Avenant n°2 - Autorisation de signature	224
MD2020-026	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise Twin Solutions devenue SeeNovate pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	226
MD2020-029	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelles AM n°197, AM n° 198p et AM n°199p - 2140 et 2258 Route de Mende à Montpellier	228
MD2020-030	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BA 191 auprès de Monsieur BRETON route de Mende - Commune de Montferrier-sur-Lez	231
MD2020-031	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BA 189 auprès de l'indivision LAZUTES route de Mende - Commune de Montferrier-sur-Lez	233
MD2020-032	Décision relative à un accord-cadre de travaux n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole	235
MD2020-033	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Jumper immatriculé AD-350-EQ - Hôtel des ventes de Montpellier	238
MD2020-034	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule cyclomoteur vétuste de marque Piaggio immatriculé DE-122-DR - Hôtel des ventes de Montpellier	240
MD2020-035	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée AE 68 sur la commune de SAINT-GEORGES-D'ORQUES	242
MD2020-036	Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable de travaux - 23 rue des Balances à MONTPELLIER - Parcelle cadastrée HV 328	244
MD2020-037	Décision modificative de la délibération n° 14200 relative au marché n°4661AT17 de maintenance et travaux de voirie -Autorisation de signature	246
MD2020-038	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du domaine public Lieudit Mas Baduel Commune de Castelnau-le-Lez	248
MD2020-039	Décision relative à la cession pour réforme d'une balayeuse vétuste de marque Scarab modèle Minor immatriculée AC-771-HB - Hôtel des ventes de Montpellier	250

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-040	Décision modifiant la décision de la Ville de Montpellier n°2115/0280 "Attribution du marché public n°4D0071 travaux de signalisation horizontale"	252
MD2020-041	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété AMARGER - Parcelle MS 290 lots 5654 et 5658, Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	254
MD2020-042	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CAUSSE - Parcelle MS 290 lot 2682 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	258
MD2020-043	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BITAR - Parcelle MS 290 lot 2729 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	262
MD2020-044	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ESPINOSSA ESTEVE - Parcelle LR 25 lots 1063-1067-1247-1327 Résidence Bonnier de la Mosson - Commune de Montpellier	266
MD2020-045	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit au musée Fabre d'un ensemble d'aquarelles et de dessins de l'artiste montpelliérain Louis-Charles Eymar (Montpellier 1882- 1944)	270
MD2020-046	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Dégradation d'un bien"	273
MD2020-047	Décision relative à un avenant n°2 au marché 5127 - Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain	275
MD2020-048	Décision relative au marché subséquent n°M9D0113EP - RM17E11 - Travaux de création d'une voie verte à Montferrier-sur-Lez - Attribution du marché	277
MD2020-049	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit au musée Fabre de Monsieur Yan Pei-Ming de son œuvre : L'Impossible rencontre 2019, Triptyque	279
MD2020-050	Décision modificative de la délibération n°13881 relative à l'accord-cadre n°4571AT16 d'entretien et de maintenance de l'éclairage public - Autorisation de signature	282
MD2020-051	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris d'une oeuvre de Pierre MOSNIER, Louis XIV adoré par l'univers	284
MD2020-052	Décision modificative des décisions n° MD2019-542 et n° MD2019-1302 relatives à l'acquisition de la parcelle cadastrée CL n°30 et de la quote part de 1/88ème de chemin des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 sise commune de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES	287
MD2020-053	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries - Chemin du Nouau - Commune de Prades-le-Lez	290
MD2020-054	Décision relative à une convention entre l'Établissement Public Territorial du Bassin de l'Or SYMBO et Montpellier Méditerranée Métropole - Détermination de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement de linéaires de cours d'eau sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	292

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-055	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BB 29 auprès de Monsieur FOURNEL route de Mende - Commune de Montferrier-sur-Lez	294
MD2020-056	Décision relative à l'attribution du marché n°M9D0067MG "Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole"	296
MD2020-057	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BH 131 propriété de la commune de Montferrier-sur-Lez route de Mende - Commune de Montferrier-sur-Lez	298
MD2020-059	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ELECTREE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	300
MD2020-060	Décision relative au renouvellement de l'adhésion OPEN DATA FRANCE	302
MD2020-061	Décision relative à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'université de Montpellier (UM) - Avenant n°1	304
MD2020-062	Décision relative au marché n°M9C0034TA de fourniture de transmetteurs téléalarme, de déclencheurs et de cartes SIM - Attribution	306
MD2020-063	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	308
MD2020-064	Décision relative à l'acquisition de parcelles rue du Mas de Villaret propriétés de l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault Commune de Montpellier	310
MD2020-065	Décision relative à la modification de la décision du Président n°MD 2019-403 du 10 mai 2019 portant cession à la Commune de SAINT GEORGES D'ORQUES d'une partie de la parcelle AE 68 dans le cadre de l'aménagement d'une aire de lavage des engins agricoles	312
MD2020-066	Décision relative aux avenants n°1 des lots 6 et 7 "Signalisation Verticale" du marché M8D5204EP - Équipements de la route - Autorisation de signature	315
MD2020-067	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOINSPIR dans l'Immeuble CAP DELTA à Grabels	317
MD2020-068	Décision relative à la consignation suite à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété JACQUES - Terrain nu - Parcelle AI 15 - Chemin de la Foire Exposition - Commune de Pérols	319
MD2020-069	Décision relative au marché subséquent n°M9D0021AT - Travaux de restructuration de la rue du Coustouliès à Baillargues - Avenant n°1 - Autorisation de signature	321
MD2020-070	Décision relative à l'acquisition des parcelles CH 223 et CH 225 Rond-Point du Souvenir Français - Commune de Montpellier	323
MD2020-071	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Free Mobile - Dispositif d'antennes parking Circé	325
MD2020-072	Décision relative au transfert de propriété des ouvrages d'eau potable dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole commune de Prades-le-Lez	328

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-073	décision relative à un avenant n°1 à la convention de servitude et autorisation d'occupation et de faire des travaux	331
MD2020-074	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BN 473 rue du Pioch de Boutonnet commune de Montpellier	333
MD2020-075	Décision relative à l'acquisition de parcelles en vue de la réalisation de la piste cyclable sur l'axe de l'ex - RD 986 - Commune de Grabels	335
MD2020-076	Décision relative à la mise à disposition temporaire de l'auditorium du musée Henri Prades	337
MD2020-077	Décision relative au marché n°3039GD12 de "Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n°2 de l'installation de stockage des déchets non dangereux" - Avenant n°3 - Autorisation de signature	339
MD2020-078	Décision relative à l'acquisition de la quote part de 1/88ème de chemin des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 attaché à la parcelle cadastrée CK n°6 sise commune de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES	343
MD2020-079	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	346
MD2020-080	Décision relative à la signature des avenants n°1 aux lots 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de l'accord-cadre n°4661AT17 de travaux et maintenance de voirie	348
MD2020-082	Décision relative à un contrat de prêt d'œuvres avec la société Pixel Reef pour l'organisation d'une exposition à la médiathèque F. Fellini dans le cadre de la manifestation ' La Métropole en jeux '	352
MD2020-083	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VIRTUALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	354
MD2020-084	Décision relative au marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Attribution	356
MD2020-085	Décision relative à une convention de donation avec Mme Anne JOUBERT concernant un fonds documentaire dédié à M. Jean JOUBERT	359
MD2020-086	Décision relative à un échange foncier sans soulte entre Monsieur TAPON et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Castelnau-le-lez	361
MD2020-087	Décision relative au marché subséquent n°5023A03 de travaux de VRD pour la liaison du Pup Jardin d'Hélios vers le Carrefour des Devèzes - Commune de Courmonterral - Avenant N°2 - Autorisation de signature	363
MD2020-088	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association AMO (Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon) - Exercice 2020	365
MD2020-089	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée entre l'association MELIES et MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	367

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-090	Décision relative à un avenant n°1 de prolongation des délais d'exécutions du marché n° 4713UH17 ' Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole '	370
MD2020-091	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société GL BIOCONTROL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	373
MD2020-092	Décision relative marché de Travaux n°M8D5159VD pour la réhabilitation des Points Propreté de Montpellier 'Hôpitaux Facultés', Montpellier 'Près d'Arènes, Beaulieu et Saint-Brès - Lots 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6B - Autorisation de signature	375
MD2020-093	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété BANCEL - Parcelles LR 262 et 3 lots 462-472-10 Résidence Le Plein Ciel - Commune de Montpellier	379
MD2020-094	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SUDRE - Parcelles LR 12 et 15 lots 569 et 537 Résidence L'Hortus - Commune de Montpellier	383
MD2020-095	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété TABARY - Parcelle LR 33 lots 42-106-180 Résidence Le Pic Saint Loup - Commune de Montpellier	387
MD2020-096	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux situés au sein du Corum avec la société Montpellier Events	391
MD2020-097	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un lot volume 5, rue du Porche - Commune de Courdonsec	393
MD2020-098	Décision relative au marché n°5024 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature	395
MD2020-099	Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées AL 27 et 28 - Baillargues"	397
MD2020-100	Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements - Autorisation de signature	399
MD2020-101	Décision relative à la résiliation de la convention d'occupation temporaire du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société du journal Midi Libre	402
MD2020-102	Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain cadastré section RA n°1, au profit de la société Ecosystème-prod qui produit l'Ecocirque Bouglione - Commune de Montpellier	404
MD2020-103	Décision relative au marché n°4929EP17 - Aménagement de la rue du faubourg Figuerolles dans le cadre du Plan de Rénovation Urbaine Montpellier Centre (Voies de desserte des îlots d'interventions prioritaires) - Lot 4 Réseaux humides - Avenant n°1	406

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-104	Décision relative au dépôt et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme par la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un groupe scolaire sur le site du CRR - rue Candolle	408
MD2020-105	Décision relative à l'attribution du marché n°M9B0095MG ' Achat et livraison de fournitures d'imprimerie pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole '	410
MD2020-106	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée A 2974 auprès des époux GALAUP, située rue des Poudrouzes - Commune de Sussargues	412
MD2020-107	Décision relative à l'acquisition des espaces extérieurs résidence l'Alba rue des Casseyrols Commune de Montpellier	414
MD2020-108	Décision relative au marché subséquent n°M9D0122AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounie à Saint-Drézéry - Attribution du marché	416
MD2020-109	Décision relative à l'acquisition des parcelles TO 183 / TO 184 / TP 122 / TP 125 / TP 128 - Allée de l'Agave, allée du Chêne vert, prolongement rue des Noisetiers - Commune de Montpellier	418
MD2020-111	Décision relative à l'acquisition des parcelles BW439 et BW221 rue du Faubourg Saint Jaumes - Commune de Montpellier	420
MD2020-112	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIADX dans le Biopôle Euromédecine à Grabels	422
MD2020-113	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée KO 202 Avenue d'Assas - Commune de Montpellier	424
MD2020-114	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 175 (101 m²) rue Pasteur - Commune de Saint Jean de Védas	426
MD2020-115	Décision d'ester en justice "Procédure D'expulsion gens du voyage TGI - Parking lycée Mendès France"	428
MD2020-116	Décision relative à un marché n°M9B0133DM - Exploitation et Maintenance du parking du Vicarello à Castelnau-le-Lez - Attribution	430
MD2020-117	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BS 550 - angle rue Henri Dunant & rue du Professeur Grasset - Commune de Montpellier	432
MD2020-119	Décision relative à l'acquisition des parcelles DR 583 et DR 619 - Rue de Centrayrargues - Rue Xavier Montrouzier - Rue de la Métairie de Saysset - Commune de Montpellier	434
MD2020-120	Décision relative au marché n°02CR19 de conception - Réalisation relatif aux équipements de Téléski nautique du parc Gérard-Bruyère - Désignation du jury - Prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées - Fixation des primes allouées aux candidats - Approbation	436
MD2020-121	Décision relative à l'aliénation de la parcelle BS 556, au profit de Monsieur Jacques GRAS, rue de la Garenne - Commune de Montpellier	439
MD2020-122	Décision relative à une convention de gestion et d'entretien des espaces verts publics entre Montpellier Méditerranée Métropole, les communes du Pôle Vallée du Lez et les associations de quartier et syndicales libres	441

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-123	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 162 située rue des Ecoles Commune de Saint Jean de Védas	443
MD2020-124	Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier dans le cadre de la phase 2 d'extension du réseau Très Haut Débit	445
MD2020-125	Décision relative à la signature de marché n°M9D0091AT de nettoyage de l'espace public métropolitain des communes de Castelnau-le-Lez, Pérols et Lattes	447
MD2020-126	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative au Hangar Théâtre conclue avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD)	449
MD2020-127	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Cellnex France - Dispositif d'antennes Stade GGL	452
MD2020-128	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM-Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Local avenue François Delmas à Montpellier	454
MD2020-129	Décision relative au marché n°M9D0099EP de création et renouvellement des joints d'ouvrages d'art sur le Pôle Territorial de Montpellier - Attribution du marché	456
MD2020-130	Décision relative à l'avenant N°4 au marché 5081AT18 relatif aux travaux de réaménagement de l'Avenue de Fontcaude à Juvignac - Autorisation de signature	458
MD2020-131	Décision relative à l'adhésion à l'association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel - AVICCA	460
MD2020-132	Décision modificative relative au marché n°M8D0027EP de fourniture de matériel et de pièces détachées d'éclairage public (lots 1 à 9)	462
MD2020-133	Décision modificative relative au marché n°5108EP18 de fournitures de mâts d'éclairage public de type "boulevards urbains" pour le territoire de la Métropole	464
MD2020-134	Décision modificative relative au marché n°4287EP17 de fourniture de lanternes d'éclairage public à led de type tramway	466
MD2020-135	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 2 855 m² angle avenue Georges Frêche et de Figuières - Commune de Lattes	468
MD2020-137	Décision relative au marché subséquent n° 01/MSCT/19 - Lot n° 1 : Missions de contrôle technique pour les travaux du parc Gérard-Bruyère de Baillargues - Attribution	470
MD2020-138	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AR 294 route de Ganges - Commune de Montpellier	472
MD2020-139	Décision relative à la résiliation de l'accord-cadre n°5060RH18 (G8B0036RH): Formations CACES Initiales et Recyclages	474

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-140	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 694 m ² Impasse des Mourons - ZAC Cambacérès - Commune de Montpellier	476
MD2020-141	Décision relative à une convention d'occupation temporaire consentie sur les parcelles cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p - commune de Montpellier	478
MD2020-142	Décision relative au marché n°M9B0151VD "Broyage des déchets verts de la plateforme de traitement de Grammont" - Attribution - Autorisation de signature	480
MD2020-143	Décision relative à l'agrément de la candidature de la SAS RB GROUP pour la réalisation d'un programme de logements sur la ZAC Euromédecine II à Grabels	482
MD2020-144	Décision relative à la signature de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement"	484
MD2020-145	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AH 65 auprès des époux KOPRIVICA chemin des Olivettes - Commune de Montferrier-sur-Lez	488
MD2020-146	Décision relative à la signature d'un avenant n°2 au marché n°5095MG18 "Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	490
MD2020-147	Décision relative à la signature d'un avenant n°3 au marché n°4025MG16 "Prestation de Télésurveillance, intervention de sûreté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	492
MD2020-148	Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 02 de mise à disposition avec la SAFER Occitanie Ensemble de parcelles sur la commune de Montpellier	494
MD2020-149	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public par l'association DIGITAL113 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	496
MD2020-150	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M9D0058MG "Accord-cadre pour les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole"	498
MD2020-151	Décision relative à la création d'une régie d'avances pour les manifestations culturelles de la Métropole	500
MD2020-152	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle en nature de cheminement piétonnier - Rue de l'Argile - Commune de Castries	503
MD2020-153	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public du parking du Prévost pour la saison 2020, commune de Villeneuve-lès-Maguelone	505

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-154	Décision relative à l'accord-cadre 2942 à marchés subséquent n°2 pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Fabrègues - Lots 1, 2, 3, 4 et 6 – Attributions	507
MD2020-155	Décision relative au marché n°M9B0143DC - Réalisation, édition et diffusion d'une collection de 6 catalogues pour le musée Fabre - Attribution	510
MD2020-156	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC - Parcelle LR 25 lots 1175-1176-1177-1178-1211-1291-1566 Résidence Bonnier de la Mosson - Commune de Montpellier	513
MD2020-158	Décision relative à la poursuite de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique de la parcelle cadastrée HW 665, située au 1 rue Adam de Craponne et à la mise à disposition du public du dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique - Commune de Montpellier	517
MD2020-159	Décision relative à une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre SNCF Réseau et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accompagnement de l'entreprise de travaux mandatée et la mise en place d'une limitation temporaire de vitesse lors du forage par micro-tunnelier dans le domaine de SNCF Réseau	520
MD2020-160	Décision relative à l'attribution d'un marché n° M9B00149MG "Entretien et Maintenance des centrales de traitement d'air des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole"	522
MD2020-161	Décision relative à l'avenant n°8 du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur sud de Baillargues - Commune de Baillargues	524
MD2020-162	Décision relative à la signature d'un contrat de location concernant un appartement propriété de Montpellier Méditerranée Métropole situé Résidence les Cévennes, 949 avenue de Professeur Louis Ravas à Montpellier	527
MD2020-163	Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine privé en date des 3 avril et 6 mai 2019 relative aux parcelles cadastrées section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 commune de Montpellier	529
MD2020-164	Décision relative au mandat d'études de faisabilité d'un parc d'activités économique sur la Lauze Est à Saint Jean de Védas - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat	531
MD2020-165	Décision relative à l'avenant N° 1 au marché M9D0055VD de "Nettoyage des espaces publics métropolitains - lot n° 1 : mise à disposition d'engins de nettoyage (balayage, lavage) et du personnel associé"	533
MD2020-166	Décision relative au marché subséquent n°M9C0054AT relatif aux travaux d'aménagement de voirie et eaux pluviales dans le cadre du PUP des Écureuils à Prades-le-Lez - Attribution du marché	536
MD2020-167	Décision relative au marché n°M9D0019EP - Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'aménagement modes doux du chemin du pilou à Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution	539

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-168	Décision relative à la signature d'une convention entre Hérault Énergie et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le renforcement du Poste Cimetière situé Route de Sommières à Restinclières	541
MD2020-169	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées OC 220 et OC 222 Avenue Etienne Méhul - Commune de Montpellier	543
MD2020-170	Décision relative à la modification du montant de l'encaisse maximale de la régie de recettes Station de Compostage de Grammont	545



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au contrat de tiers-
archivage de données électroniques
publiques intermédiaires encadré par le
marché n°M9B0108RI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est engagée depuis plusieurs années dans la dématérialisation de ses procédures administratives et de ses relations avec les services de l'État ;
- que cette démarche s'appuie sur un certain nombre d'outils informatiques qui pour certains sont mis à disposition de ses communes membres au travers de conventions de mise à disposition et que ce processus de dématérialisation implique des obligations de conservation et de gestion d'archives publiques au format électronique ;
- que la réponse à ces obligations légales peut s'appuyer sur les prestations de tiers-archivage assurant un niveau équivalent de garantie au regard des obligations pesant sur l'activité de conservation et de gestion des archives publiques ;
- que ce service est proposé par la société API INFOGERANCE par la mise à disposition du logiciel libre Ta@ct encadré par le marché n°M9B0108RI.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du contrat de tiers-archivage de données électroniques publiques intermédiaires avec la société API INFOGERANCE, 836 rue du Mas Verchant, 34000 Montpellier. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an renouvelable de manière tacite par période de un an sans pouvoir excéder deux renouvellements. Ce contrat n'a pas d'incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 17 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **17 JAN. 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une donation de
Monsieur David Quéré et de Monsieur
Pierre Soulages de cinq encres et pastels
sur papier, d'une ligne sur toile, d'une
peinture et de trois esquisses de Pierrette
Bloch

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Messieurs David QUÉRÉ et Pierre SOULAGES, qui sont les légataires universels de Pierrette Bloch, proposent de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole cinq encres et pastels sur papier, une ligne sur toile, une peinture et trois esquisses de Pierrette Bloch (16 juin 1928 – 7 juillet 2017) d'une valeur totale de 12 000 € (Douze mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Messieurs David QUERÉ et Pierre SOULAGES, de cinq encres et pastels sur papier, d'une ligne sur toile, d'une peinture et de trois esquisses de Pierrette Bloch (16 juin 1928 – 7 juillet 2017) d'une valeur totale de 12 000 € (Douze mille euros).

ARTICLE 2 : Cette donation d'œuvres de Pierrette Bloch sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°3921CO16 - Communication
institutionnelle - Avenant de prolongation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret relatif aux marchés publics n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications(avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,
- VU la délibération n°13443 autorisant le lancement du marché n°3921CO16 « Communication institutionnelle – lot 2 : Communication de proximité » attribué l'entreprise KFH, devenue INSTITUTIONS ET PROJETS, sises 34000 MONTPELLIER sans montant minimum ni maximum annuel et pour une durée de 1 an reconductible trois fois,
- VU la décision n°D2017-927 autorisant la signature de l'avenant n°1,

CONSIDERANT :

-Que le marché a été notifié le 09/02/2016 pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois. Son échéance est donc fixée au 09/02/2020. Le présent avenant a pour objet de prolonger sa durée de plus d'un mois portant ainsi la date de fin au 01/04/2020.

En effet compte tenu du calendrier électoral, l'attribution du nouveau marché doit intervenir après l'installation du nouvel exécutif. Le marché actuel doit donc être prolongé sur la période transitoire pour pouvoir assurer la continuité des prestations de communication.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3921B16 avec l'entreprise INSTITUTIONS ET PROJETS, avenant sans d'incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JAN. 2020**

**Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI**



Publiée le : 10 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°4938MS02BIS "Aménagement des
avenues Unterschleissheim et
Méditerranée sur la commune du Crès" -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- Vu la décision n°MD2018-254 du 29 mars 2018 attribuant l'accord cadre n°4938EA17 de travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux sociétés suivantes :

- SADE sise ZI – 820 rue de la Marbrerie BP 33 – 34741 VENDARGUES (mandataire du groupement SADE/RAZEL BEC)
- SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER Cedex 3 (mandataire du groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE / RAMPA TP)
- SCAM TP sise Agence Languedoc Roussillon – 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 Cournonsec (mandataire du groupement SCAM TP / FAURIE)
- EHTP sise route de Vauguières – La Mogère – RD 172 – 34130 MAUGUIO (mandataire du groupement EHTP/MALET)
- SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE Cedex,

- Vu la décision n°MD2018-954 du 3 décembre 2018 autorisant la signature du marché subséquent n° 4938MS02BIS Aménagement des avenues Unterschleissheim et Méditerranée sur la commune du Crès au groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE sise ZI – 820 rue de la Marbrerie BP 33 – 34741 VENDARGUES, pour un montant de 549 928,76 € HT et pour une durée de 25 semaines ;

CONSIDERANT :

- que les prix nouveaux provisoires notifiés par ordre de service doivent être rendus définitifs et qu'ils modifient la masse des travaux ;

- que des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires ;

- que ces modifications sont rendues nécessaires par des circonstances que la Métropole ne pouvait pas prévoir et ne sont pas substantielles, en application des alinéas 3 et 5 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;

- qu'il découle des travaux supplémentaires la nécessité d'augmenter le délai d'exécution des travaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4938MS02BIS - Aménagement des avenues Unterschleissheim et Méditerranée sur la commune du Crès avec le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE sise ZI – 820 rue de la Marbrerie BP 33 – 34741 VENDARGUES, avenant d'un montant de 145 149,97 € HT portant le nouveau montant du marché à 695 078,73 € HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 10 semaines.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

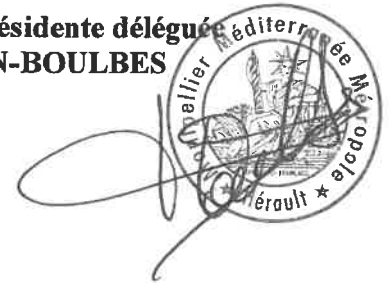
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 28 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **28 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3 au
mandat d'études avec la SA3M portant sur
la rénovation énergétique de copropriétés**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement Durable, de l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, de la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, incluant l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée ; du Plan Climat Air Energie Territorial ; de la Réhabilitation thermique des copropriétés,
- Vu la convention de mandat « Rénovation thermique » approuvée par délibération n°13258 le 30 septembre 2015 et notifiée le 15 décembre 2015 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- Vu les décisions n° D2017-898 et MD2019-026 autorisant la signature des avenants n°1 et n°2,

CONSIDERANT :

- Que le programme des copropriétés accompagnées par la SA3M dans le cadre du mandat « Rénovation thermique » doit être ajusté compte tenu des évolutions opérationnelles,
- Qu'il a été jugé nécessaire de compléter les missions du mandat par une deuxième tranche conditionnelle portant sur l'accompagnement des copropriétés lors de la réalisation de leur audit énergétique, préalable nécessaire aux études techniques développées dans les tranches conditionnelles du mandat,
- Que suite aux désistements de plusieurs copropriétés lors des tranches conditionnelles le forfait de 5 copropriétés accompagnées en tranche ferme, initialement prévu dans le mandat, a été consommé. De nouvelles résidences sont toutefois entrées récemment dans le programme en substitution des copropriétés démissionnaires, et ont besoin d'un accompagnement,

DECIDE :

ARTICLE 1 : De compléter les missions du mandat par une tranche ferme n°2 (TF2) afin d'assurer un accompagnement aux nouvelles copropriétés dans la réalisation de leurs audits énergétiques et la définition de scénarios de travaux dont un de niveau BBC Rénovation pour laquelle le mandataire percevra une rémunération de 2 500 € HT par copropriété.

ARTICLE 2 : La tranche ferme de 20 833.35 € HT initialement prévue pour 5 résidences sera élargie aux nouvelles résidences qui entrent dans le programme. Le mandataire percevra une rémunération de 4 166.67 € HT par copropriété.

ARTICLE 3 : D'autoriser la signature de l'avenant au mandat « Rénovation thermique » avec la SA3M, avenant n°3 portant le nouveau montant prévisionnel à 1 022 000 euros HT

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 JAN. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 14 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mandat de maîtrise d'ouvrage relative au
Parc multi-glisse Gérard-Bruyère à
Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives » et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,

- Vu la délibération n° 13247 en date du 30 septembre 2015, relative à la modification des équipements transférés à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération n° 13642 en date du 24 février 2016, relative aux modalités de transfert du Parc Gérard-Bruyère,
- Vu la délibération en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT :

- qu'en vertu de la délibération en date du 18 décembre 2019 susmentionnée, Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à la Ville de Baillargues pour l'ensemble de ses droits et obligations relatifs au Parc Gérard-Bruyère,
- la nécessité, afin de permettre une parfaite continuité dans la poursuite des procédures engagées par la Ville de Baillargues, et pour faciliter les modalités administratives du transfert du Parc Gérard-Bruyère, de mettre en œuvre une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article L. 2422-5 du Code de la commande publique, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,

D É C I D E

ARTICLE 1 : la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : de dire que cette convention est consentie à compter de sa notification et prendra fin à la date d'obtention du quitus de fins de missions délivré par Montpellier Méditerranée Métropole.

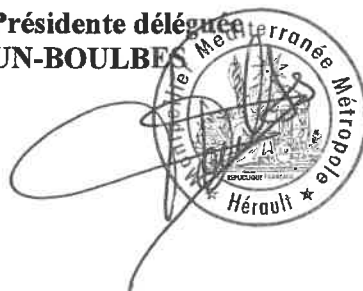
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **21 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
pour les parcelles BK n° 28 - 50 - 51 -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention, conclu en application des articles L 411-2 et suivants du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Jean LARIO, demeurant 280, Rue Salvador Allende à MAUGUIO (34130), les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section BK n° 28 – 50 et 51, lieu-dit « Mourade » et « Plaine de Colombiers », pour une durée de trois campagnes,

- Considérant que les parcelles en cause peuvent, grâce à la mise en culture en application des articles L. 411-2 et suivants du Code rural et de la pêche maritime, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée entre Monsieur Jean LARIO et Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section BK n° 28 - 50 et 51, lieu-dit « Mourade » et « Plaine de Colombiers », pour une contenance cadastrale totale de 13 334m².

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de trois campagnes à compter du 1^{er} décembre 2019 jusqu'au 30 novembre 2022.

ARTICLE 3 : La présente convention est consentie moyennant le versement d'un loyer annuel établi sur la base de cent quatre vingt euros (180 €) par hectare, soit deux cent quarante euros (240 €).

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M9D0073EA - Fonçage sous voie SNCF et
secteur Combemale**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de première Vice-Présidente,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renforcer une partie de son réseau d'assainissement – passage de DN500 à DN1000 – entre les rues de Cholet et du Mas Saint Pierre sur la commune de Montpellier ;
- que le fonçage sous voie SNCF et secteur Combemale est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R 2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée ouverte pour une durée de 13,6 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
- que le groupement EIFFAGE GENIE CIVIL RESEAUX (mandataire) / SCAM TP présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0073EA – Fonçage sous voie SNCF et secteur Combemale au groupement EIFFAGE GENIE CIVIL RESEAUX (mandataire) / SCAM TP sis à CHAVENAY pour un montant estimatif de 717 300,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation et l'ordre de service de commencer les travaux. Sa durée est de 13,6 semaines.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **22 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0014EP passé par le fondement de
l'accord-cadre n°5023AT17 "Travaux de
finition de la RM 127E3 à Grabels" -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public,

- Vu la décision n°MD2019-368 du 10/04/2019 attribuant le marché subséquent n°M9D0014EP à l'entreprise COLAS MEDITERRANEE Agence de St Jean de Védas pour un montant de 282 770 € HT.

CONSIDERANT :

- que la finition des travaux de la RM127E3 est nécessaire ;
- que l'accord-cadre ne prend pas en compte la fourniture, mais seulement la pose des portails 2 vantaux ;
- que le prix 04305A notifié dans le marché ne prend pas en compte la fourniture, mais seulement la pose des clôtures.
- qu'il faut intégrer au marché subséquent des prix nouveaux non prévus dans l'accord-cadre et le marché lui-même concernant la fourniture de portails et clôtures ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché subséquent n°M9D0014EP avec l'entreprise pour un montant de 20 360 € HT. Le marché initialement d'un montant de 282 770.00 € HT, est porté à 303 130.00 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31/01/2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ

Publiée le : 03 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit du musée des Beaux-Arts de Reims
de trois œuvres : Antoine COYPEL - Silène
barbouillé de mûres, Joseph-Marie VIEN -
Anachorète endormi et François
PERRIER - Olinde et Sophronie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la «Culture»,

CONSIDERANT :

- que la Ville de Reims, représentée par Monsieur Stefano ARNALDI, Directeur de Projet Expérience et Attractivité Culturelles, Directeur par intérim de la Culture et du Patrimoine, agissant pour le compte du musée des Beaux-Arts de Reims, en vertu de l'arrêté de délégation de signature du 23 août 2019, autorise le dépôt des œuvres suivantes :

- Antoine COYPEL – *Silène barbouillé de mûres* – inv. 2019.1.15 - Valeur : 600 000 €
- Joseph-Marie VIEN – *Anachorète endormi* – inv. 866.12.2 - Valeur : 180 000 €

- François PERRIER – *Olinde et Sophronie* – inv. 977.13.1 - Valeur : 700 000 €

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le musée des Beaux-Arts de Reims une convention de dépôt relative au dépôt des œuvres d'Antoine COYPEL – *Silène barbouillé de mûres*, de Joseph-Marie VIEN – *Anachorète endormi* et de François PERRIER – *Olinde et Sophronie*.

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à compter de la date de réception des Œuvres par le conservateur du musée Fabre. Les Œuvres seront enregistrées sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée maximale de trois ans, à compter de la date de réception des Œuvres par le conservateur du musée Fabre. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans ledit contrat. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation des Œuvres, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Les Œuvres ne pourront être prêtées pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. A l'occasion du déplacement des Œuvres à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance clou à clou devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant. L'assurance souscrite par le dépositaire s'effectuera sur la base de la valeur marchande de l'œuvre estimée au moment du dépôt, selon l'estimation transmise par le déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où seraient reproduites les Œuvres en dépôt.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

24 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement des
adhésions aux associations French
Régional American Museum (FRAME),
International Council of Museums (ICOM)
et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la délibération n°M2018-731 du 21 décembre 2018 autorisant l'adhésion aux associations suivantes :
 - French Régional American Museum (FRAME),
 - International Council of Museums (ICOM),
 - Club 2e (Club des utilisateurs de Flora),
- CONSIDERANT :
- qu'il y a lieu de renouveler les adhésions aux associations susmentionnées pour l'année 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement des adhésions aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM) et Club 2e (Club des utilisateurs de Flora), pour l'année 2020 et pour des montants annuels respectifs de 6 500 €, 740 € et 120 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer les bulletins d'adhésion afférents, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **07 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **07 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5084AT18
de travaux d'aménagement de l'espace
public PUP Prado Concorde à Castelnau-
le-Lez - Lot 2 - Avenant n°1 - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE ;
- VU le marché n°5084AT18 – LOT 2 « travaux d'aménagement de l'espace public du Pup Prado Concorde à Castelnau-le-Lez » conclu avec la société CITEOS – SAS TRAVESSET sise 242 avenue du Progrès à Teyran (34820), pour un montant de 280 106,00 € HT.

Considérant :

- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des prestations supplémentaires ainsi que des prix nouveaux ont été nécessaires pour la bonne réalisation des travaux.
- que le montant de l'avenant s'élève à 33 627,50 € HT, soit une augmentation de 12,00527 %
- que le nouveau montant du marché est de 313 733,50 € HT.
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des travaux complémentaires.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5084AT18 – Lot 2 - relatif aux travaux d'aménagement de l'espace public pup Prado Concorde à Castelnau-le-Lez conclu avec la société CITEOS sise à Teyran (34820) pour un montant en plus-value de 33 627,50 € HT, soit une augmentation de 12,00527 % du montant initial du marché.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **14 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 à la convention de mandat
d'études pour la mise en valeur de l'espace
urbain Comédie Esplanade Triangle à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des « Finances » ;
- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2018 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2018-670 du 20 août 2018 et portant sur des études préalables à la mise en valeur des espaces urbains Comédie Esplanade Triangle ;

- VU la décision n°MD2019-1058 attribuant l'accord-cadre portant sur des missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON ; accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité ;

CONSIDERANT :

- Que l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat initialement confié à la SA3M ne correspond qu'aux prestations d'études liées à la procédure de dialogue compétitif et aux études techniques associées ;
- Qu'à l'issue de la procédure de dialogue compétitif et sur la base des premières études techniques réalisées en préparation, et aux fins de poursuivre le projet, il y a lieu de confier à la SA3M de nouvelles missions portant notamment sur le pilotage d'études préliminaires à réaliser dans le cadre de marchés subséquents signés avec le groupement lauréat. Ces études ont pour objet d'approfondir les hypothèses d'aménagement définies durant la phase de dialogue compétitif afin d'en préciser les enjeux techniques et financiers. Elles portent également sur la formalisation d'un plan programme présentant les orientations générales du projet en vue d'une prochaine phase de concertation.
- Que, au vu des premières réflexions, il y a lieu d'adapter le périmètre d'études en intégrant le secteur de la citadelle et celui du boulevard Victor Hugo en lien avec les hypothèses de transformation du tunnel Comédie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De modifier par voie d'avenant les termes de la convention de mandat portant sur la définition du contenu des études confiées par le mandataire à des tiers ; et le périmètre d'études correspondant.

A cet effet, il est demandé au mandataire de :

- Signer avec le groupement retenu les marchés subséquents relatifs :
 - à la formalisation du plan programme pour un montant maximum de 20 000 euros HT
 - aux études préliminaires pour un montant maximum de 150 000 euros HT
 - à l'assistance à la concertation pour un montant maximum de 8 000 euros HT
- Piloter le groupement retenu dans ces missions
- Assister le Maître d'ouvrage dans sa démarche de concertation et participer à la préparation des réunions publiques.

L'enveloppe financière prévisionnelle des dépenses liées à des études à tiers est ainsi portée de 405 000 euros HT à 553 000 euros HT.

La rémunération du mandataire est, quant à elle, portée de 150 000 euros HT à 215 000 euros HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 d'un montant de 213 000 euros HT portant, au global, le montant du marché de 555 000 euros HT à 768 000 euros HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 17 JAN. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AT 127 rue du 08 Mai 1945 -
Commune de Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Cournonterral n°2016-02 en date du 12 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et accessoires dans le domaine public métropolitain.
- Vu la décision du Président n°D2016-179 en date du 09 mars 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonterral dans le domaine public Métropolitain.
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu l'accord de Monsieur BELTRANDO par courrier en date du 8 octobre 2019 en vue de céder la parcelle AT127 d'une superficie de 211 m², située rue du 8 Mai 1945 sur la commune de Cournonterral, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur BELTRANDO la parcelle AT127 d'une superficie de 211 m², située rue du 8 Mai 1945 sur la commune de Courmonterral, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix, avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord cadre
n°M9D0041DM1- Maintenance des
équipements dynamiques routiers - LOT
n°2 - Entretien et maintenance du système
de recueil de données de trafic (SRDT) -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°14050 du Conseil du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre des équipements dynamiques routiers, il est nécessaire de confier à une entreprise spécialisée la maintenance du système de recueil de données de Trafic (SRDT) de la Métropole de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée en application des articles R2141-1 et R2124-2 et des articles R2162-1 à R2162-46 du Code de la Commande Publique sous forme d'un accord cadre prenant effet dès sa notification pour une période initiale de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- Que les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique (60 %)
 - Prix des prestations au regard du Détails Quantitatif Estimatif (40 %).
- Que la Commission d'Appel d'Offre de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 26 novembre 2019 a attribué le marché M9D0041DM-1 « maintenance des équipements dynamiques routiers (SRDT-PMV) – Lot n°2 Entretien et maintenance du système de recueil de données de trafic (SRDT) à la société AXIMUM GES, située ZI du Salaison – 340 avenue des Bigos – 34740 Vendargues. Cette société propose une offre économiquement avantageuse au regard des critères posés dans le règlement de la consultation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'accord cadre de fournitures courantes et services n°M9D0041DM-1 « Maintenance des équipements dynamiques routiers (SRDT-PMV) – Lot n°2 Entretien et maintenance du système de recueil de données de trafic (SRDT) » à la société AXIMUM GES, située ZI du Salaison – 340, avenue de Bigos – 34740 Vendargues. Ce marché prend effet dès sa notification pour une période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et maximum et un opérateur économique.

ARTICLE 3 : La dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **21 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelle cadastrée section BM n° 15 -
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de « l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole » ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur André TURQUAY, domicilié 10 rue Jean Moulin à Baillargues (34670), sur la parcelle située sur la commune de Baillargues, cadastrée section BM n° 15 d'une contenance de 9 609 m² ;

CONSIDÉRANT que sur la parcelle en cause, ce conventionnement peut permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} décembre 2019 jusqu'au 30 novembre 2021, entre Monsieur André TURQUAY et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur la parcelle située sur la commune de Baillargues, cadastrée section BM n° 15 d'une contenance de 9 609 m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de cinquante euros (50 €).

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
n°2018-103 relative à l'accord-cadre
n°4961AT17 "maîtrise d'œuvre et
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
réalisation de projets VRD sur le territoire
de Montpellier Méditerranée Métropole" -
Lots 1 à 6 relatifs à la maîtrise d'œuvre -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,

- Vu la décision n°2018-103 attribuant les lots n°1 à 6 du marché de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de la Métropole pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois sans minimum ni maximum aux entreprises suivantes :
- Lot 1 « MOE Plaine Ouest » : Media et Bnb Ingenierie
- Lot 2 « MOE Pôle Piémonts et Garrigues » : Seri et Mediae
- Lot 3 « MOE Pôle Vallée du Lez » : Cabinet Gaxieu et Prima Ingenierie
- Lot 4 « MOE Pôle Cadoule et Bérange » : Cabinet Gaxieu et Groupement LS Ingenierie / Sites Etudes
- Lot 5 « MOE Pôle Littoral » : Groupement Inframed / LS Ingenierie et Seri
- Lot 6 « MOE Pôle Territorial de Montpellier » : Safege et Segic Ingenierie

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n°2018-103 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ

Publiée le : **24 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
n°2018-263 relative au marché
n°4961AT17 de maîtrise d'œuvre et
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
réalisation de projets de VRD sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Lot 7 "Assistance à maîtrise
d'ouvrage"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,

- Vu la décision n°2018-263 attribuant le lot n°7 du marché de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de la Métropole pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois sans minimum ni maximum aux entreprises suivantes : groupement GAXIEU / SMU / ESKIS / CAPSE / EMTIS, MEDIAE et SAFEGE.

CONSIDERANT :

-Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n°2018-263 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire. Les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **17 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Appui Technique aux Territoires
Service Pluvial Urbain**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative à la décision n°2018-
169 relative au marché 4928EP17
d'aménagement de l'avenue du Professeur
Emile Jeanbrau et du parvis Georges
Richard à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la décision n°2018-169 attribuant le lot n°2 du marché 4928EP17 d'aménagement de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau et du parvis Georges Richard à Montpellier à l'entreprise SOLATRAG, pour un montant estimatif de 295 720 euros HT et pour une durée de 7 mois.

CONSIDERANT :

-Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire prévue initialement.

DECIDE :

ARTICLE 1 : De modifier l'imputation budgétaire prévue initialement dans la décision attribuant le marché et de dire que les dépenses relatives au marché seront imputées sur le budget principal et les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 17 JAN. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention de rejet des eaux pluviales sur
la parcelle cadastrée AS n°1 sise commune
de Saint Jean de Védas - Approbation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrain publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU le transfert de gestion signé le 11 juillet 2017 avec SNCF RESEAU, pour une durée de 3 ans, portant sur les parcelles cadastrées AS n°1, 179 et 180, ainsi que AO n°204, sises communes de Saint Jean de Védas,
- VU le permis de construire n°34270 16M0081 et le permis de construire modificatif n°34270 16 M0081M02 délivré par la commune de Saint Jean de Védas sur les parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8 328 m², sises commune de Saint Jean de Védas, pour la création de 7 786 m² de surface de plancher soit 134 logements, prévoyant le rejet des eaux pluviales de cette opération sur la parcelle AS n°1 dont la Métropole a la gestion,
- VU le projet de convention de rejet des eaux pluviales annexé à la présente,

CONSIDERANT :

- les négociations en cours avec SNCF RESEAU pour signer une nouvelle convention de transfert de gestion portant sur l'ancienne voie ferrée entre Montpellier et Cournonsec et notamment sur la parcelle AS n°1 à Saint Jean de Védas,
- la nécessité de fixer les conditions techniques et administratives du rejet des eaux pluviales du projet immobilier autorisé sur les parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8.328 m², sises commune de Saint Jean de Védas.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de rejet des eaux pluviales est conclue avec la SCCV CHEMIN DE LA ROQUE dont le siège social est situé 9 impasse de Borderouge BP 60401, à Toulouse (31204) Cedex 2, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 823 004 320, représentée pour la SAS Crédit Agricole Immobilier Promotion par Philippe BOURCE et pour la SAS HELENIS par Denis LEFEBVRE dont la parcelle cadastrée AS n°1 sise commune de Saint Jean de Védas constitue le fond servant et dont le fonds dominant est constitué par les parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8.328 m², sises commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 17 JAN. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Protocole Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier pour les achats de
prestations services traiteurs - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment d'approuver par décision la conclusion et la signature des convention de groupement de commandes et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole »,

CONSIDERANT :

- que dans un souci d'économies, et en vertu des articles 2113-6 à 2113-8 du Code de la Commande Publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour les achats de Prestations Services Traiteurs conformément à la convention annexée à la présente décision,

- que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne,

- que la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande conformément aux articles 2162-1 à 2162-14 du Code de la Commande Publique, sans minimum et sans maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans,
- que cet accord-cadre est décomposé en 3 lots (avec des montants annuels estimatifs annuels exprimés en € HT),

Lot 1 : Prestations traiteurs haut de gamme :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 300 000 € HT/ an
- Ville de Montpellier : 70 000 € HT/ an

Lot 2 : Prestations traiteurs traditionnelles :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 200 000 € HT/ an
- Ville de Montpellier : 60 000 € HT/ an

Lot 3 : Plateaux et sachets repas :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 5 000 € HT/ an
- Ville de Montpellier : 50 000 € HT/ an.

D E C I D E

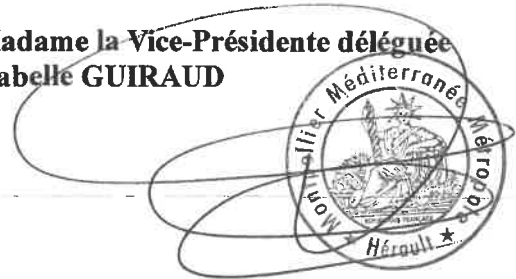
ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour l'achat de prestations de services traiteurs, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa commission d'Appel d'offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur tous budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 17 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes et Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
M9C0051EP relatif aux travaux de
sécurisation de la rue Louis BRAILLE à
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de sécurisation de la rue Louis BRAILLE à Montpellier sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 2 « « Montpellier » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée d'un mois (hors période de préparation) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 70%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 30%
- qu'après analyse, l'entreprise COLAS Midi Méditerranée sise 10 rue Saint Exupéry à Saint Jean de Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9C0051EP relatif aux travaux de sécurisation de la rue Louis BRAILLE à Montpellier à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée (agence de Saint Jean de Védas), pour un montant estimatif de 97 903,30€ HT.
Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 1 mois (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **14 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°4994CO17 -
Fabrication, pose et dépose d'articles de
pavoisement - Avenant n°1 d'ajout de listes
de prix au BPU**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué, et Membre du Bureau ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique » ;
- Vu la décision n°MD2018-155 du 26/03/2018, attribuant le marché n°4994CO17 - Fabrication, pose et dépose d'articles de pavoisement à l'entreprise CA C FAIT.COM sise à Montpellier, marché

à bons de commande sans minimum ni maximum et pour une durée de 1 an à compter du 01/05/2018 reconductible tacitement trois fois ;

CONSIDERANT :

- qu'après étude technique par le prestataire du réseau actuel de pavoisement sur la ville de Montpellier, il a été décidé d'étendre le réseau actuel à cinq (5) nouveaux ronds-points situés aux entrées de la ville : Près d'Arènes, la Lyre, Benjamin Franklin, le grand M et Paul Louis Bret ;
- qu'afin de pouvoir éventuellement utiliser ces futurs réseaux de pavoisement dans le cadre de l'exécution normale du marché, il convient de conclure un avenant afin d'inclure dans le bordereau des prix unitaires les nouveaux tarifs correspondants à leur pose et dépose.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 n°4994CO17 Fabrication, pose et dépose d'articles de pavoisement avec l'entreprise CA C FAIT.COM, avenant sans incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 FEV. 2020**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 24 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

24 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition avec la SAFER de deux
parcelles cadastrées section BE n°1 et BD
n°99 situées sur la commune de Clapiers -
Domaine de Viviers - CMD 34 19 0034 01**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans les domaines de « l'Agro-écologie et de l'alimentation » ;
- Vu le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, BP 22125, deux parcelles situées sur la commune de Clapiers, cadastrées section BE n°1 et BD n°99, d'une contenance respective de 72 152 m² et 18 319 m²,

CONSIDÉRANT que la mise en culture de ces terres permet d'une part, une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les deux parcelles cadastrées BE 1 et BD 99 situées sur la commune de Clapiers d'une contenance respective de 72 152 m² et 18 319 m².

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne jusqu'au 31 octobre 2020.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de mille six cent vingt cinq euros (1 625 €), qui sera versée le 31 octobre 2020 conformément à la convention signée. Le montant de la redevance sera versé au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 17 JAN. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4564DM16 -
Récolements et cartographie des réseaux
secs du patrimoine de la Métropole -
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- Vu la délibération n°13959 attribuant le marché n°4564DM16 à l'entreprise GEODAIX, pour un montant de 800 000 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de la date de la notification au 31 décembre de l'année en cours, il pourra être reconduit 3 fois de manière tacite par période successive d'1 an,

- Vu la décision n°MD2018-516 du 5 juillet 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché,

- **CONSIDÉRANT :**

- que l'indice de révision des prix figurant dans le CCAP n'existe plus et qu'il est par conséquent nécessaire de le remplacer par un autre indice équivalent,

- que l'avenant n°2 pour le marché N°4564DM16 – Marché de récolements et de cartographie des réseaux secs du patrimoine de la Métropole a pour objet la modification de l'indice de révision des prix annuelle applicable aux prestations nécessaires aux récolements et aux relevés cartographiques des réseaux secs du patrimoine de la Métropole,

- que cet avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché et que la durée de celui-ci reste inchangée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4564DM16 - Marché de récolements et de cartographie des réseaux secs du patrimoine de la Métropole à l'entreprise GEODAIX, située 178 chemin Fontaine du Roy, 13840 Rognes.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 FEV. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Pierre RICO

Publiée le : **12 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9D0041DM "Maintenance des
équipements dynamiques routiers - Lot
N°1 Entretien et maintenance des
panneaux de jalonnement dynamique des
parkings"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre des équipements dynamiques routiers, il est nécessaire de confier à une entreprise spécialisée la maintenance des panneaux de jalonnement dynamique des parkings de la Métropole de Montpellier,

- qu'une procédure a été lancée en application des articles R2141-1 et R2124-2 et des articles R2162-1 à R2162-46 du Code de la Commande Publique sous forme d'un accord cadre prenant effet dès sa notification pour une période initiale de 1 an. Il est reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans,

- que les critères d'analyses des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique (60%).
- Prix des prestations au regard du Détails Quantitatif Estimatif (40%),

- que la Commission d'Appel d'Offre de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 26 novembre 2019 a attribué le marché M9D0041DM « Maintenance des équipements dynamiques routiers (SRDT - PMV) – Lot N°1 Entretien et maintenance des panneaux de jalonnement dynamique des parkings » à la société SIGNATURE VERTICAL & MOBILITY SOLUTIONS située ZA de la Lodièrre, 3 rue de la Flottièrre, 37300 JOUE LES TOURS. Cette société propose une offre économiquement avantageuse au regard des critères posés dans le règlement de la consultation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'accord cadre de fournitures courantes et services n° M9D0041DM « Maintenance des équipements dynamiques routiers (SRDT - PMV) – Lot N°1 Entretien et maintenance des panneaux de jalonnement dynamique des parkings » à la société SIGNATURE VERTICAL & MOBILITY SOLUTIONS située ZA de la Lodièrre, 3 rue de la Flottièrre, 37300 JOUE LES TOURS, pour un montant estimatif de 55 099,70 € HT. Ce marché prend effet dès sa notification pour une période initiale de 1 an et est reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et maximum et un opérateur économique.

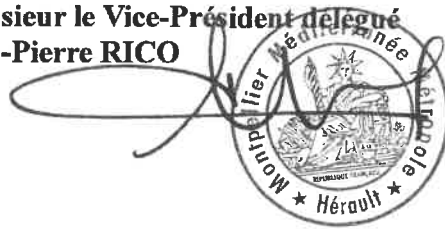
ARTICLE 3 : La dépense sera imputée sur les budgets 2020-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Direction Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal et Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 21 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un bail
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Vendargues Immobilier sur la
commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée à « l'Administration Générale, Contentieux, Affaires juridiques et Protocole ».
- **CONSIDERANT :**
- que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux supplémentaires à Vendargues afin d'y installer des services métropolitains.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail avec la SARL Vendargues Immobilier agissant en qualité de mandataire de la SCI LA JASSE sise ZI du Salaison – 615 rue de la Garenne à Vendargues, représentée par Monsieur Philippe PRIVAT.

ARTICLE 2 : Le bail porte location d'un local d'une surface de 183m² en R+1 composé d'une grande salle, de deux salles de réunion et de sanitaires ainsi que 6 places de parking dont la SCI La Jasse est propriétaire.

ARTICLE 3 : La durée du bail est de 3 ans renouvelables 3 fois ; il prend effet à compter du 1^{er} décembre 2019 et prendra fin le 1^{er} décembre 2022.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer mensuel est de 1300€ HT, conformément à l'avis de France Domaines du 9 décembre 2019, auquel sera appliqué le taux de TVA en vigueur, et auquel s'ajoutera une provision de charges mensuelle de 150€ pour la quote-part de la taxe foncière et la consommation d'eau. En sus du loyer et des charges précitées, une participation forfaitaire annuelle s'ajoutera, correspondant à la consommation d'électricité relevée annuellement sur le compteur divisionnaire et refacturée séparément.

ARTICLE 5 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le bail et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JAN. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 29 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BM 75 création d'une
passerelle cyclable - Commune de
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le projet de Montpellier Méditerranée Métropole de créer une passerelle cyclable au niveau du Pont-Vert, le long de la RD 986, pour le franchissement de la Mosson,
- Vu l'avis favorable de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 19 novembre 2019,
- Vu l'avis des domaines n°2019-337V0249 en date du 2 avril 2019,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée BM 75 d'une superficie de 26 m², située sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, afin de pouvoir réaliser l'ouvrage projeté.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la parcelle cadastrée BM 75 d'une superficie de 26 m², en vue de la création d'une passerelle cyclable au niveau du Pont-Vert, le long de la RD 986, pour le franchissement de la Mosson.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 28,60 € (*vingt-huit euros et soixante cent*), conformément à l'avis des domaines, soit 1.10 €/m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **17 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la modification
d'affectation d'une partie de l'ancien
chemin de Sussargues à Sommières -
Déchetterie - Commune de Beaulieu**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu le transfert de propriété de la déchetterie de Beaulieu dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole signé par acte notarié en décembre 2019,
- Considérant la nécessité de constater le changement d'affectation publique d'une partie de l'ancien chemin de Sussargues à Sommières, qui est inclus dans l'unité foncière de la déchetterie de Beaulieu,
- Considérant que cette partie de chemin n'est affectée à aucun usage routier, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par cette ancienne voie,

- Considérant la nécessité de créer deux numéros cadastraux sur des anciennes emprises « voirie » non cadastrées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate le changement d'affectation publique de deux emprises issues de l'ancien chemin de Sussargues à Sommières, à savoir une emprise de 124 m² en section AD et une emprise de 363 m² en section AE, situées le long de la D120 sur la commune de Beaulieu.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, ces deux emprises sont déclassées du domaine public « voirie », et feront l'objet d'une demande, auprès des services du cadastre, pour procéder au numérotage cadastral de ces deux emprises intégrées à l'unité foncière de la déchetterie de Beaulieu.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition de l'infrastructure de
communications électroniques très haut
débit entre Montpellier Méditerranée
Métropole et l'Université Paul Valéry
Montpellier 3 - Avenant n°1 - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué et Membre du Bureau ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la « Communication ; du Développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique » ;
- Vu la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 15 novembre 2016 au bénéfice de l'Université Paul Valéry Montpellier 3 ;
- Vu la délibération n°13991 du 21 juillet 2016 autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

CONSIDERANT :

- que les besoins d'interconnexion de l'Université Paul Valéry Montpellier 3 ont évolué ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°M2018-694 en date du 21 décembre 2018 ;
- que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 FEV. 2020**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 26 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
BW 200 rue de de la Source Commune de
Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision n° MD 2019-1042 du 28 octobre 2019 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 250 m² à extraire du domaine public, rue de la Source à Clapiers,
- Vu l'estimation des domaines n°2019-077 V 1686 en date du 11 décembre 2019,
- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

- Considérant qu'il n'y a pas lieu de purger le droit de priorité, le seul propriétaire riverain étant l'acquéreur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI FV Patrimoine la parcelle BW 200 d'une superficie de 250 m², située rue de la Source à Clapiers.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix de 80 euros le m², conformément à l'évaluation de France Domaines, soit un montant total de 20 000 euros. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais de la SCI FV Patrimoine, acquéreur.

ARTICLE 3 : Le montant perçu pour cette transaction sera affecté en recette sur le budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°M9D0097DC à l'accord-
cadre n°M8D0036DC pour le transport des
œuvres de l'exposition "Jean Ranc, un
Montpelliérain à la cour des Rois"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la Commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER, en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « culture » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de conclure un marché subséquent au lot n°3 de l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement n°4112DC16) pour le transport des œuvres de l'exposition « Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois » ;
- qu'une lettre de consultation a été adressée le 05 novembre 2019 aux 3 titulaires du lot n°3 de l'accord-cadre n°M8D0036DC (LP ART, AXAL-ARTRANS et ATLANTIC LOGISTIQUE) selon les modalités fixées à l'article 1.5 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique évaluée à partir du dossier méthodologique remis par le candidat : 60%
 - 2- Prix au regard du montant global et forfaitaire de la prestation : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, sise 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0097DC à l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement 4112DC16), Lot 3 (Transport aller et retour des œuvres en provenance des pays hors Etats-Unis), pour le transport des œuvres de l'exposition « Jean Ranc, un Montpelliérain à la cour des Rois », à l'entreprise LP ART, pour un montant global et forfaitaire de 168 365 € HT, soit 197 490 € TTC (Certaines prestations ne sont pas taxables). Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapote 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **28 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0127DS
- Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication et de billets pour le
développement du tennis - Open Sud de
France 2020 - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Open Sud de France, troisième plus grand événement tennistique français après Roland Garros et les Masters de Paris Bercy,
- qu'une procédure passée sans publicité ni mise en concurrence – Article R2122-3 du Code de la Commande Publique a été lancée le 11 décembre 2019 conformément à l'article L. 2122-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix mixte, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 9 février 2020, date de fin du tournoi,
- qu'Occitanie Events est la société d'événementiel qui dispose de l'exclusivité du package de partenariats du tournoi.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0127DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis – Open Sud de France 2020 » à l'entreprise Occitanie Events, pour un montant de 440 615,41 euros H.T., la part à bons de commande étant limitée à un seuil maximum de 30 000 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 9 février 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

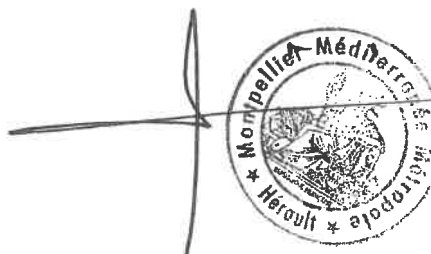
Publiée le : **30 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un tracteur agricole vétuste de marque
Kubota immatriculé EE-300-ZR - Hôtel
des Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur agricole vétuste de marque Kubota immatriculé EE-300-ZR ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un tracteur agricole vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède un tracteur agricole vétuste de marque Kubota immatriculé EE-300-ZR à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire entre Montpellier Méditerranée
métropole et l'association Scouts et Guides
de France - Locaux Domaine de Viviers à
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole» ;

CONSIDERANT :

- que l'association Scouts et Guides de France a demandé à bénéficier temporairement d'un espace de stockage de matériel lors des rassemblements organisés sur des terrains situés sur le Domaine de Viviers (34 830) et dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire,
- que l'association Scouts et Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important, que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain et que certains regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec l'association Scouts et Guides de France, sise Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint-Lazare à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le bail concerne des locaux appartenant à la Métropole et situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou (34 830). La surface totale des locaux loués est d'environ 113m².

ARTICLE 3 : Le bail précaire prendra effet à sa signature et arrivera à terme le 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : L'association Scouts et Guides de France étant reconnue d'utilité publique, tenant compte des actions menées et du fait que les regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme, le bail précaire est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le bail visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°8.884 "Système d'information et de
gestion de projet pour le suivi des données
financières et documentaires (GED) dans le
cadre de la 5ème ligne de tramway" -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu la consultation lancée le 16 mai 2011 selon une procédure négociée en application des articles 144-I-1°, 166 et 169 du Code des Marchés Publics portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- Vu la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique, portant sur le système d'information et de gestion de projet pour le suivi des données financières et documentaires (GED) dans le cadre de la 5^{ème} ligne de Tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'entreprise FORMI présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les deux lots du marché n°8.884 relatif au système d'information et de gestion de projet pour le suivi des données financières et documentaires (GED) dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués à l'entreprise FORMI sise à Toulouse (31).

Ces deux lots sont les suivants :

- Lot 1 : gestion électronique des documents
- Lot 2 : gestion financière + tableaux de bord.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu pour un montant global et forfaitaire de 235 572 € HT décomposé comme suit :

- Lot 1 : 102 102 € HT
- Lot 2 : 133 470 € HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

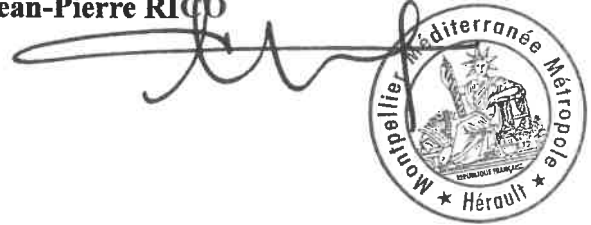
ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 5 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 10 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°9.215 -
Fourniture et pose de auvents sur mât dans
le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de
tramway vers le pôle d'échanges
multimodal Montpellier Sud de France -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- Vu la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché.

CONSIDÉRANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique portant sur le marché « Fourniture et pose de auvents sur mât dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France »,
- que seul le critère prix rentrait en compte dans l'analyse des offres,
- qu'après analyse, l'entreprise SOLATRAG (Agde, 34) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de fourniture et de pose de auvents sur mât n°9.215 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France avec l'entreprise SOLATRAG (Agde, 34) pour un montant global et forfaitaire de 48 882 € HT et une durée de 2 mois ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1 ;

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **29 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'une canalisation de
gaz en tréfonds des parcelles SM 3 et SM 6
- Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration générale, du contentieux, les affaires juridiques et du protocole »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention de servitude de passage perpétuelle d'une canalisation de gaz en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n° 3 et SM n° 6, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire, au profit de GRTgaz, dont le siège social est à BOIS COLOMBES (92270) 6 rue Raoul Nordling, inscrite sous le numéro SIREN 440 117 620 RCS, représenté par Madame Sandra CARNEIRO, assistante projet foncier et domanial,

CONSIDÉRANT :

- que les travaux d'aménagement en cours de réalisation au lieu dit « Mas des Brousses » à Montpellier, nécessitent le déplacement d'une conduite de gaz en tréfonds des parcelles précitées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage perpétuelle est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de GRTgaz, pour la pose d'une canalisation de gaz en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n°3 et SM n°6, d'une contenance respectives de 9 556m² et 51 830m² et d'une emprise totale de servitude de 934m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire de 629,44 €. Les frais d'acte notarié nécessaire à la publication de la servitude seront à la charge de GRTgaz.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention de servitude ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de deux
parcelles cadastrées BC 41 et BC 42
Lieudit Lous Lavals - Commune de
Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur et Madame LAUX en date du 26 septembre 2019 pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole deux emprises à détacher de la parcelle BC 13 sur la commune de Cournonsec,

CONSIDÉRANT : la nécessité de régulariser la situation juridique de ces deux emprises qui supportent un réseau pluvial,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame LAUX, les parcelles cadastrées BC 41 et BC 42, d'une superficie respective de 8 m² et 16 m² situées Lieudit Lous Lavals sur la commune de Cournonsec.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 80 €/m², soit un montant de 1920 euros pour une emprise totale de 24 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 24 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURE



Publiée le : 24 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées A 1369 et A 1370
auprès des époux SIMON et VEDRINES
rue des Aires - Commune de Sussargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des époux SIMON sur les termes de la négociation en date du 3 décembre 2019,
- Vu l'accord des époux VEDRINES sur les termes de la négociation en date du 20 novembre 2019,
- Considérant qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées A 1369 et A 1370 à titre de régularisation foncière car ces parcelles sont déjà aménagées en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux SIMON et VEDRINES, les parcelles cadastrées A 1369, d'une superficie de 139 m², et A 1370 d'une superficie de 48 m², situées rue des Aires à Sussargues, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre
n°M9B0128VD de "Fourniture de pièces
détachées de conteneurs enterrés de type
Sotkon pour la collecte des déchets"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre pour la « Fourniture de pièces détachées de conteneurs enterrés de type Sotkon pour la collecte des déchets ménagers et assimilés » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2122-3 et R2122-4 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre négocié sans publicité ni mise en concurrence, pour une durée d'une année ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- qu'après analyse et négociations, l'entreprise Connect Sytee, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9B0128VD de « Fourniture de pièces détachées de type Sotkon pour la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés » à l'entreprise Connect Sytee, Eiffel Park D, 415 rue C.N. Ledoux, 13 854 Aix-en-Provence, sans montant minimum mais avec un montant maximum de 89 000 euros HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'une année.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : **23 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux marchés de travaux
d'aménagement de la médiathèque
centrale Émile Zola pour l'intégration de
l'offre de la médiathèque Federico Fellini -
Phases 2 à 4 (mandat SA3M) - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture » ;
- Vu la convention de mandat conclue en date du 28 juillet 2017, transmise en préfecture le 31 juillet 2017 et notifiée le 17 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),

CONSIDÉRANT :

- que les travaux de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini ont démarré en 2019 par une phase 1 consistant en la création d'un auditorium au rez-de-chaussée du bâtiment, et doivent aujourd'hui se poursuivre par les travaux sur le forum de l'actualité et l'espace jeux vidéo (phase 2), par la création de l'espace cinéma en mezzanine au 1^{er} étage (phase 3) et par la réorganisation des services internes au R+3B (phase 4, en tranche optionnelle) ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée avec possibilité de négociation, pour une durée de 14 mois prévisionnellement à compter de janvier 2020 ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %

2- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40 %

- qu'après analyse, et phase de négociation concernant les lots 01, 03, 04, 05, 08, 09, 10 et 11 :

- Concernant le lot 1 - INSTALLATION DE CHANTIER - STRUCTURE – CHARPENTE METAL – METALLERIE, le Groupement CMA 10 Chemin du Regina, 34110 Vic-la-Gardiole – CBTP SA 228 Avenue de Lodeve, 34000 Montpellier – SN DUCROS 2550 Route de Mende, 34090 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 2 – CVC, l'entreprise THERMATIC 14 Rue St Exupery, 34430 Saint Jean de Védas, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 3 – ELECTRICITE, l'entreprise MARC ELECTRICITE 26 rue Joe Dassin, 34080 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 4 - CLOISONS – DOUBLAGES – FP - PLAFONDS SUSPENDUS – PEINTURE, l'entreprise FPI SARL PAE La Tour 264 rue Denis Papin 34570 Montarnaud, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 5 - MENUISERIES INTERIEURES, l'entreprise SAS PISTRE et FILS 81270 Labastide-Rouairoux, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 6 - REVETEMENTS DE SOLS, l'entreprise ST GROUPE ZAC, Pioch Lyon, 34160 Boisseron, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 8 - EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS ET MULTIMEDIA, l'entreprise SUD MEDIA SYSTEM 360 Avenue des Compagnons, 34170 Castelnau-le-Lez, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 9 - RAYONNAGES ET AUTRES MOBILIERS DE MEDIATHEQUE : BACS, PRESENTOIRS, CHARIOTS, POSTES OPAC ET BANQUES D'ACCUEIL, l'entreprise MOBIDECOR 26 avenue de Montevideo 75116 PARIS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 10 - ASSISES DE MEDIATHEQUE ET DE TRAVAIL, l'entreprise SOFRADAM 15 rue des Vergers ZAE du Bosc 34130 MUDAISSON, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Concernant le lot 11 - MOBILIERS DE BUREAUX : TABLES, CLOISONS PHONIQUES, RANGEMENTS ET ACCESSOIRES, l'entreprise SILVERA 58 avenue Kléber 75116 PARIS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés des travaux d'aménagement de la médiathèque Centrale Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini aux entreprises suivantes présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

- lot 1 : Groupement CMA – CBTP SA – SN DUCROS pour un montant total de 1 231 756,52 € HT,
- lot 2 : THERMATIC pour un montant de 178 520,50 € HT,
- lot 3 : MARC ELECTRICITE pour un montant de 493 613 € HT,

- lot 4 : FPI SARL pour un montant de 565 988,73 € HT,
- lot 5 : S.A.S PISTRE & FILS pour un montant de 187 738,84 € HT,
- lot 6 : ST GROUPE pour un montant de 104 899,73 € HT,
- lot 8 : SUD MEDIA SYSTEM pour un montant de 138 239,60 € HT,
- lot 9 : MOBIDECOR pour un montant de 74 162,61 € HT,
- lot 10 : SOFRADAM pour un montant de 158 284,80 € HT,
- lot 11 : SILVERA pour un montant de 130 997,17 € HT.

Concernant le lot 7 – Tribunes/fauteuils, et constatant l'absence de remise d'offre, une consultation sera relancée selon la procédure de passation qui s'impose.

Les marchés prendront effet à compter de leur notification pour une durée globale de 14 mois (hors période de parfait achèvement).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRANIER



Publiée le : 21 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4160EA16 -
Construction de l'Intercepteur Est Amont
réseaux eaux usées du giratoire Fesquet au
lotissement Navitau et modification du
pompage de deux postes de refoulement lot
2 Pompage - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la délibération n°13949 du 13 juillet 2016 attribuant le marché n°4160EA16 Construction de l'Intercepteur Est Amont réseaux eaux usées du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement lot 2 pompage à l'entreprise OTV-MSE sise 145 parc de la Chocolaterie – 29290 DONZERE, pour un montant de 275 290 € HT et pour une durée d'études et de travaux de 5 mois.

CONSIDERANT :

- que des prix nouveaux provisoires ont été notifiés par ordres de services et qu'il convient de les rendre définitifs ;
- que ces prix nouveaux ont eu pour effet d'augmenter la masse initiale des travaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4160EA16 Construction de l'Intercepteur Est Amont réseaux eaux usées du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et modification du pompage de deux postes de refoulement lot 2 Pompage à l'entreprise OTV-MSE sise 145 parc de la Chocolaterie – 29290 DONZERE, avenant d'un montant de 14 964 € HT, portant le nouveau montant du marché à 290 254 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **22 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture **22 JAN. 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M9D0119AT relatif aux travaux de la
rue de la Ducque à Prades-le-Lez -
Attribution du marché

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de « la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;
- Vu la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de sécurisation de la rue de la Ducque à Prades-le-Lez sont nécessaires ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 3 « Secteur Est » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 72 jours (hors période de préparation) ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60%
 - Valeur technique au regard du mémoire technique – 30%
 - Délai – 10%
- qu'après analyse, le groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO sise 5 ZA Peire Plantade à Moussac (30), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0119AT relatif aux travaux de la rue de la Ducque à Prades-le-Lez au groupement Lautier Moussac / Faurie / TPSO, pour un montant estimatif de 349 902,50 € HT pour les tranche ferme et optionnelle.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 42 jours pour la tranche ferme et 30 jours pour la tranche optionnelle (hors période de préparation de 15 jours par tranche).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **17 JAN. 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°2942 de
travaux pour la réalisation d'un réseau
d'aires d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Lot 9 - Marché de fourniture,
pose, mise en service de blocs sanitaires
préfabriqués - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine de la « Cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap » ;

- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole, d'attribuer le marché de travaux pour la fourniture, pose, mise en service de blocs sanitaires préfabriqués ;

- qu'une procédure a été lancée en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum. L'accord cadre est prévu pour une durée de 48 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 50% pour la valeur technique de l'offre, 40% pour le prix des prestations et 10% pour les délais d'exécution ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 décembre 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise suivante présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Lot 9 : Fourniture, pose et mise en service de blocs sanitaires préfabriqués : société SANI MODUL, 218 rue de la Ronce - ZA La Ronce - 76230 ISNEAUVILLE.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à La Société SANI MODUL, 218 rue de la Ronce - ZA La Ronce - 76230 ISNEAUVILLE, pour le lot 9 – Fourniture, pose et mise en service de blocs sanitaires préfabriqués, dans les limites de l'accord-cadre sans minimum ni maximum d'une durée de 48 mois.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le : **24 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain (DPU) - Propriété LA
SARL LA GRANDE BRASSERIE- lots de
copropriété - Parcelle HM 487 - 66 rue du
jeu de ballon - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 29 mars 2017, approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019, approuvant l'extension du périmètre d'étude de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, compte tenu de la complexité du site et des interfaces avec des projets majeurs comme «Place à tous » ;
- Vu la convention de mandat d'études préalables à la mise en valeur de l'espace urbain du secteur Comédie- Esplanade – Triangle, signée entre la Métropole et la SA3M, en date du 19 septembre 2018 ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 13 novembre 2019, envoyée par Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 14 novembre 2019, concernant la vente par la société LA GRANDE BRASSERIE représentée par Monsieur Marcel SALERNO, d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487, au prix de 1 500 000 € ;
- Vu l'avis de France domaine ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est située en zone urbaine 1U1 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier correspondant à une zone de mixité urbaine ;
- que cette parcelle est située dans le périmètre d'étude instauré dans le cadre de la stratégie de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez, dont les objectifs sont les suivants :
 - la définition d'une stratégie économique et territoriale et une programmation urbaine qui mettent en perspective l'avenir du secteur,

- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une relation ambitieuse et porteuse d'identités entre la ville et son fleuve,
 - reconquérir le tissu existant, principalement tertiaire, stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public ;
- que l'acquisition de cette parcelle permettra de répondre à cette démarche ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

DE C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société LA GRANDE BRASSERIE composée d'un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 1 000 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 janv. 2020

Signé.

**Pour Monsieur le Président empêché,
Madame la Première Vice-Présidente, Jackie
GALABRUN-BOULLES**



Publiée le : 09 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M8B0053EP
- RM26 - Création voie verte entre Castries
et Baillargues - Maitrise d'œuvre : AVP,
PRO, ACT, VISA, DETap, AORap et
missions complémentaires - Avenant n°1 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- Vu la décision n°MD2019-349 du 10 avril 2019 attribuant le marché n°M8B0053EP à l'entreprise INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, sise 168/172 boulevard de Verdun – 92 400 COURBEVOIE pour un montant de 87 400 € HT ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à des études pour la création d'une voie verte entre Castries et Baillargues ;
- que le projet intègre un complément d'étude lié à l'aménagement du parking du cimetière de Castries, à la sécurisation de l'accès à la déchetterie sur la commune de Baillargues et à l'accès au lotissement des Bosquées sur la commune de Castries ;
- que les prestations complémentaires s'élèvent à 2 500 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M8D0053EP avec l'entreprise INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE pour un montant supplémentaire de 2 500 € HT. Le marché initialement d'un montant de 87 400 € HT s'établit désormais à 89 900 € HT (soit une augmentation de 2,86 %).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 17 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la convention de
mandat d'études confiée à la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur
Comédie Lez - Commune de Montpellier -
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- Vu la décision n°D2016-652 du 11 janvier 2017 relative à une convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre de la reconquête urbaine entre la place de la Comédie et le Lez ;
- Vu la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- Vu la décision n°MD2019-160 du 4 mars 2019, relative à l'autorisation de signature de l'avenant n°1 à la convention du mandat d'études afin de proroger de 24 à 30 mois la durée du contrat, et de porter l'enveloppe prévisionnelle des dépenses à engager par le mandataire de 243 650 € HT à 350 000 € HT ;

CONSIDERANT :

- les incertitudes subsistantes dues à la complexité du site relatives au degré de conservation de l'ancien Hôtel de Ville à intégrer à l'opération d'aménagement ;
- les interfaces avec les projets portés par les principaux propriétaires du secteur d'étude.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché de mandat d'études confié à la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision, cet avenant n'entraîne aucune incidence financière.

ARTICLE 2 : De proroger le mandat jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : De revoir l'échelonnement des versements de la rémunération du mandataire.

ARTICLE 4 : De dire que cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 cité dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION

Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 17 JAN. 2020



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AK 117 en nature de voirie -
Commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaines de la « Voirie et de l'Espace public »,
- Vu l'accord de la société ARC EN CIEL, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AK 117 d'une superficie de 72 m², située Chemin du Nouau à Prades-le-Lez,

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AK 117, en nature de voirie située Chemin du Nouau sur la commune de Prades-le-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société ARC EN CIEL ou de toute société s'y substituant, la parcelle AK 117 (72 m²) en nature de voirie en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir de la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SAIDI -
Parcelle LY 47 lots 626-627-628-629-863-
944-945-946-968 La Résidence du Lac -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation,

d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,

- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 15 octobre 2019, envoyée par Maître GRANIER, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 17 octobre 2019, concernant la vente par Madame Jamila SAIDI, d'un appartement duplex libre avec 4 parkings, 1 garage et 3 caves, constituant les lots 626-627-628-629-863-944-945-946-968 de la copropriété La Résidence du Lac, 53 rue Arnault Peyre à Montpellier, cadastrée section LY 47, au prix de 74.250 € en ce compris 9.250 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 10 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 13 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
 - que la propriété de Madame SAIDI se situe dans la copropriété La Résidence du Lac, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la copropriété La Résidence du Lac a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
 - que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame SAIDI est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
- L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes et de restructurer les bâtiments.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Jamila SAIDI, un appartement duplex libre avec 4 parkings, 1 garage et 3 caves, constituant les lots 626-627-628-629-863-944-945-946-968 de la copropriété La Résidence du Lac, 53 rue Arnault Peyre à Montpellier, cadastrée section LY 47.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 74.250 € en ce compris une commission d'agence de 9.250 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 janv. 2020



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 2 janv. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-114508-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 janv. 2020

Réception en Préfecture : 2 janv. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M9D0031VD de "Maintenance et entretien
des conteneurs enterrés - lots 1, 2 et 3"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté 2017/190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché n° M9D0031VD de « Maintenance et entretien des conteneurs enterrés – lot n°1 : Nettoyage intérieur des conteneurs enterrés collectés par « BOM », lot n°2 : Nettoyage intérieur des conteneurs enterrés collectés par benne « AMPLIROLL » et lot n°3 : Réparation et maintenance de l'ensemble des colonnes enterrées »,

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2162-2 à R2162-5 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec minimums et maximums annuels, pour une période initiale de 1 an à compter du 5 janvier 2020 (ou de sa notification si elle est postérieure), et jusqu'au 31 décembre 2020. Il peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	50 %
° Valeur technique au regard du mémoire technique	40 %
° Performances en matière de protection de l'environnement	10 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 décembre 2019 a fait le choix de retenir :

- pour le lot n°1, l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- pour le lot n°2, l'entreprise APA PROPRETE, 610 rue des Serres, 26 600 La Roche de Glun, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- pour le lot n°3, l'entreprise CIEL VERT SAS, Chemin des Ecoliers, Vauguières le Haut, 34 130 Mauguio, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0031VD de « Maintenance et entretien des conteneurs enterrés » :

- pour le lot n°1 à l'entreprise S.M.N., pour un montant minimum annuel de 20 000 € HT et un montant maximum annuel de 70 000 € HT,
- pour le lot n°2 à l'entreprise APA PROPRETE, pour un montant minimum annuel de 15 000 € HT et un montant maximum annuel de 60 000 € HT,
- pour le lot n°3 à l'entreprise CIEL VERT, pour un montant minimum annuel de 20 000 € HT et un montant maximum annuel de 70 000 € HT,

L'accord-cadre est conclu, pour chaque lot, pour une période initiale de 1 an à compter du 5 janvier 2020 (ou de sa notification si elle est postérieure), et jusqu'au 31 décembre 2020. Il peut être reconduit tacitement 3 fois par période successive de 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS



Publiée le : **28 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **28 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché d'Assistance à
Maîtrise d'Ouvrage "programmation
créative d'un nouveau pôle de
développement économique" dans le cadre
des études préalables à l'aménagement des
sites Naussargues / Mijoulan - Avenant n°1
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés » ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Monsieur Gilbert PASTOR, dans les domaines des « Relations internationales ; Tourisme et Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et de l'Immobilier métropolitain » ;

- Vu la convention de mandat en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de SA3M ;

- Vu la décision n°MD2018-957 attribuant le marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage "programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique" dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues / Mijoulan au groupement ALGOE, Villes innovations, La Fabulerie pour un montant de 72 050 € HT et pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification du 7 novembre 2019 sous la forme d'un marché accord cadre à bon de commande ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de prendre acte de l'orientation de la mission exécutée sur la "programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique" autour de la filière économique agro-écologique ;

- qu'il convient d'acter du désistement du cotraitant La Fabulerie, dont la prestation n'est plus utile et dont la compétence n'était pas exigée au titre du règlement de consultation et du CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) ;

- qu'il convient en conséquence d'ajuster le montant des missions envisagées (tenue d'ateliers) dans le cadre d'un BPU modificatif ;

- qu'il convient de préciser les modalités de sous-traitance des éléments du BPU pour la présence de personnalités extérieures à des ateliers ;

- qu'il convient de rappeler que le montant total de l'offre ainsi que le montant maximum de 80 000 € HT de l'accord cadre à bon de commande restent inchangés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage "Programmation créative d'un nouveau pôle de développement économique" dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues / Mijoulan au groupement ALGOE, Villes innovations.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR
par délégation



Publiée le : 30 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 30 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une modification de la
délibération n°13538 du 21 décembre 2015
autorisant la signature du marché n°3970
de prestations géotechniques et
hydrogéotechniques relatives aux travaux
de réseaux et de voirie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la délibération 13538 du 21 décembre 2015 autorisant la signature du marché n°3970 de prestations géotechniques et hydrogéotechniques relatives aux travaux de réseaux et de voiries avec la société HYDROGEOTECHNIQUE SUD OUEST – Direction Régionale Languedoc Roussillon ZI de Truilhas – 11590 SALLELES D'AUDE, pour un montant sans minimum ni maximum et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.

CONSIDERANT :

- qu'il convient de modifier la délibération précitée afin de préciser que la dépense peut être imputée aussi bien sur le budget principal que sur les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GABRIL-BOULBES



Publiée le : **2 8 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 8 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Tourisme Commerce et Artisanat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°4948DE17 -
Étude de définition d'un schéma directeur
du Marché d'Intérêt National (MIN) : vers
un pôle méditerranéen de l'alimentation
durable" - Avenant n°3 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylene FOURCADE, dans le domaine de « l'Agro-écologie et de l'alimentation » ;

- Vu la décision n°MD2018-337 attribuant le marché n°4948DE17 - « Etude de définition d'un schéma directeur du MIN : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable » au groupement mené par l'entreprise GRESSARD Consultants, pour un montant de 87 418 euros HT et pour une durée de 12 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

- Vu la décision n°MD2019-657 et la décision n°MD2019-926 autorisant la signature des avenants n°1 et n°2 ;

CONSIDERANT :

- que : compte tenu des études en cours sur la ZAC de la Restanque au cœur de laquelle se situe le Marché d'intérêt national, compte tenu également des préconisations apportées par le schéma directeur de la logistique, il est nécessaire de prolonger la durée d'exécution du marché cité en objet afin de coordonner les projets. Cette prolongation est une modification non substantielle du marché, sans incidence financière, conformément à l'alinéa 5 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, les prestations initialement prévues étant simplement décalées dans le temps.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché 4948DE17 « Etude de définition d'un schéma directeur du MIN : vers un pôle de l'alimentation méditerranéenne durable » avec le mandataire du groupement GRESSARD Consultants – TRIESSE – 65/67 cours de la Liberté - 69003 Lyon, portant la durée de l'étude à 20 mois.

L'avenant n'entraîne aucune incidence financière au marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Mylène FOURCADE



Publiée le : 19 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9D0082DC - Maintenance,
vérification, réparation et remplacement
de matériel du système de sprinklers de
l'Opéra Comédie de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine Culture ;

CONSIDERANT :

- que le système de lutte contre l'incendie de l'Opéra Comédie de Montpellier doit être maintenu et entretenu ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2124-1 et R 2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique au regard du mémoire technique
 - 2- Prix des prestations au regard du total du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement plus le total du DQE ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 décembre 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise UXELLO SUD OUEST – 31100 TOURNFEUILLE présentant une offre économiquement avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de maintenance, vérification, réparation, remplacement de matériels du système de sprinklers de l'opéra Comédie de Montpellier à l'entreprise UXELLO SUD OUEST, pour un montant forfaitaire annuel de 1 908,00 € HT et un montant maximum annuel de 80 000,00 € HT pour les prestations rémunérées par prix unitaires.
Le marché prend effet à compter du 4 février 2020 ou de sa notification si celle-ci est ultérieure. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

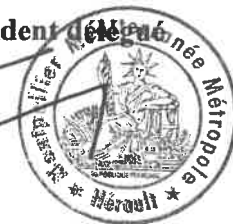
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 21 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M9B0118DE
- Mission de prospection de projets
d'implantation d'entreprises sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat et planification urbaine (SCOT, PLUi) ;
- CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2020,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix des prestations au regard de la DPGF (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise REGIONAL PARTNER, 1 impasse du Commandant Marchand, 56000 Vannes, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9B0118DE relatif à la mission de prospection de projets d'implantation d'entreprises sur la Métropole de Montpellier à l'entreprise REGIONAL PARTNER, pour un montant de 74 925 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **27 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **27 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BM 178 rue Pasteur - Commune
de Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Jean de Védas n°2015-217 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et accessoires dans le domaine public métropolitain ;
- Vu la décision du Président n°D2015-828 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré affecté à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Jean-de Védas dans le domaine public Métropolitain ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'accord de la SARL LV PROMOTION par courrier en date du 16 décembre 2019 en vue de céder la parcelle BM178 d'une superficie de 31 m², située sur la commune de Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT : qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL LV PROMOTION, la parcelle BM 178 d'une superficie de 31 m², située sur la commune de Saint-Jean de Védas, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Gilles GAYRAUD, notaire à Pignan, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association Fédération
Nationale des Collectivités territoriales
pour la Culture (FNCC)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la délibération n°M2019-277 du 23 mai 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC),

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion à l'association susmentionnée pour l'année 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'associations Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC) pour un montants annuel de 2 495 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer le bulletin d'adhésion afférent, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 17 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°2936.S.17.05
de réalisation d'une étude sur le potentiel
économique et la programmation
économique et commerciale du quartier de
la Mosson (mandat SA3M) - Avenant n°1 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°1220 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines de « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »;
- Vu la convention de mandat d'études en date du 1er septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier de la Mosson ;
- Vu la décision n°D2017-619 du 11/08/2017 relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'une étude sur le potentiel économique et la programmation économique et commerciale du quartier de la Mosson au groupement ARGO&SILOE/Intencité, dont ARGO&SILOE 9 rue desTuiliers 69003 Lyon est le mandataire ;

CONSIDERANT :

- que la création de la Société Terre d'avance, née de la fusion des cabinets Opus 3 et ARGO&SILOE implique le transfert de tous les droits et obligations des Sociétés ARGO&SILOE et Intencités vers Terre d'avance.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure un avenant n°1 au marché de réalisation d'une étude sur le potentiel économique et la programmation économique et commerciale du quartier de la Mosson pour transférer tous les droits et obligations à Terre d'avance - 34 quai de Loire, 75019 Paris - qui apporte des garanties identiques pour la bonne exécution du contrat.
L'avenant n'entraîne aucune incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **03 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole, des ouvrages
d'eau potable et d'assainissement de
commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone n°2019DAD099 en date du 17 décembre 2019,
- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- Considérant que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, des équipements énumérés ci-dessous au titre de la compétence Eau et Assainissement :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Captage Flès n° 1	AT n° 245 AT n° 297	3 409 2 578	(1)	
Captage Flès n° 2	AT n° 246 AT n° 298	2 085 1 446	(1)	
Réservoir du Larzat – Ouvrage situé sur la commune de Fabrègues	BP n° 14	1 443	(1)	
Station d'épuration	AO n° 158 AO n° 78 AO n° 79	8 667 1 872 3 823	AUT0000994	0.15€

(1) *La valeur vénale portée à l'inventaire concernant les captages Flès 1 & 2 ainsi que le réservoir du Larzat sera communiquée ultérieurement suite à sa définition en lien avec les services de la Métropole, les services communaux et les Trésoriers respectifs des deux structures. Actuellement ces équipements sont inclus avec d'autres sous l'invariant « réseaux d'eau potable ».*

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, les frais d'acte notarié seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 FEV. 2020

Accusé de réception — Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété,
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole, d'un ouvrage de
lutte contre les inondations commune de
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans les domaines de la « Prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone n°2019DAD099 en date du 17 décembre 2019,

CONSIDÉRANT :

- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, de l'équipement ci-dessous, au titre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Bassin d'orage	AE n° 64p	1 700	AUT0000985	81 356.57 €

La contenance cadastrale sera précisée lors de l'établissement du document d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, les frais d'acte notarié étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole du point propreté
commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'espace public,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone n° 2019DAD099 en date du 17 décembre 2019,
- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- Considérant que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

DE C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone, de l'équipement détaillé ci-dessous au titre de la compétence environnement :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Point propreté	BB n° 221p	5 400	DECHETTERIE AUT0000989	144 122,70€ 26 709,92€

Les contenances cadastrales seront précisées lors de l'établissement du document d'arpentage. Deux références inventaire car enregistrement sur deux années différentes.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, les frais d'acte notarié seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle en nature de voirie - Lotissement
les Guilhems - Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace public »,
- Vu la demande de rétrocession d'une parcelle en nature de voirie située sur la commune de Baillargues formulée par GJ Terrains, afin de permettre le classement de cette emprise dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Cadoule-Bérange en date du 26 décembre 2019,

CONSIDÉRANT : qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AM 413 en nature de voirie du lotissement « Les Guilhems » situé sur la commune de Baillargues.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GJ TERRAINS la parcelle suivante en nature de voirie sur la commune de Baillargues :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
AM	413	Voirie	871

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : 24 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries et espaces
communs - Lotissement les Guilhems -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de rétrocession des parcelles constituées des voiries du lotissement ainsi qu'un bassin de rétention sur la commune de Baillargues, formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Cadoule Bérange en date du 26 décembre 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et espaces communs du lotissement « Les Guilhems » situé sur la Commune de Baillargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe, les parcelles suivantes en nature de voiries et de bassin de rétention, sur la Commune de Baillargues :

Section	Numéro	Type	Surface (m2)
AM	412	Voirie	231
AM	414	Voirie	47
AM	434	Voirie	1707
AM	435	Bassin	7500

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement, compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie, et un bassin de rétention.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
participation aux équipements publics de
la Z.A.C. Euromédecine II pour la parcelle
cadastrée TO 266 (Nicolas CAMBON) -
Commune de Montpellier - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations Internationales, du tourisme et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,

CONSIDERANT :

- la demande de permis de construire du 8 novembre 2019, déposée par Nicolas CAMBON, domicilié 950 Route Sajalis, 34 980 COMBALLAUX, pour la création d'un étage partiel destiné à des pièces de stockage et des nouveaux bureaux liés à une activité d'ambulance,
- que le permis de construire est déposé sur la parcelle TO 266 (anciennement parcelle TO 96) située au 201 Rue Chambert, ZAC Euromédecine II à Montpellier,
- l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone.
- que la surface de plancher liée à la création de cet étage partiel est d'une superficie supplémentaire de 86 m² de Sdp,
- que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est de 56 €/m² de surface de plancher pour ce sous-secteur,
- la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.), préalablement à la délivrance du permis de construire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Euromédecine II est conclue avec le constructeur et la S.E.R.M. en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le montant de cette participation est fixé à 56 €/m² de surface de plancher supplémentaire pour ce sous-secteur de la ZAC ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 4 816 €.

ARTICLE 3 : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : **22 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **22 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Pour le Vice-Président délégué
Par délégué
JACKIE GALABRUN - BOUBES



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0124RI
de maintenance et support des produits
ADULLACT - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour la maintenance et acquérir le support des produits ADULLACT

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2164-14 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de trois ans à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique au regard du mémoire technique
 - ✓ Les profils présentés des personnes intervenant dans le cadre des prestations attendues – 20 points
 - ✓ Les références opérationnelles – 10 points
 - ✓ Méthodologie des projets – 30 points
- prix des prestations au regard du DQE – 40 points

- qu'après analyse, l'entreprise LIBRICIEL SCOP 836 rue du mas de Verchant 34000 MONTPELLIER présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9B0124RI Maintenance et support des produits ADULLACT à l'entreprise LIBRICIEL pour un montant maximum de 80 000 € H.T et pour la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de trois ans ferme.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée

Chantal MARION



Publiée le : **27 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage
pour l'élaboration d'un plan stratégique de
dynamisation de l'activité économique et
des services dans le cadre du mandat
SA3M d'études et de travaux lié au
réinvestissement urbain du secteur
d'activité Lauze-Dassault - Commune de
Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°14772 en date du 05 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté du 12 octobre 2018 portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations Internationales, du tourisme et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;

- Vu la convention de mandat en date du 28 juin 2019 au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) portant sur les études et travaux de réinvestissement urbain du parc d'activités Lauze-Dassault sur la commune de Saint Jean de Védas ;

- **CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de ce mandat de réinvestissement, le lancement d'une mission de d'assistance à maîtrise d'ouvrage est nécessaire à l'élaboration d'un plan stratégique de dynamisation de l'activité économique et des services ;

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M, conformément à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, avec faculté de négociation avec les 4 meilleurs offres pour une durée de 48 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60 %) et le prix (pondération 40 %) ;

- qu'après analyse, l'entreprise HANK (200 avenue Jean Jaurès, 69007 Lyon), avec comme sous-traitant FINANCE CONSULT et SOS PHONING, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un plan stratégique de dynamisation de l'activité économique et des services à l'entreprise HANK, pour un montant compris entre un minimum de 35 000 € HT et un maximum de 55 000 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de la notification de l'accord cadre. Sa durée est de 48 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/01/2020
Pour le Vice-Président
Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR
MONTPELLIER MÉTROPOLE
HERAULT

Publiée le : 03 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 03 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Tageos concernant des locaux
situés au 515 rue Alfred Nobel à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux au 515 rue Alfred Nobel Montpellier pouvant notamment accueillir une activité de composants électroniques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société TAGEOS, sise 515 rue Alfred Nobel à Montpellier, signent un contrat de location concernant des locaux appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, situés Parc du Millénaire, 515 rue Alfred Nobel à Montpellier (34 070), parcelle cadastrée RX 0032.

ARTICLE 2 : La surface des locaux louée est d'environ 622,25 m².

ARTICLE 3 : Le contrat est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de 53 658,85 euros HT (T.V.A. au taux de 20% en vigueur en sus), soit un total de 64 390,63 € TTC hors charges par an auquel s'ajoute une provision annuelle pour charges de 16 129,40 € HT.

ARTICLE 4 : Le contrat de location entre en vigueur à compter de sa signature et arrivera à terme le 31 décembre 2021.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer le bail visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

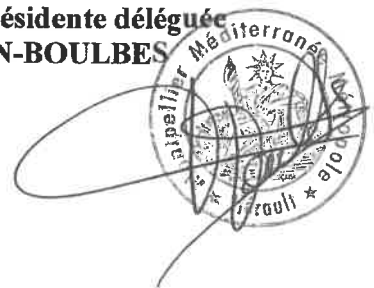
Publiée le : 17 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux transferts de
propriété, de la Ville de Montpellier dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole, du complément d'assiette
foncière nécessaire à l'extension du
complexe funéraire Saint Etienne**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la proximité, des relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2019-496 en date du 19 décembre 2019,

- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous, au titre de la compétence en matière funéraire :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	Origine de propriété	Servitudes
Complexe funéraire Saint Etienne et extension du cimetière	RL n° 12a RL n° 10c RL n° 8	82 539 12 030	Acte du 31/12/1976 – Institut Bouisson-Bertrand	Sans objet

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif, le document d'arpentage étant en cours d'élaboration.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : La rédaction de l'acte de transfert sera confiée à un notaire, les frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, ainsi que toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice " Consorts
PALMER - Cour d'Appel de Nîmes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu l'arrêt rendu par la Cour de Cassation en date du 19 octobre 2017 cassant l'arrêt rendu le 30 juin 2016 par la Cour d'Appel de Montpellier dans un litige opposant Monsieur et Madame PALMER à la commune de Saint Drézéry concernant le titre de propriété du chemin rural n°8 traversant la propriété de Monsieur et Madame PALMER et renvoyant les parties sur la Cour d'Appel de Nîmes
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Nîmes dans le litige opposant la commune de Saint Drézéry à Monsieur et Madame PALMER.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0089RI
d'assistance technique pour les
développements informatiques et les
prestations d'intégration continue**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire d'assurer l'assistance technique pour les développements informatiques et les prestations d'intégration continue ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de un an à compter de sa notification et reconductible une fois de manière tacite ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique – 60 points:
 - Valeur des profils – 15 points
 - Valeur de la méthodologie proposé – 15 points
 - Valeur des outils proposés – 15 points
 - Valeur et pertinence du plan d'assurance qualité proposé – 15 points
 - ° prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif – 40 points
- qu'après analyse, l'entreprise ACELYS Services Numérique Pôle Eureka 418 rue du mas de verchant, 34000 Montpellier présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9B0089RI d'assistance technique pour les développements informatiques et les prestations d'intégration continue à l'entreprise ACELYS Service Numérique, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 24 500€ HT par an, soit un total de maximum de 49 000€ HT pour la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est d'un an reconductible une fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 13 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8B0042DS
- Fourniture de produits horticoles pour
l'entretien du patrimoine sportif de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Lots n° 1, 2 et 3 - Avenants n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- Vu la décision n°MD2019-125 en date du 1^{er} février 2019 attribuant :

- le lot n°1 du marché n°M8B0042DS « Fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 50 000 €HT,
- le lot n°2 à la société SOUFFLET VIGNE, pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT,
- et le lot n°3 à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 10 000 € HT,

CONSIDÉRANT :

- que les délais imposés par la procédure de lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation d'une durée d'un mois du marché actuel afin de garantir la continuité de la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole pendant la durée de la procédure,

- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'avenants en ce sens.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature :

- de l'avenant n°1 au lot n°1 du marché n°M8B0042DS avec la société TOUCHAT, sise à MAUGUIO (34130), avenant d'un montant de 4 167 € HT, soit un écart de 8,33% par rapport au marché initial.
- de l'avenant n°1 au lot n°2 du marché n°M8B0042DS avec la société SOUFFLET VIGNE, sise à VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE (69654), avenant d'un montant de 1 667 € HT, soit un écart de 8,33% par rapport au marché initial.
- l'avenant n°1 au lot n°3 du marché n°M8B0042DS avec la société TOUCHAT, sise à MAUGUIO (34130), avenant d'un montant de 833 € HT, soit un écart de 8,33% par rapport au marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

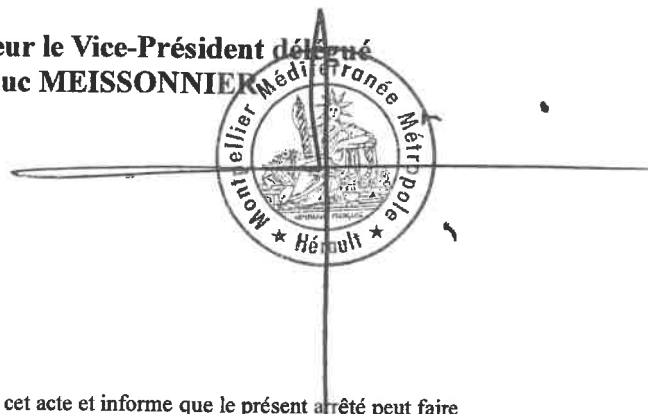
Montpellier, le **28 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : **28 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **28 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition de l'infrastructure de
communications électroniques très haut
débit entre Montpellier Méditerranée
Métropole et le CNRS de Montpellier -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200, du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué et membre du bureau ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine du « Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique » ;
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 1^{er} janvier 2017 au bénéfice du CNRS de Montpellier ;
- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

CONSIDERANT :

- que les besoins d'interconnexion du CNRS de Montpellier ont évolué, et qu'il convient de mettre à jour les infrastructures mises à disposition par la Métropole ;
- que la Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n°M2019-777 en date du 18 décembre 2019 ;
- que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec le CNRS de Montpellier.

ARTICLE 2: L'avenant n°1 met à jour les infrastructures mises à disposition par la Métropole, ainsi que les tarifs qui sont applicables à cette mise à disposition.

ARTICLE 3: De dire que la recette sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Pour le Vice-Président

Par délégation

Nadane GALABRON - BOULBES

Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MARS 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9B0144VD de "Conditionnement des
cartons issus des collectes sélectives"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,
- Considérant :
 - qu'il est nécessaire de passer un marché n° M9B0144VD relatif au « Conditionnement des cartons issus des collectes sélectives » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, pour une durée d'une année à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif et compte tenu de l'appréciation du coût complet : 40 %

- qu'après analyse, l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9B0144VD relatif au « Conditionnement des cartons issus des collectes sélectives » à l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3, sans montant minimum mais avec un montant maximum de 87 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : **10 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association nationale des
élus en charge du sport (ANDES) pour
l'année 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- **CONSIDÉRANT :**
 - que le sport en général, et le sport professionnel en particulier, sont en constante évolution, et que leur approche par les collectivités territoriales et leurs groupements nécessite par conséquent d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES), dont la cotisation pour 2020, calculée en fonction du nombre d'habitants des communes membres de la Métropole, est fixée à 4 841 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **24 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées KZ 403 - 404 - 405
avenue des Moulins - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord du groupe Arvita Concept en date du 28 novembre 2019, pour céder les parcelles cadastrées KZ 403, KZ 404 et KZ 405, d'une emprise respective de 4 m², 2 m² et 22 m², situées avenue des Moulins sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu,

- Considérant qu'il convient d'acquérir cette bande de terrain nécessaire à l'élargissement du trottoir situé avenue des Moulins à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du groupe Arvita Concept, ou toute société se substituant à lui, les parcelles cadastrées KZ 403, KZ 404 et KZ 405 d'une emprise totale de 28 m², afin d'élargir le trottoir situé avenue des Moulins à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition des parcelles est consentie au prix d'un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : 24 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1906633-8 TA - Michèle HERNANDEZ"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°1906633-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 décembre 2019 par Madame Michèle HERNANDEZ tendant à la désignation d'un expert consécutivement à une chute dont elle a été victime sur la voie publique rue des Arènes à Saint Georges d'Orques.
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1906633-8 par Madame Michèle HERNANDEZ.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURIN



Publiée le : 06 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9B0099DE - Jump'In Création 2020 -
Action collective d'accélération de projets
innovants du BIC de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lots 1, 2, 3, 4, 5,
6, 7, 8, 9, 10 - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le code de la commande publique
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions

et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de lancer une action collective d'accélération de projets innovants du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole intitulée « Jump'In Création 2020 » destinée aux créateurs d'entreprises innovantes, l'objectif étant d'apporter à ces créateurs les connaissances nécessaires au montage et au suivi de leur projet et de les accompagner dans leur phase de création ;

- que les actions de ce programme seront dispensées par des intervenants professionnels en support, chargés d'affaires du BIC ;

- que cette prestation est décomposée en 10 lots, chaque lot correspond à un module de formation et fait l'objet d'un marché à bons de commande :

- Lot n° 1 : Animation et cohésion de groupe
- Lot n° 2 : Profil entrepreneurial du fondateur -Esprit d'entreprendre
- Lot n° 3 : Gestion de projets innovants
- Lot n° 4 : Management-Leadership
- Lot n° 5 : Les bases du marketing
- Lot n° 6 : Les bases de l'action commerciale
- Lot n° 7 : Les bases de la finance
- Lot n° 8 : Juridique : les fondamentaux
- Lot n° 9 : Préparation au pitch
- Lot n°10 : Les bases de l'expression orale

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :
 - la compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)
 - la qualité de l'intervenant dédié à la mission, ses compétences, ses expériences professionnelles et la maîtrise de la problématique traitée de l'intervention auprès d'un public d'entrepreneurs (30%)
 - l'expertise et les références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%) ;
- Le critère prix (40 % de la note) sera noté par application de la formule suivante :

$Note = (Pmd/Po) \times 10$

Avec :

* Pmd : Prix de l'offre la moins disante

* Po : Prix de l'offre examinée

La note obtenue est sur 10. Cette dernière sera multipliée par 4 pour obtenir une note totale sur 40 points.

- qu'après analyse, les entreprises suivantes présentent l'offre économiquement la plus avantageuse dans chaque lot :

- Lot n°1/ Animation et cohésion de groupe : **Octopus**, dont le siège social est 21, rue Frédéric Peysson – 34000 Montpellier
- Lot n°2/ Profil entrepreneurial du fondateur -Esprit d'entreprendre : **Innecho**, dont le siège social est 83, chemin des Crouzettes – 34730 St Vincent de Barbeyrargues

- Lot n°3/ Gestion de projets innovants : **Myriagone**, dont le siège social est, 455 avenue Alfred Sauvy – 34470 Pérols
- Lot n°4/ Management-Leadership : **SAS Sprint LRMP**, dont le siège social est Rd-point Benjamin Franklin, CS 39521, 34960 Montpellier Cedex2
- Lot n°5/ Les bases du marketing : **SAS Sprint LRMP**, dont le siège social est Rd-point Benjamin Franklin, CS 39521, 34960 Montpellier Cedex2
- Lot n°6/ Les bases de l'action commerciale : **Innecho**, dont le siège social est 83, chemin des Crouzettes – 34730 St Vincent de Barbeyrargues
- Lot n°7/ Les bases de la finance : **Sofira**, dont le siège social est 10, avenue Alfred Sauvy – 34473 Pérols cedex
- Lot n°8/ Juridique : les fondamentaux : **Sud formation**, dont le siège social est Hôtel St Côte, 32 Grand Rue Jean Moulin – 34000 Montpellier
- Lot n°9/ Préparation au pitch : **Accessible Expertise et Audit**, dont le siège social est 51, Rue Charles Nungesser, 34130 Mauguio
- Lot n°10/ Animation et cohésion de groupe : **Octopus**, dont le siège social est 21, rue Frédéric Peysson – 34000 Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché Jump'In Création aux entreprises suivantes, pour un montant global de 33 160 € HT.

Lot n°1/ Animation et cohésion de groupe : Octopus

Montant : mille euros HT (1 000 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts),

Lot n°2/ Profil entrepreneurial du fondateur -Esprit d'entreprendre : Innecho

Montant : six mille euros HT (6 000 € HT), soit sept mille deux cents euros TTC (7 200 € TTC),

Lot n°3/ Gestion de projets innovants : Myriagone

Montant : deux mille quatre cents euros HT (2 400 € HT), soit deux mille huit cent quatre-vingt euros TTC (2 880 € TTC),

Lot n°4/ Management-Leadership : SAS Sprint LRMP

Montant : deux mille quatre cents euros HT (2 400 € HT), soit deux mille huit cent quatre-vingt euros TTC (2 880 € TTC),

Lot n°5/ Les bases du marketing : SAS Sprint LRMP

Montant : deux mille quatre cents euros HT (2 400 € HT), soit deux mille huit cent quatre-vingt euros TTC (2 880 € TTC),

Lot n°6/ Les bases de l'action commerciale : Innecho

Montant : trois mille euros HT (3 000 € HT), soit trois mille six cents euros TTC (3 600 € TTC),

Lot n°7/ Les bases de la finance : Sofira

Montant : quatre mille euros HT (4 000 € HT), soit quatre mille huit cents euros TTC (4 800 € TTC),

Lot n°8/ Juridique : les fondamentaux : Sud formation

Montant : cinq mille trois cent soixante euros HT (5 360 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts),

Lot n°9/ Préparation au pitch : Accessible Expertise et Audit

Montant : cinq mille six cents euros HT (5 600 € HT), soit six mille sept cent vingt euros HT (6 720 € HT),

Lot n°10/ Animation et cohésion de groupe : Octopus

Montant : mille euros HT (1 000 € HT), aucune TVA ne s'appliquant à ce prestataire (article 293B du Code général des impôts),

Le marché prend effet à compter de la date de notification jusqu'en décembre 2020. Sa durée est de 12 mois maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIN



Publiée le : 27 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5009DS17
de prestations intellectuelles pour la
réhabilitation et l'accueil du haut niveau
au Centre Nautique Neptune à Montpellier
- Contrôle technique et Coordination
Sécurité et Protection de la Santé" - Lot
n°1 - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- Vu la décision n° MD2018-278 en date du 23 avril 2018 attribuant le lot n° 1 « Contrôle technique » du marché n° 5009DS17 « Marché de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier » à la société SOCOTEC pour un montant de 48 125,00 € HT,

- Vu l'avis favorable émis par la Commission d'Appel d'Offres concernant la passation de l'avenant en objet, lors de la séance du 7 janvier 2020,

- **CONSIDÉRANT :**

- que le présent avenant est justifié au regard de l'article 139 2° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, dès lors que le contrôleur technique de l'opération est le seul opérateur économique susceptible de pouvoir assurer la mission parasismique relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme sur cette même opération, et que cette mission n'étant pas dissociable des autres missions de contrôleur technique, une remise en concurrence obligerait à la résiliation du marché de contrôle technique en cours et au lancement d'un nouveau marché comprenant l'ensemble de ces missions, emportant des conséquences particulièrement dommageables en termes financiers et de planning pour l'opération,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 1 du marché n° 5009DS17 avec la société SOCOTEC, sise à MONTPELLIER (34000), avenant d'un montant de 7 000,00 € H.T., portant le nouveau montant du marché à 55 125,00 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



28 JAN. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries - Lotissement
La Farigoule - Commune de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de rétrocession des parcelles en nature de voiries formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement dans le domaine public métropolitain, des emprises à vocation publique situées dans le lotissement La Farigoule,

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies du lotissement La Farigoule, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe, les parcelles AL 197 (159 m²), AL 206 (716 m²) et AT 176 (2 534 m²) constituant les voiries du lotissement « La Farigoule » sur la commune de Vendargues, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M9B0003 - Entretien, contrôle et
maintenance du parc automobile de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la Commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques, Protocole »,
- Vu la décision D2019-421 attribuant le marché n°M9B0003 « Entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise Sud VO Services, sise 470 avenue des Etats du Languedoc, 34 000 Montpellier pour un montant estimatif de 29 626 euros HT sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 90 000 euros HT pour une durée de 1 an,

- CONSIDERANT :

Que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses du marché M9B0003 « Entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole » sur le budget principal,

DECIDE :

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses pour le marché n°M9B0003 « Entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole » seront imputées sur le Budget Principal et les budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 17 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4959VD17
de "Fourniture de colonnes métalliques
sérigraphiées aériennes pour les collectes
en apport volontaire sur le territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole" -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

- Vu la décision n°2018-227 attribuant le marché n° 4959VD17 de « Fourniture de colonnes métalliques sérigraphiées aériennes pour les collectes en apport volontaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise UTPM, sans montant minimum et sans montant maximum, et pour une durée de 4 années à compter de sa notification.

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 1 au marché n° 4959VD17 de « Fourniture de colonnes métalliques sérigraphiées aériennes pour les collectes en apport volontaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Il concerne l'introduction de prix nouveaux permettant de rémunérer la main d'œuvre nécessaire au changement des sur-panneaux des conteneurs.

Nature prestation	Prix unitaire H.T.
Forfait M.O. pour 4 sur-panneaux	87 euros

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 4959VD17 de « Fourniture de colonnes métalliques sérigraphiées aériennes pour les collectes en apport volontaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise UTPM, avenant n°1 sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 JAN. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : **28 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n° M9B0090 "Entretien et Maintenance
des tracteurs agricoles et Lintrac"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- CONSIDERANT
- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet l'entretien et la réparation des matériels de types tracteurs agricoles multimarques ainsi que les engins de type « lintrac with noremat » gérés par le service parc auto mutualisé de la Métropole de Montpellier,

-qu'une procédure adaptée a été lancée pour un marché de services sans allotissement ni tranche n°M9B0090MG « Entretien et Maintenance des tracteurs agricoles et Lintrac», conformément aux dispositions des articles R2123-1 du Code de la Commande Publique,

-que les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 66 000 euros HT pour la durée totale du marché passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé,

-que la durée totale du marché est de 18 mois, décomposée en une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible deux fois 3 mois par tacite reconduction,

-que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :

- . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- . Analyse au regard du Prix des prestations : 40%

-qu'après analyse, l'offre de la société FRAMATEQ SUD-EST est une offre économiquement très satisfaisante,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0090MG « Entretien et Maintenance des tracteurs agricoles et Lintrac» à la société FRAMATEQ SUD EST, sise Parc Aftalion, 34 671 Baillargues, pour un montant sans minimum et un maximum de 66 000 euros HT pour la durée totale du marché.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et tous les budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 17 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modifiant la délibération n°13880
du 26 mai 2016 relative à la convention de
groupement de commandes entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
ville de Montpellier pour la réalisation des
prestations de maintenance de l'éclairage
public**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la délibération n°13880 du 26 mai 2016 relative à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public - autorisation de signature

- Considérant :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole
- que de fait, il est nécessaire de modifier la délibération n°13880 du 26 mai 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICHARD



21 JAN. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution du marché
M9B0091MG "Entretien et Maintenance
engins de travaux publics"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT**
- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet l'entretien et la réparation des engins de travaux publics multimarques gérés par le service parc auto mutualisé de la Métropole de Montpellier,

-qu'une procédure adaptée a été lancée pour un marché de services sans allotissement ni tranche n°M9B0091MG « Entretien et Maintenance Engins de Travaux Publics », conformément aux dispositions des articles R2123-1 du Code de la Commande Publique,

-que les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 66 000 euros HT pour la durée totale du marché passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé,

-que la durée totale du marché est de 18 mois, décomposée en une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible deux fois trois mois par tacite reconduction,

-que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :

- . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- . Analyse au regard du Prix des prestations : 40%

-qu'après analyse, l'offre de la société FRAMATEQ Sud-Est est une offre économiquement très satisfaisante,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0091MG « Entretien et Maintenance Engins de travaux Publics » à la société FRAMATEQ SUD EST, sise Parc Aftalion, 34 671 Baillargues, pour un montant sans minimum et un maximum de 66 000 euros HT pour la durée totale du marché.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et tous les budgets Annexe, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 17 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition par
Montpellier Méditerranée Métropole d'une
œuvre de Tjeerd Alkema, Les Naines, ' Le
champ des illusions '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui stipule que les marchés d'acquisition d'une œuvre d'art peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence ;
- Vu l'avis favorable des membres de la délégation permanente d'Occitanie du 11 octobre 2019,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une œuvre de Tjeerd ALKEMA (né en 1942 à Harlingen), *Les Naines*, « *Le champ des illusions* », réalisée au Centre d'art de Tanlay en 1998, en vente à la galerie AL/MA pour une valeur totale de 30 000 € (trente mille euros). Cette sculpture qui a reçu un avis favorable des membres de la délégation permanente permettra d'enrichir le fonds d'œuvres contemporaines dans la continuité de la politique d'acquisition menée depuis plusieurs décennies. Tjeerd Alkema, d'origine hollandaise, se forme à l'Ecole des Beaux-Arts de la Haye puis à celle de Montpellier où il s'installe en 1963. En 1969, il fonde le groupe ABC Productions, représenté dans les collections du musée au travers des œuvres de Vincent Bioulès, Jean Azémard et Alain Clément. L'œuvre sobre et élégante d'Alkema s'est construite à travers une pratique qui intègre l'action, l'inscription du corps dans le paysage nourrissant amplement son travail. Le titre de la pièce suggère une dimension anthropomorphique et chacune de ses œuvres nécessite un déplacement du spectateur pour être appréhendée dans sa complexité, ajoutant une quatrième dimension à la sculpture.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De procéder à l'acquisition de l'œuvre de Tjeerd ALKEMA (né en 1942 à Harlingen), *Les Naines*, « *Le champ des illusions* », pour une valeur totale de 30 000 € (trente mille euros) TTC auprès de la galerie AL/MA, Madame Marie-Caroline Allaire-Matte domiciliée au 5 Rue du Plan du Palais, 34000 Montpellier.
Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution d'un
marché n°MB0097MG "Entretien et
Maintenance des Epareuses,
Gyrobroyeurs"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,

CONSIDERANT

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet l'entretien et la réparation des matériels de types épareuses, gyrobroyeurs multimarques de voirie avec conducteur embarqué gérés par le service parc auto mutualisé de la Métropole de Montpellier,

- qu'une procédure adaptée a été lancée pour un marché de services sans allotissement ni tranche n°M9B0097MG « Entretien et Maintenance des Epareuses, Gyrobroyeurs », conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 du Code de la Commande Publique,
 - que les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000 euros HT pour la durée totale du marché passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé,
 - que la durée totale du marché est de 18 mois, décomposée en une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible deux fois trois mois par tacite reconduction,
 - que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - . Analyse au regard du Prix des prestations : 40%
- qu'après analyse, l'offre de la SAS NOREMAT est l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0097MG « Entretien et Maintenance des Epareuses, Gyrobroyeurs » à la SAS NOREMAT, sise 166 rue Ampère, 54 710 Ludres, pour un montant sans minimum et un maximum de 30 000 euros HT pour la durée totale du marché.

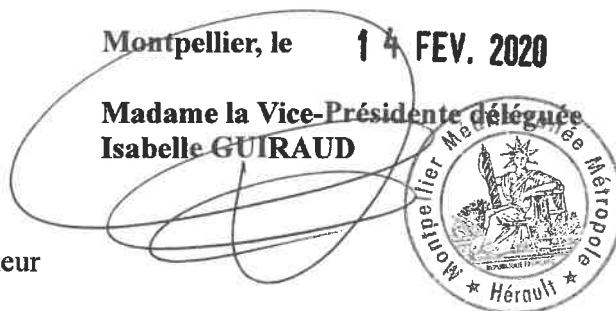
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et tous les budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : **17 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9D0117DS - Réhabilitation et mise aux
normes accessibilité accueil Palais des
sports René-Bougnol - Attribution des lots
1 à 5

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à des prestataires extérieurs chargés d'assurer les travaux de réhabilitation et mise aux normes accessibilité des espaces d'accueil public du Palais des sports René-Bougnol à Montpellier,
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti, conclu avec un titulaire par lot, avec un délai d'exécution des travaux de sept mois dont les deux mois de préparation,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement : 40% ;
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
- qu'au vu du rapport d'analyse, il est proposé de choisir les offres de :
 - ° pour le lot n° 1 « V.R.D. », le groupement EIFFAGE TP / RCR DECO SUD, pour un montant de 309 823,17 € H.T. (base), offre économiquement la plus avantageuse ;
 - ° pour le lot n° 2 « Démolition, structures et enveloppe métallique », la société DARVER, pour un montant de 1 048 143,12 € H.T. (base et variantes exigées supplémentaires n° 1 et 2), offre économiquement la plus avantageuse ;
 - ° pour le lot n° 3 « Faux-plafonds – Agencement intérieur », le groupement FPI / MENUISERIE CARDONNET, pour un montant de 225 002,68 € H.T. (base), offre économiquement avantageuse ;
 - ° pour le lot n° 4 « Électricité », la société INEO, pour un montant de 86 335,02 € H.T. (base et variante exigée supplémentaire n° 1), offre économiquement la plus avantageuse ;
 - ° pour le lot n° 5 « Plomberie CVC », la société ENGIE AXIMA, pour un montant de 191 123,31 € H.T. (base), offre économiquement avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les lots suivants du marché n° M9D0117DS à :

- le lot n° 1 « V.R.D. » au groupement EIFFAGE TP / RCR DECO SUD, pour un montant de 309 823,17 € H.T (base).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de 7 mois dont 2 mois de préparation.

- le lot n° 2 « Démolition, structures et enveloppe métallique » à la société DARVER, pour un montant de 1 048 143,12 € H.T (base + variantes exigées supplémentaires 1 et 2).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de 7 mois dont 2 mois de préparation.

- le lot n° 3 « Faux-plafonds – Agencement intérieur » au groupement FPI / MENUISERIE CARDONNET, pour un montant de 225 002,68 € H.T (base).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de 7 mois dont 2 mois de préparation.

- le lot n° 4 « Électricité » à la société INEO, pour un montant de 86 335,02 € H.T (base + variante exigée supplémentaire 1).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de 7 mois dont deux mois de préparation.

- le lot n° 5 « Plomberie CVC » à la société ENGIE AXIMA, pour un montant de 191 123,31 € H.T. (base)

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de 7 mois dont deux mois de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : **11 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée KY 533 - rue des
Amouriers - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de la société KAUFMAN & BROAD en date du 5 février 2020, pour céder la parcelle cadastrée KY 533 d'une superficie de 51 m², située rue des Amouriers à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,
- Considérant qu'il convient d'acquérir cette parcelle en vue de l'élargissement du trottoir rue des Amouriers à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société KAUFMAN & BROAD la parcelle cadastrée KY 533 d'une superficie de 51 m², en vue de l'élargissement du trottoir côté rue des Amouriers sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un accord-cadre
n°M9D0007EA - Mission d'assistance à
maîtrise d'ouvrage à l'organisation des
modes de gestion des services publics de
l'eau et l'assainissement sur le territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- qu'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire ;

- qu'il est nécessaire d'apporter conseil, appui méthodologique et assistance sur les volets organisationnels, techniques, administratifs, financiers et informatiques, depuis la préparation des documents d'aide à la décision en vue des choix initiaux à opérer sur les modes de gestion jusqu'à la mise en œuvre de ces choix ;

- qu'une procédure formalisée a été lancée conformément aux articles R 2124-1 et R 2161-2 à R 2161-5 et en application des articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un marché accord-cadre mono attributaire à bons de commande, pour une durée de 4 ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 7 janvier 2020 a :

- classé les offres et choisi le groupement conjoint solidaire NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES (mandataire)/SCP VPNG sis 55 rue de la Villette – 69003 LYON présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

- que le 1^{er} janvier 2020, la SCP VPNG a fait l'objet d'une restructuration avec le retrait d'un des avocats associés, Maître Jean Philippe Meneau, responsable du département Droit public économique et que Maître Jean Philippe Meneau était désigné responsable de la cellule juridique au sein de l'offre de NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES pour la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ;

- qu'au titre de l'article R 2142-26 du code de la commande publique, une modification du groupement, intégrant en lieu et place de la SCP VPNG, Maître Jean Philippe Meneau, accompagné en qualité de sous-traitant par l'association d'avocats VEDESI, est intervenue et que la capacité d'action du nouveau groupement a été vérifiée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°M9D0007EA relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'organisation des modes de gestion des services publics de l'eau et l'assainissement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, au groupement conjoint solidaire NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES (mandataire)/ Maître Jean Philippe Meneau, accompagné de l'association d'avocats VEDESI, son sous-traitant - sis 55 rue de la Villette – 69 003 LYON pour un montant sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets annexes eau et assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALARRUN BOULBES



Publiée le : **02 MARS 2020**
Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D0027EP
de fournitures de matériel et de pièces
détachées d'éclairage public - Introduction
de prix nouveaux au lot n°1 - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de « la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;

- Vu la décision n°MD2019-776 du 5 août 2019 relative au marché n°M8D0027EP de fourniture de matériel et de pièces détachées d'éclairage public (lots 1 à 10) passé avec l'entreprise MPB 60 rue de la Barthelasse 34403 Lunel-Viel Cédex, sans minimum ni maximum et conclu pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'ajouter au Lot 1 - – Armoires de commande – Enveloppes, des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires pour faire face aux besoins requis ;

- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour modifier le bordereau des prix unitaires du lot 1 du marché n°M8D0027EP de fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au lot 1 du marché n°M8D0027EP de fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public avec l'entreprise MPB - 34400 Lunel-Viel.

L'avenant n'entraîne aucune incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ

Publiée le : **24 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°4571AT16
de maintenance et modifications des
équipements d'éclairage public - Lots 8 et 9
- Avenants n°3 - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de la « Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;

- VU la délibération n°13881 du 26 mai 2016 autorisant la signature des lots 8 et 9 de l'accord-cadre n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise SPIE CITYNETWORKS, lots avec un minimum annuel de 180 000 € HT et sans maximum et conclus pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

- VU la décision n°D2017-178 du 02/01/2017, autorisant la signature de l'avenant n°1 de transfert des lots 8 et 9 de l'accord-cadre n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public de l'entreprise SPIE SUD-OUEST à l'entreprise SPIE CITY NETWORKS.

- VU la décision n°D2017-379 du 02/01/2017, autorisant la signature des avenants n°2 d'intégration de prix nouveaux aux lots 8 et 9 de l'accord-cadre n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise SPIE CITY NETWORKS 1/3 Place de la Berline, 93287 Saint Denis.

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires pour faire face aux besoins requis ;

- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour modifier le bordereau des prix unitaires pour :

- le lot 8- Pôle Territorial de Montpellier / Quartiers Croix d'Argent Cévennes,
- le lot 9- Pôle Territorial de Montpellier / Quartiers Mosson et Hôpitaux-Facultés,

du marché n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 de prix nouveaux aux lots 8 et 9 du marché n°4571AT16 de maintenance des installations d'éclairage public avec l'entreprise SPIE CITY NETWORKS 1/3 Place de la Berline, 93287 Saint Denis.

Les avenants n'entraînent aucune incidence financière au marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **17 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D0004TE de réalisation d'ombrières
photovoltaïques en autoconsommation sur
le parking de la piscine Poséidon - Lot 1 -
Commune de Cournonterral - Avenant n°2
- Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans les domaines « Energie et transition énergétique »,

- VU l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole de réduire ses consommations énergétiques et de participer au développement des énergies renouvelables suite à l'obtention du label « Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte » (TEPCV). À cet effet, la métropole de Montpellier a souhaité mettre en place des ombrières photovoltaïques sur le parking de la piscine Poséidon à Cournonterral,

- VU la décision n°MD2019-747 autorisant la conclusion du marché n°M9D0004TE « réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Poséidon à Cournonterral » avec l'entreprise ORA titulaire du lot 1.

CONSIDERANT :

- que le CCTP du lot 1 du marché M9D0004TE indiquait en 4.3.5 que la collecte des eaux pluviales provenant de l'ombrière « Nord » est à la charge du titulaire de ce lot, qu'il était prévu que les eaux pluviales provenant de l'ombrière « Sud » tomberaient directement dans la noue paysagère, et qu'en cours de réalisation des travaux sur site, il s'avère opportun d'installer également un dispositif de collecte des eaux pluviales sur l'ombrière « Sud ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M9D0004TE « réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Poséidon à Cournonterral » est passé avec l'entreprise ORA titulaire du lot 1 – 78 allée John Napier – 34060 Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant s'élève à 3 100 € HT (3 720 € TTC) soit 1,17% d'écart introduit pour l'ensemble du marché. Le nouveau montant du lot 1 du marché s'élève à 226 950 € HT. L'écart introduit par les avenants 1 et 2 par rapport au marché initial sera de 1,75%.
Le nouveau montant total du marché s'élève à 268 285 € HT, soit 321 942 € TTC.

ARTICLE 3 : De dire que cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Eliane LLORET



Publiée le : **04 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public passée avec l'entreprise Twin
Solutions devenue SeeNovate pour une
extension de la surface de ses locaux au
sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celles d'autoriser :
 - l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, - la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} janvier 2015, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} janvier 2018, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Twin Solutions devenue SeeNovate pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- Considérant que l'entreprise SeeNovate a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- Considérant qu'une suite favorable à cette demande a été réservée,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SeeNovate pour une extension de sa surface de 36,60 m² à 62,20 m² constituée des modules B2.9 sur 21,90 m² et B2.10 sur 14,70 m², B2.8 sur 25,60 m² à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la prorogation de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise SeeNovate pour la surface totale de 62,20 m² constituée des modules B2.9, B2.10 et B2.8 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 870,80 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2019-977 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelles AM n°197, AM n° 198p et AM
n°199p - 2140 et 2258 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- que 649 m² du bien immobilier situé au 2140 et 2258, route de Mende à Montpellier, cadastrés sections AM n°197 AM 198p et AM199p appartenant aux époux GRATIAS, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser les acquisitions et les prises de possessions anticipées des dites emprises,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AM n°197 AM 198p et AM199p.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie (649 m²) du bien immobilier (terrains attenants à des bâtis à usage d'habitation de 649 m²) situé au 2140 et au 2258 Route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°197 AM 198p et AM199p appartenant aux époux GRATIAS.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 222 077 € (DEUX CENT VINGT DEUX MILLE SOIXANTE DIX SEPT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale et de l'expertise arboricole Pousse Conseil.

L'emprise à acquérir de 649 m² correspond à l'entrée, aux murs de clôture et aux jardins végétalisés des anciennes parcelles AM 23 et AM 24 (divisées en AM 197/198/199) le long de la route de Mende.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est moyennant une indemnité de 7 078 €, elle prend effet à compter de sa signature par les époux GRATIAS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux les parcelles AM 196/198/199 est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de la signature des époux GRATIAS.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BA 191 auprès de
Monsieur BRETON route de Mende -
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur BRETON, sur les termes de la négociation en date du 19 octobre 2019,
- Vu l'avis de France Domaine n°2019-169V0051 en date du 20 janvier 2020,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux", qui permettra d'assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du Parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11,
- qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BA 191, située sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur BRETON, la parcelle cadastrée BA 191 d'une superficie de 944 m², située route de Mende à Montferrier-sur-Lez, en vue de la réalisation d'un cheminement "modes doux" le long de la voie existante.

ARTICLE 2 : Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 6 608 € (*six mille six cent huit euros*), décomposé de la façon suivante :

- 3 €/m² correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 2 832 € (*deux mille huit cent trente deux euros*), prix compatible avec l'estimation des services fiscaux hors indemnités accessoires ;
- 4 €/m² correspondant aux indemnités accessoires liés à l'arrachage des pieds de vigne, soit un montant total de 3 776 € (*trois mille sept cent soixante-seize euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BA 189 auprès de
l'indivision LAZUTTES route de Mende -
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de l'indivision LAZUTTES, sur les termes de la négociation en date du 19 octobre 2019,
- Vu l'avis de France Domaine n°2019-169V0051 en date du 20 janvier 2020,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux", pour permettre la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du Parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11,

- qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BA 189, située sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision LAZUTTES, la parcelle cadastrée BA 189 d'une superficie de 331 m², située route de Mende à Montferrier-sur-Lez, en vue de la création d'un cheminement "modes doux" le long de la voie existante.

ARTICLE 2 : Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 2 317€ (*deux mille trois cent dix-sept euros*) décomposé de la façon suivante :

- 3€/m² correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 993€ (*neuf cent quatre-vingt-treize euros*), prix compatible avec l'estimation des services fiscaux hors indemnités accessoires ;
- 4€/m² correspondant aux indemnités accessoires liés à l'arrachage des pieds de vigne, soit un montant total de 1 324€ (*mille trois cent vingt-quatre euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAURET



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre de
travaux n°M9D0057EA - Travaux courants
sur les réseaux d'assainissement des
communes de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

- **CONSIDERANT :**

- que des travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 et des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre de 4 lots dits géographiques passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique pour une durée de 1 an. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 décembre 2019 a :
 - classé les offres et choisi pour le lot 1 : Secteur Ouest - Communes de Cournonsec, Courdonterral, Fabrègues, Lavérune, Pignan, Saussan, Saint Jean de Védas, Lattes, Pérols, et Villeneuve-lès-Maguelone, le groupement conjoint solidaire SCAM TP (mandataire)/SOLATRAG sis 825 Avenue de la Cresse St Martin - 34660 Cournonsec présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - classé les offres et choisi pour le lot 2 : Secteur Nord - Commune de Castelnau le Lez, Clapiers, Jacou, Juvignac, Grabels, Montferrier-sur-Lez, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Le Crès et Saint Georges d'Orques, le groupement conjoint solidaire SADE (mandataire)/RAZEL BEC sis ZI – 820 rue de la Marbrerie – BP 70033 - 34741 Vendargues présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - classé les offres et choisi pour le lot 3 : Secteur Est – Commune de Baillargues, Beaulieu, Castries, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues et Vendargues le groupement solidaire FAURIE (mandataire)/EHTP sis 100 rue des Lauriers – 34130 Saint Aunès présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - classé les offres et choisi pour le lot 4 : Secteur Montpellier le groupement conjoint solidaire SOGEA SUD (mandataire)/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MALET sis 541 rue Georges Méliès – CS 40171 – 34961 Montpellier Cedex 2 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre de travaux n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole composé de 4 lots :

- Lot 1 : Secteur Ouest au groupement SCAM TP (mandataire)/SOLATRAG
- Lot 2 : Secteur Nord au groupement SADE (mandataire)/RAZEL BEC
- Lot 3 : Secteur Est au groupement FAURIE (mandataire)/EHTP
- Lot 4 : Secteur Montpellier au groupement SOGEA SUD (mandataire)/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MALET.

L'accord-cadre est conclu pour un montant sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, le budget général Montpellier Méditerranée Métropole et les subventions éventuelles de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABREN-BOULBES

Publiée le : 02 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 MARS 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
modèle Jumper immatriculé AD-350-EQ -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Jumper immatriculé AD-350-EQ,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de les réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule de marque Citroën modèle Jumper immatriculé AD-350-EQ à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **20 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule cyclomoteur vétuste de
marque Piaggio immatriculé DE-122-DR -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule cyclomoteur vétuste de marque Piaggio immatriculé DE-122-DR,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule cyclomoteur de marque Piaggio immatriculé DE-122-DR à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **20 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public
métropolitain de la parcelle cadastrée AE
68 sur la commune de SAINT-GEORGES-
D'ORQUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de Métropole en vue d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- CONSIDERANT que la parcelle cadastrée AE 68 sur la Commune de Saint-Georges-d'Orques d'une superficie totale de 2065 m² a été acquise par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la commune par acte notarié du 11 avril 2016, pour installer une station d'épuration,
- CONSIDERANT le déplacement de cette station d'épuration sur un terrain à proximité,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de la parcelle cadastrée AE 68 située sur la commune de Saint-Georges-d'Orques et prononce le déclassement du domaine public métropolitain de ce terrain, qui intègre son domaine privé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au dépôt d'une
déclaration préalable de travaux - 23 rue
des Balances à MONTPELLIER - Parcelle
cadastrée HV 328

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- Vu l'état de vétusté du balcon filant au droit des deux appartements (lots numéros 20 et 21 de la copropriété) dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire au 1^{er} étage de l'immeuble situé 23 rue des Balances sur la parcelle cadastrée HV 328, sise commune de Montpellier,
- CONSIDERANT la nécessité de déposer une déclaration préalable pour réaliser les travaux de réhabilitation de ce balcon,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la réhabilitation du balcon filant au droit de deux appartements constituant les lots numéros 20 et 21 de la copropriété dans l'immeuble cadastré HV 328 d'une contenance de 134 m² situé 23 rue des Balances à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la délibération n°
14200 relative au marché n°4661AT17 de
maintenance et travaux de voirie
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public,

- Vu la délibération n°14200 autorisant la signature des lots 1 à 10 du marché de maintenance et de travaux de voirie sur le territoire de la Métropole pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ; lots attribués aux entreprises suivantes :

- Lot 1 « Pôle Plaine Ouest »: Eiffage Route Méditerranée,
- Lot 2 « Pôle Piémonts et Garrigues »: groupement Eurovia LR / Razel Bec,
- Lot 3 « Pôle Vallée du Lez »: Colas MM,
- Lot 4 « Pôle Cadoule et Bérange »: Eurovia LR,
- Lot 5 « Pôle Littoral »: groupement Razel Bec / Eurovia / TP Sud,
- Lot 6 « Montpellier – Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent »: Malet,
- Lot 7 « Montpellier – Centre 1, 3 et 4 »: Razel Bec,
- Lot 8 « Montpellier – Mosson et Cévennes »: Colas MM,
- Lot 9 « Montpellier – Hôpitaux-Facultés et Centre 2 »: Eiffage Route Méditerranée,
- Lot 10 « Fourniture et mise en œuvre d'Asphalte coulé »: ASTEN,

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la délibération n°14200 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
domaine public Lieudit Mas Baduel
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Considérant qu'une emprise d'une superficie de 289 m² environ, en nature d'ancien chemin situé sur la commune de Castelnau-le-Lez Lieudit Mas Baduel, n'est d'aucune utilité pour la circulation publique,
- Considérant la nécessité de déclasser du domaine public cette emprise d'une superficie de 289m² environ avant de pouvoir la céder,

- Considérant que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par cette ancienne voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie totale de 289 m² à extraire du domaine public non cadastré, située sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieudit Mas Baduel.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie totale de 289 m² à extraire du domaine public non cadastré, située sur la commune de Castelnau-le-Lez, lieudit Mas Baduel.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SABEL



Publiée le : 14 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 14 FEV. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'une balayeuse vétuste de marque Scarab
modèle Minor immatriculée AC-771-HB -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une balayeuse vétuste de marque Scarab modèle Minor, immatriculée AC-771-HB,
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une balayeuse vétuste et qu'il convient de la réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté une balayeuse de marque Scarab modèle Minor immatriculée AC-771-HB à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modifiant la décision de la Ville de
Montpellier n°2115/0280 "Attribution du
marché public n°4D0071 travaux de
signalisation horizontale"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision de la ville de Montpellier n°2115/0280 « Attribution du marché public n°4D0071 - Travaux de signalisation horizontale »,

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°2115/0280.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De modifier la décision de la Ville de Montpellier n°2115/0280.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **21 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété AMARGER
- Parcelle MS 290 lots 5654 et 5658,
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la décision n°MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 21 novembre 2019, envoyée par Maître MAZET, notaire à Pézenas, reçue en Mairie de Montpellier le 28 novembre 2019, concernant la vente par Monsieur Cyril AMARGER, d'un appartement avec cave, constituant les lots 5654 et 5658 bâtiment G3 de la copropriété les Cévennes, située 29 rue

Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 84 000 € en ce compris une commission d'agence de 7 600 € ;

- Vu le constat dressé le 20 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;

- Vu l'avis de France domaine du 14 janvier 2020.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que le propriété de Monsieur AMARGER se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de AMARGER est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Cyril AMARGER, un appartement avec cave, constituant les lots 5654 et 5658 bâtiment G3 de la copropriété les Cévennes, située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 84 000 € dont 7 600 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété CAUSSE -
Parcelle MS 290 lot 2682 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 26 novembre 2019, envoyée par Maître GUIEYSE, notaire à Aniane, reçue en Mairie de Montpellier le 29 novembre 2019, concernant la vente par les consorts CAUSSE, d'un appartement, constituant le lot 2682 bâtiment H1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 65 000 € en ce compris 7 000 € de commission d'agence,

- Vu le constat dressé le 20 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 14 janvier 2020.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que la propriété des consorts CAUSSE se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété CAUSSE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des consorts CAUSSE, un appartement, constituant le lot 2682 bâtiment H1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 49 500 € dont 7 000 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Monsieur le Président

Philippe SAURE



Publiée le : 21 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété BITAR -
Parcelle MS 290 lot 2729 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n°MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 octobre 2019, envoyée par Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 28 octobre 2019, concernant la vente par Monsieur Daniel BITAR, d'un appartement, constituant le lot 2729 bâtiment I2 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 63 000 €,

- Vu le constat dressé le 20 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine 14 janvier 2020.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que l'appartement de Monsieur BITAR se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété BITAR est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Daniel BITAR, un appartement, constituant le lot 2729 bâtiment I2 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 56 500 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
ESPINOSSA ESTEVE - Parcelle LR 25
lots 1063-1067-1247-1327 Résidence
Bonnier de la Mosson - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,

- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 4 novembre 2019, envoyée par Maître DUFORETS, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 5 novembre 2019, concernant la vente par les consorts ESPINOSSA ESTEVE, d'un appartement avec 1 cave et 2 garages, constituant les lots 1063-1067-1247-1327 bâtiment B de la copropriété Bonnier de la Mosson, située 525 avenue de l'Europe à Montpellier, cadastrée section LR 25, au prix de 50.000 €,
- Vu le constat dressé le 24 décembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 31 décembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété des consorts ESPINOSSA ESTEVE se situe dans la copropriété Bonnier de la Mosson, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Bonnier de la Mosson a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des consorts ESPINOSSA ESTEVE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des consorts ESPINOSSA ESTEVE, d'un appartement avec 1 cave et 2 garages, constituant les lots 1063-1067-1247-1327 bâtiment B de la copropriété Bonnier de la Mosson, située 525 avenue de l'Europe à Montpellier, cadastrée section LR 25.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 50 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREE



Publiée le : **21 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit au musée Fabre d'un ensemble
d'aquarelles et de dessins de l'artiste
montpelliérain Louis-Charles Eymar
(Montpellier 1882- 1944)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,
- CONSIDERANT,
 - que la Ville de Montpellier, par décision n°VD2019-650 a accepté le legs de Madame Pierrette Mallet-Guy d'un ensemble d'aquarelles et de dessins ayant appartenu à Louis-Charles Eymar et qu'elle souhaite autoriser le dépôt provisoire et gratuit de cet ensemble au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec la Ville de Montpellier une convention de dépôt de l'ensemble des aquarelles et des dessins de Louis-Charles Eymar afin que ces œuvres soient déposées au musée Fabre.

ARTICLE 2 : Les Œuvres seront enlevées par la régie du musée Fabre à l'Hôtel des Ventes Montpellier-Languedoc qui entrepose actuellement ce fonds. Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception des Œuvres par le conservateur du musée Fabre.

Les Œuvres seront enregistrées sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de cinq ans, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme.

Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat.

En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation des Œuvres, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Les Œuvres ne pourront être prêtées pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement des Œuvres à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où seraient reproduites les Œuvres en dépôt.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 03 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 03 FEV. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Dégradation d'un bien"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu l'appel déposé par Monsieur SOTO ZAMORANO près la Cour d'Appel de Montpellier le 13 janvier 2017 contre le jugement correctionnel en date du 3 janvier 2017 le condamnant à verser à la Métropole la somme de 5 144,40 euros au titre de dommages-intérêt pour préjudice subi consécutivement à la dégradation d'une vasque à fleurs.
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts Près la Cour d'Appel de Montpellier suite au dépôt de l'appel le 13 janvier 2017 contre le jugement correctionnel du 3 janvier 2017.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°2 au
marché 5127 - Réalisation de Plans
d'Amélioration des Pratiques
Phytoprotecteurs et Horticoles sur l'Ouest
Montpellierain

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

- Vu la décision n°MD2018-893 du 8 novembre 2018 attribuant le marché 5127 Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpellierain au groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 Poulx, pour un montant de 101 210 euros HT et pour une durée de 26 mois,

- Vu la décision n°MD2019-497 du 27 mai 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 5127 Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpellierain au groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 Poulx, pour un montant de 1 300 euros HT,

- CONSIDERANT :

- Qu'une réunion intermédiaire est apparue nécessaire afin d'augmenter les échanges entre les élus et les agents techniques,

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 5127 Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpellierain avec le groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 Poulx, avenant n°2 d'un montant de 550 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 103 060 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 12 FEV. 2020

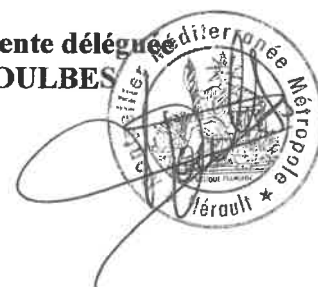
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0113EP - RM17E11 - Travaux de
création d'une voie verte à Montferrier-
sur-Lez
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;
- Vu la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018.

- CONSIDERANT :

- que la création d'une voie verte située à Montferrier en rive de la RM17E11 est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 3 mois, hors période de préparation de 20 jours ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, Agence Baillargues, ZA La Biste, 82 Rue Jean Baptiste Calvignac, CS 70013, 34671 BAILLARGUES Cedex présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9D0113EP – RM17E11 – Travaux de création d'une voie verte à Montferrier-sur-Lez à l'entreprise EUROVIA, pour un montant de 180 000 € HT.

Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 3 mois, hors période de préparation de 20 jours.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 4 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **1 7 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 7 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit au musée Fabre de Monsieur Yan
Pei-Ming de son œuvre : L'Impossible
rencontre 2019, Triptyque**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Yan Pei-Ming, domicilié 39 rue Buffon 21000 Dijon autorise le dépôt provisoire et gratuit de son œuvre, *L'Impossible rencontre*, 2019, triptyque (trois huiles sur toile de 150 x 150 cm chacune) d'une valeur de 600 000 € (six cent mille euros) à Montpellier Méditerranée Métropole en vue de sa présentation au sein des galeries permanente du musée Fabre.

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Monsieur Yan Pei-Ming, une convention de dépôt relative au dépôt de son œuvre, *L'Impossible rencontre*, 2019, triptyque (trois huiles sur toile de 150 x 150 cm chacune) d'une valeur de 600 000 € (six cent mille euros).

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre.

L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Sa durée est fixée à 18 mois, il pourra être reconduit pour la même durée par tacite reconduction, à échéance de chaque terme.

Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat.

En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

L'œuvre sera exposée en précisant la mention : «Dépôt 2020, collection de l'artiste».

ARTICLE 4 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant. En cas de retour de l'œuvre, les frais de transport de l'œuvre seront pris en charge par le dépositaire.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication pendant la durée du dépôt. En retour, le dépositaire s'engage à utiliser la photographie Clerin-Morin pour toute reproduction de l'œuvre et à faire parvenir 5 exemplaires justificatifs de toute édition où serait reproduite l'œuvre en dépôt. Toute utilisation commerciale de la reproduction de l'œuvre requière l'autorisation écrite du déposant.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer le contrat susvisé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

24 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la délibération
n°13881 relative à l'accord-cadre
n°4571AT16 d'entretien et de maintenance
de l'éclairage public - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la délibération n°13881 attribuant les lots n°1 à 9 du marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public sur le territoire de la Métropole pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois sans maximum aux entreprises suivantes :
 - Lot 1 « Pôle Plaine Ouest »: groupement Bouygues Energie Service/Serpollet/Reel
 - Lot 2 « Pôle Piémonts et Garrigues »: groupement Bouygues Energie Service/Serpollet/Cesml

- Lot 3 « Pôle Vallée du Lez »: Citéos
- Lot 4 « Pôle Cadoule et Bérange »: groupement Allez et Cie/Bondon
- Lot 5 « Pôle Littoral »: Bondon
- Lot 6 « Montpellier – Port Marianne et Près d’Arènes »: Citéos
- Lot 7 « Montpellier – Centre »: Citéos
- Lot 8 « Montpellier – Croix d’Argent et Cévennes »: Spie Sud-Ouest
- Lot 9 « Montpellier – Hôpitaux-Facultés et Mosson »: Spie Sud-Ouest

CONSIDERANT :

- Qu’il est nécessaire de modifier l’imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la délibération n°13381 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire.

ARTICLE 2 : D’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l’exécution de la présente décision.

**Le Président de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l’intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Montpellier, le 31 MARS 2020

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSER**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit de L'Assistance Publique -
Hôpitaux de Paris d'une oeuvre de Pierre
MOSNIER, Louis XIV adoré par l'univers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,
- **CONSIDERANT :**
 - que l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, établissement public de santé, représenté par Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général, et par délégation, Camille PEREZ, conservatrice du patrimoine, directrice du Musée, dûment habilitée en sa qualité de responsable des collections du musée de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, autorise le dépôt de l'œuvre de Pierre Mosnier,

musée de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, autorise le dépôt de l'œuvre de Pierre Mosnier, *Louis XIV adoré par l'univers*, huile sur toile, H. 210,40 cm ; L. 390 cm ; E. 11,50 cm d'une valeur de 250 000 €,

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, établissement public de santé, représenté par Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général, et par délégation, Camille PEREZ, conservatrice du patrimoine, directrice du Musée, dûment habilitée en sa qualité de responsable des collections du musée de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris une convention de dépôt relative au dépôt provisoire et gratuit de l'œuvre de Pierre Mosnier, *Louis XIV adoré par l'univers*, huile sur toile, H. 210,40 cm ; L. 390 cm ; E. 11,50 cm d'une valeur de 250 000 €.

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre.

L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de cinq ans. Le renouvellement est possible tant que les deux parties se déclarent satisfaites mais doit faire l'objet d'une mise à jour de la convention de dépôt.

Chaque partie peut mettre fin au dépôt à tout moment, après un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'autre partie.

Si le retour est demandé par le déposant pour des raisons liées à sa propre activité (par exemple, exposition, projet de valorisation...), la durée de préavis est réduite à un mois.

ARTICLE 4 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour trois exemplaires de tout document incluant un visuel de l'œuvre déposée publié par le dépositaire seront transmis au déposant.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative des décisions n°
MD2019-542 et n° MD2019-1302 relatives
à l'acquisition de la parcelle cadastrée CL
n°30 et de la quote part de 1/88ème de
chemin des parcelles cadastrées CK n°44,
CL n°39, CO n°64, CO n°65 sise commune
de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche et l'innovation, à la Planification urbaine et à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels »,
- Vu la délibération 13904 en date du 30 juin 2016, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air »,
- Vu la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 9 mars 2019 par Madame Isabelle ROULLAUD, Madame Béatrice ROULLAUD, et Monsieur ROULLAUD Frédéric portant sur la parcelle cadastrée CL n°30, d'une superficie cadastrale totale de 7 714 m² en nature de landes, et sise commune de Juvignac, moyennant un prix de 45 000 € toutes indemnités confondues,
- Vu les décisions n° MD 2019-542 du 20 juin 2019 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CL n°30 sise commune de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES et MD2019-1302 du 27 décembre 2019 relative à l'acquisition de la quote part indivise de 1/88ème de chemin des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 sise commune de Juvignac – ZAD de NAUSSARGUES.
- Vu la donation-partage du 27 décembre 2010 publié au service de la publicité foncière de Montpellier I, le 14 mars 2011, volume 2011P 8717, indiquant que les consorts ROULLAUD sont propriétaires des 1/88ème de chemin cadastrés CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65, sur la commune de Juvignac,
- Vu les avis des services de France Domaine en date du 10 mai 2019 et du 11 décembre 2019,
- CONSIDERANT la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,
- CONSIDERANT la volonté des consorts Roullaud de céder la parcelle cadastrée CL n°30 et la quote part indivise de 1/88ème de chemin sise commune de Juvignac pour un prix de 45 000 € tout compris.

DECIDE

ARTICLE 1 : les décisions n° MD2019-542 du 20 juin 2019 et n° MD2019-1302 du 27 décembre 2019 sont modifiées respectivement à l'article 2 en ce qui concerne le prix pour prendre en compte les quote-parts de chemins attachés à la parcelle CL n°30 pour un prix de 45 000 € tout compris.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Isabelle ROULLAUD 22 rue Jean Vilar à SETE, Madame Béatrice ROULLAUD 43 bis rue Alfred Maury à MEAUX, et Monsieur ROULLAUD Frédéric 104 rue de la Hase à NIMES, la parcelle en nature de Lande, cadastrée CL n°30, sise commune de Juvignac, d'une superficie cadastrale totale de 7 714 m² et la quote-part indivise de 1/88ème de chemin sur les parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 situées sur la commune de Juvignac.

ARTICLE 3 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée ainsi que toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des biens visés à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **07 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **07 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries - Chemin du
Nouau - Commune de Prades-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des propriétaires indivis pour céder les parcelles AI 302 et AI 303, en vue de l'élargissement du Chemin du Nouau à Prades le Lez,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries situées chemin du Nouau sur la commune de Prades-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès l'indivision SANZ, les parcelles AI 302 (129 m²) et AI 303 (145 m²) situées chemin du Nouau à Prades-le-Lez.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre
l'Établissement Public Territorial du
Bassin de l'Or SYMBO et Montpellier
Méditerranée Métropole - Détermination
de l'Espace Minimum de Bon
Fonctionnement de linéaires de cours d'eau
sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des risques aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que le SCoT prescrit le maintien d'un espace non artificialisé de part et d'autre des cours d'eau, correspondant à l'Espace de Bon Fonctionnement (EMBF) défini notamment dans le SDAGE Rhône Méditerranée,
- qu'il convient de retranscrire cet EMBF dans le PLUi en cours d'élaboration,
- qu'il n'existe aucune base de données valide délimitant la largeur des lits mineurs des cours d'eau des cours d'eau du territoire de la Métropole ;
- qu'il convient de solliciter l'Etablissement Public Territorial du Bassin de l'Or SYMBO, porteur et animateur du contrat de bassin versant, pour la délimitation cartographique de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement sur les communes de la Métropole relevant de son territoire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer la convention - Détermination de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement de linéaires de cours d'eau sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole passée entre l'Etablissement Public Territorial du Bassin de l'Or SYMBO sis 130 chemin des Merles – 34400 Lunel et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : De dire que l'Etablissement Public Territorial du Bassin de l'Or SYMBO s'engage à définir l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement moyennant une contrepartie financière, et que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser ses missions de maîtrise d'ouvrage. La mission débutera à la signature de la convention pour un montant total de 6 855 € TTC. Elle se terminera dès que l'Etablissement Public Territorial du Bassin de l'Or SYMBO fournira à la Métropole les données cartographiques de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement, validées en comité technique par les parties prenantes.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURIEL



Publiée le : 05 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BB 29 auprès de
Monsieur FOURNEL route de Mende -
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur FOURNEL sur les termes de la négociation en date du 9 octobre 2019,
- Vu l'avis de France Domaine n°2019-169V0051 en date du 20 janvier 2020,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux" pour permettre d'assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du Parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11,
- Considérant qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BB 29, située sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur FOURNEL, la parcelle cadastrée BB 29 d'une superficie de 1 220 m², située route de Mende à Montferrier-sur-Lez, en vue de la création d'un cheminement "modes doux" le long de la voie existante.

ARTICLE 2 : Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 9 240 € (*neuf mille deux cent quarante euros*) qui se décompose de la façon suivante :

- 3 €/m² correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 3 660 € (*trois mille six cent soixante euros*), prix compatible avec l'estimation des services fiscaux hors indemnités accessoires ;
- 4 €/m² correspondant aux indemnités accessoires liés à l'arrachage des pieds de vigne, soit un montant total de 4 880 € (*quatre mille huit cent quatre-vingt euros*) ;
- 700 € à titre d'indemnisation du cyprès situé dans l'emprise et qui sera arraché.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution du marché
n°M9D0067MG "Prestations de sécurité
des manifestations de Montpellier
Méditerranée Métropole"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet des prestations de sécurité pour les manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole,

-qu'une procédure adaptée a été lancée pour un marché de services sans allotissement ni tranche n°M9D0067MG « Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole » conformément aux dispositions des articles R2123-1-3°, R2123-7 et R2162-13 du Code de la Commande Publique,

-qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum ni maximum et un opérateur économique passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé, avec une estimation annuelle du marché de 100 000 euros HT, soit 400 000 euros HT pour la durée maximale du marché qui est de 4 ans,

-que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :

- . Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire et du montant du DQE : 60%
- . Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%

-qu'après analyse, l'offre de la société GLCE Sécurité Littoral est l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0067MG « Prestations de sécurité des manifestations de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société GLCE Sécurité Littoral, sise le chemin de Borie, Parc de Bellegarde, 34170 Castelnau le lez, pour un montant sans minimum ni maximum pour la durée totale du marché qui est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal, les budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 24 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BH 131 propriété de la
commune de Montferrier-sur-Lez route de
Mende - Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération de la commune de Montferrier-sur-Lez n°2019-28 du 29 novembre 2019, relative au transfert de propriété de l'emprise nécessaire au projet au profit de la Métropole,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du projet de création d'un cheminement "modes doux", pour permettre d'assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le nouveau quartier du Parc de Caudalie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une piste mixte piétons/cycles le long de la RD17E11,
- qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée BH 131, située sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la commune de Montferrier-sur-Lez, la parcelle cadastrée BH 131 d'une superficie de 112 m², située route de Mende à Montferrier-sur-Lez, en vue de la création d'un cheminement "modes doux" le long de la voie existante.

ARTICLE 2 : Le prix de la transaction s'élève à 1€ avec dispense de paiement, compte tenu que l'ensemble des frais d'acquisition ainsi que les travaux d'aménagement seront pris en charge par la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ELECTREE dans
le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier :
La société ELECTREE, représentée par son président, Monsieur Audric GAUDIN, est une SASU dont l'activité concerne la création et la mise à disposition de contenu, d'outils numériques et de solutions dans le but de faciliter les relations entre les consommateurs d'énergies, et les professionnels du secteur de l'énergie, de l'habitat et du bâtiment, l'intermédiation et les prestations de conseil. Elle est candidate à la location du lot B08 de 76.55 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 4 personnes et prévoit un effectif de 15 salariés à 3 ans.
ELECTREE souhaite également domicilier à cette adresse, sa filiale LIBOW en charge de la mise en œuvre des solutions d'énergies renouvelables, commercialisées par elle-même.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ELECTREE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JAN. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAURIEL



Publiée le : **24 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au renouvellement de l'adhésion OPEN DATA FRANCE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- **VU** l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association OPEN DATA FRANCE dont l'objectif est de promouvoir et développer le flux de données, arrivée à terme au 31 décembre 2019 ;
- **VU** le tarif de l'adhésion 2020 à 1 300 € pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 200 000 et 1 000 000, délibérée à l'Assemblée Générales du 28 novembre 2019 d'OPEN DATA France ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2020 à OPEN DATA FRANCE pour le partage de données.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2020 à l'Association OPEN DATA FRANCE au tarif annuel de 1 300 € HT (TVA à 0 %) conformément aux statuts de l'association. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association est Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise a
disposition de l'infrastructure de
communications électroniques très haut
débit entre Montpellier Méditerranée
Métropole et l'université de Montpellier
(UM) - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, en qualité de Conseiller délégué et membre du bureau ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique » ;
- Vu la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 20 mars 2017 au bénéfice de l'Université de Montpellier ;
- Vu la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;

CONSIDERANT :

- que les besoins d'interconnexion de l'Université de Montpellier ont évolué, et qu'il convient de mettre à jour les infrastructures mises à disposition par la Métropole ;
- que la Métropole a approuvé l'évolution de la tarification d'accès à ses infrastructures par délibération n° M2019-777 en date du 18 décembre 2019 ;
- que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de d'un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec l'Université de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 met à jour les infrastructures mises à disposition par la Métropole, les tarifs qui sont applicables à cette mise à disposition ainsi que la durée de la mise à disposition.

ARTICLE 3 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : **13 MARS 2020**


Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 MARS 2020

Pour
Monsieur le Président
Pr. délégation

Madame Takie GALABRON - BOULBES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Téléalarme

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9C0034TA
de fourniture de transmetteurs téléalarme,
de déclencheurs et de cartes SIM -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine de « Cohésion sociale ; Politique de la ville ; Lutte contre les discriminations ; Insertion par l'emploi ; Aires d'accueil des gens du voyage ; Gestion des temps ; Accessibilité Handicap,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de fourniture pour l'achat de transmetteurs téléalarme, de déclencheurs et de cartes SIM convertibles avec le logiciel MEGALARM V 3.1 pour équiper les nouveaux abonnés à la téléalarme,
- qu'une procédure a été lancée de type Accord Cadre passé en Procédure Adaptée en application des dispositions des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique sous forme de prix unitaire pour une durée de 1 an et pour une durée maximale de reconduction de 2 ans,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° le prix des prestations au regard du montant du détail quantitatif estimatif (60 %)
 - ° la valeur technique, au regard du mémoire technique (40 %)
- qu'après analyse, l'entreprise SOLEM ELECTRONIQUE, située ZAE la Plaine, 5 rue Georges Besse, 34830 Clapiers présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9C0034TA à l'entreprise SOLEM ELECTRONIQUE, pour un montant maximum annuel de 55 000 € HT, montant identique pour chaque période de reconduction soit un montant maximum de 165 000 € HT toutes périodes confondues.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an et une durée maximale de reconduction de 2 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIASYS
TECHNOLOGIES dans l'immeuble CAP
GAMMA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par Monsieur Thierry MARTEL a pour activité le diagnostic médical in vitro.

Locataire des lots CG 1.2, CG 0.4, CG 0.5 et CG 0.6 représentant 322.40 m², elle est candidate à la location du lot CG 0.07 de 18 m² à compter du 1^{er} février 2020 pour l'extension de sa société. L'entreprise projette un effectif de 24 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 JAN. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 JAN. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles rue du Mas de Villaret propriétés
de l'Office Public de l'Habitat du
Département de l'Hérault Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement ou le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Considérant la nécessité de classer la totalité de la voie dénommée « rue du Mas de Villaret » dans le domaine public métropolitain en se rendant propriétaire des parcelles EK 429 pour 22 m² et EK 430 pour 761 m²,
- Considérant la délibération n° 08 en date du 19 novembre 2019 de l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault, acceptant la cession à l'euro symbolique de ces parcelles au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les incorporer à son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Office Public de l'Habitat du Département de l'Hérault domicilié 100 rue de l'Oasis à Montpellier, les parcelles EK 429 pour 22 m² et EK 430 pour 761 m², constituant des emprises de voirie, situées rue du Mas de Villaret à Montpellier, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique sans versement compte-tenu de la nature du bien.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de la
décision du Président n°MD 2019-403 du
10 mai 2019 portant cession à la Commune
de SAINT GEORGES D'ORQUES d'une
partie de la parcelle AE 68 dans le cadre de
l'aménagement d'une aire de lavage des
engins agricoles**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la demande d'acquisition formulée par courrier en date du 9 novembre 2018 de Monsieur Jean-François AUDRIN, Maire de la commune de Saint Georges d'Orques, à Montpellier Méditerranée Métropole d'une emprise foncière de 1686 m² issue de la parcelle cadastrée AE 68 situées sur sa commune au lieudit Le Rebayral dans le cadre de l'aménagement d'une aire de lavage des engins agricoles,
- Vu la décision du Président n°MD2019-403 du 10 mai 2019 relative à la cession à la commune de Saint Georges d'Orques des parcelles cadastrées AE 68, AE 69 et AE 71 qu'il y a lieu de modifier compte-tenu du changement de l'emprise foncière à céder,

-Vu l'avis des services du Domaine en date du 6 décembre 2019,

-Vu la décision du Président n°MD2020-035 du 21 janvier 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée AE 68 sur la commune de Saint Georges d'Orques,

-CONSIDERANT :

- que la parcelle cadastrée AE 68 sur la commune de Saint Georges d'Orques d'une superficie de 2065 m² a été acquise par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de cette commune à l'euro symbolique par acte notarié du 11 avril 2016 pour installer une station d'épuration,

- qu'une partie de la parcelle précitée est nécessaire à la commune de Saint Georges d'Orques pour la réalisation d'une aire de lavage des engins agricoles,

- que la cession par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Saint Georges d'Orques de cette emprise foncière de 1686 m² issue de la parcelle cadastrée AE 68 d'une superficie totale de 2065 m² située sur cette commune au lieudit Le Rebayral, n'est pas de nature à remettre en cause le projet de la Métropole sur ce secteur, compte-tenu du déplacement de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques à proximité immédiate,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision du Président n°MD2019-403 du 10 mai 2019 relative à la cession à la commune de Saint Georges d'Orques des parcelles cadastrées AE 68, AE 69 et AE 71 est modifiée en ce qui concerne son article 1 relatif à l'emprise foncière à céder.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Saint-Georges d'Orques une emprise foncière de 1686 m² issue de la parcelle cadastrée AE 68 située lieudit Le Rebayral sur cette commune.

ARTICLE 3 : Cette cession a lieu à l'euro symbolique. Les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur.

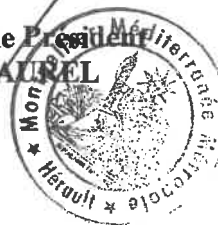
ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire, notamment les frais de géomètre, sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 5 : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant la cession, ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 14 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 14 FEV. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants n°1 des lots
6 et 7 "Signalisation Verticale" du marché
M8D5204EP - Équipements de la route -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications(avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public;
- Vu la décision n°2019-1159 attribuant le lot n° 6 du marché M8D5204EP Equipements de la route au groupement d'entreprises Lacroix Signalisation/Delta TP, pour un montant total compris entre 600000 et 2 800 000 euros HT et pour une durée de 4 années ;

- Vu la décision n°2019-1159 attribuant le lot n° 7 du marché M8D5204EP Equipements de la route au groupement d'entreprises Lacroix Signalisation/Delta TP, pour un montant total compris entre 400000 et 2 000 000 euros HT et pour une durée de 4 années.

- CONSIDERANT

-Que pour une meilleure fluidité de l'exécution financière de ce marché, les deux cotraitants souhaitent créer un compte joint pour paiement unique. Il convient donc de modifier l'article 5 de l'Acte d'Engagement, en ajoutant au marché le RIB commun ouvert aux deux noms et en activant la clause suivante : «En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert aux noms des membres du groupement ou du mandataire».

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser la signature des avenants n°1 aux lots 6 et 7 du marché Equipements de la route avec l'entreprise Lacroix Signalisation.

ARTICLE 2: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2020

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BIOINSPIR dans
l'Immeuble CAP DELTA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le bâtiment CAP DELTA à Grabels. La société BIOINSPIR, représentée par Monsieur Pierre LE BLAINVAUX, est une société spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de composés chimiques.
Elle est candidate à la location du lot CD 3.07 de 83 m² pour une durée de 36 mois. BIOINSPIR emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 8 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BIOINSPIR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 27 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la consignation suite à
l'exercice du droit de préemption urbain -
Propriété JACQUES - Terrain nu -
Parcelle AI 15 - Chemin de la Foire
Exposition - Commune de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14,
- Vu la décision de préemption du 19 septembre 2019 n° MD2019-936,
- Vu l'estimation des services fiscaux en date du 3 septembre 2019.

CONSIDERANT :

- que le 19 septembre 2019 Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption sur la propriété des consorts JACQUES, un terrain nu situé chemin de la Foire Exposition à Pérois, cadastré section AI 15 ;
- qu'à la suite d'un défaut d'accord amiable sur le prix d'acquisition du bien, Montpellier Méditerranée Métropole a saisi la juridiction compétente en matière d'expropriation, afin de fixation dudit prix ;
- que la cession porte sur un bien libre de toute charge.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La somme de quarante-cinq-mille euros (45.000 €), correspondant à 15 % de la valeur estimée par les services fiscaux de la propriété des consorts JACQUES, sera, à la diligence de Monsieur le trésorier principal municipal, consignée à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles L.213-4-1 et L.213-4-2 du code de l'urbanisme.

Cette somme sera prélevée sur le budget 2020, ligne de crédit "Consignations" (imputation 911-275).

ARTICLE 2 : La déconsignation de cette somme ne pourra être effectuée qu'à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0021AT - Travaux de
restructuration de la rue du Coustouliès à
Baillargues - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la « Voirie et de l'espace public » ;

- VU le marché subséquent n°M9D0021AT, relatif aux travaux de restructuration de la rue du Coustouliès à Baillargues conclu avec l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433), pour un montant de 547 708,10 € HT.

CONSIDÉRANT :

- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des travaux supplémentaires sur la structure de chaussée rendus nécessaires par des circonstances imprévisibles, les essais de chaussée ayant été réalisés ultérieurement à la passation du marché ;

- que ces modifications ont nécessité l'ajout de prix prévus au bordereau des prix unitaires et de prix nouveaux ;

- que le marché de travaux, a été notifié le 5 juillet 2019, pour un délai d'exécution des travaux de la tranche ferme de 6,5 semaines, de la tranche optionnelle n°1 de 6,7 semaines et de la tranche optionnelle n°2 de 3,5 semaines à compter de l'OS de démarrage des travaux, non comprise la période de préparation ;

- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9D0021AT relatif aux travaux de restructuration de la rue du Coustouliès à Baillargues conclu avec l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433) pour un montant en plus-value de 37 571,97 € HT, soit une augmentation de 6,86 % par rapport au marché initial toutes modifications contractuelles confondues.

Le nouveau montant du marché toutes tranches confondues s'élève à 585 280,07 € HT (702 336,08 € TTC). L'avenant n'entraîne aucune incidence relative aux délais d'exécution.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Pour le Vice-Président
Par délégation

Nadame Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 MARS 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles CH 223 et CH 225 Rond-Point du
Souvenir Français Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant la nécessité de réaménager la place dénommée « Rond-Point du Souvenir Français » devant les parcelles CH 222 et CH 224,
- Considérant l'accord du syndicat des copropriétaires de la résidence « Rond-Point du Souvenir Français » lors de son assemblée générale en date du 15 mars 2019, acceptant la cession des parcelles CH 223 (40 m²) et CH 225 (2 m²) au prix de 60€/m², soit 2 520 € (deux mille cinq cent vingt euros) pour 42 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « Rond-Point du Souvenir Français » domicilié 45bis rond-point du Souvenir

Français à Montpellier, les parcelles CH 223 (40 m²) et CH 225 (2 m²), en vue de leur réaménagement et intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée au prix de 60€/m², soit 2 520 € (deux mille cinq cent vingt euros) pour 42 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société Free Mobile - Dispositif d'antennes
parking Circé**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.2122-1-3-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, concernant les titres d'occupation du domaine public destinés à l'installation et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public.
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

- Vu la délibération n°14632 du 17 mai 2017 ayant pour objet l'implantation de relais de téléphonie mobile sur les immeubles propriétés de la Métropole, la mise en place de conventions types d'occupation du domaine public ainsi que la fixation des redevances annuelles d'occupation, leurs modalités d'actualisation et les modalités de renouvellement des conventions,

- **CONSIDERANT :**

- que la société FREE MOBILE, immatriculée sous le numéro B 499 247 138 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sise 16 rue de la Ville L'Evêque 75 008 Paris, est actuellement titulaire d'une autorisation d'établir et d'exploiter un réseau radioélectrique de troisième génération délivrée en date du 12 janvier 2010 (N°2010-0043), étendue en date du 11 octobre 2011 et en date du 16 décembre 2014, se terminant le 11 janvier 2030 et d'une autorisation d'établir et d'exploiter un réseau radioélectrique de troisième génération délivrée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) en date du 3 juillet 2018,

- que la société FREE MOBILE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'installer un dispositif d'antennes sur un édicule situé au niveau du Parking Circé Avenue Thomas Jefferson à Montpellier 34000 et cadastré numéro RY 195, susceptible de servir de site d'émission réception,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société FREE MOBILE signent une convention d'occupation temporaire du domaine public concernant l'installation d'un dispositif d'antennes à Montpellier (34 000).

ARTICLE 2 : Le lieu d'implantation est situé sur un édicule au niveau du Parking Circé Avenue Thomas Jefferson à Montpellier dans les emprises de la parcelle numéro RY 195 et du bâtiment. La surface occupée est de 25m² environ.

ARTICLE 3 : La convention est consentie pour une redevance annuelle d'occupation dont le montant est évaluée à 13 000 euros nets toutes charges incluses (valeur 2019), conformément aux montants de redevance par zone votés par le Conseil de Métropole.

ARTICLE 4 : La convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, renouvelable deux fois 5 ans de manière expresse par courrier du représentant de l'Autorité Territoriale.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURRY



Publiée le : 25 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
des ouvrages d'eau potable dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « service public de l'eau et de l'assainissement »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Prades-le-Lez n°93/2017-DE en date du 19 décembre 2017,

CONSIDÉRANT :

- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Prades-le-Lez utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Prades-le-Lez, des équipements énumérés ci-dessous au titre de la compétence eau potable :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Station de pompage Lez Lirou	AW 75	338 2 578	TER/AW68	0€
Réservoir Montauban	AM 294	1 925	TER/AM262	0€
Surpresseur Belleviste	AP 246	53	TER/AP75	0€

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété ainsi que l'établissement des servitudes d'accès telles que définies aux plans établis à cet effet, s'effectueront à titre gratuit, les frais d'acte notarié étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

~~Accusé de réception – Ministère de l'intérieur~~

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

décision relative à un avenant n°1 à la
convention de servitude et autorisation
d'occupation et de faire des travaux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude ;
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} vice-présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- Vu la convention consentie le 26 juillet 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole par la Société QUIVA, représentée par Monsieur Roland QUILLIOT, propriétaire de la parcelle cadastrée AY 16 à Saint Jean de Védas, valant constitution d'une servitude de passage d'une canalisation d'évacuation des eaux usées et autorisation de faire les travaux pour une durée de trois mois à compter du 26 août 2019,
- Vu la décision du Président n° MD2019-922 du 2 octobre 2019 autorisant la signature de cette convention qui permet une occupation temporaire des lieux pour réaliser les travaux pour une durée de trois mois à compter du 26 août 2019, soit jusqu'au 26 novembre 2019,

- CONSIDERANT :

- que la durée des travaux doit être prolongée de 3 mois supplémentaires, soit jusqu'au 26 février 2020, en raison du retard pris par la maîtrise d'œuvre,

- qu'il est nécessaire de signer un avenant afin de modifier la durée de l'occupation temporaire pour travaux,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer l'avenant n°1 à la convention autorisant la servitude de passage d'une canalisation d'évacuation des eaux usées et ces travaux sur la parcelle cadastrée AY 16 à Saint Jean de Védas. Cet avenant modifie l'article V de la convention en ce sens : « L'autorisation d'occupation temporaire est désormais consentie pour une durée de 6 mois, à compter du 26 août 2019, soit jusqu'au 26 février 2020 ».

ARTICLE 2 : de dire que les autres articles de la convention demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'acte authentique constatant cette servitude de passage et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : **12 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BN 473 rue du Pioch de Boutonnet
commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le plan d'alignement annexé au Plan Local d'Urbanisme de la voie dénommée « rue du Pioch de Boutonnet » à Montpellier, applicable à cette parcelle,
- Considérant la nécessité d'aménager un cheminement piéton sur une emprise à extraire de la parcelle BN 383,
- Considérant l'accord de la société ROXIM Finance en date du 10 septembre 2019, acceptant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, de la parcelle nouvellement cadastrée BN 473 pour 720 m², à l'euro symbolique, compte-tenu des aménagements à réaliser pour sécuriser le cheminement piéton le long de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société ROXIM Finance, domiciliée 448 rue de la Roqueturière à Montpellier, la parcelle nouvellement cadastrée BN 473 (720 m²) en vue de son aménagement et intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique compte-tenu des travaux à réaliser.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de
parcelles en vue de la réalisation de la piste
cyclable sur l'axe de l'ex - RD 986 -
Commune de Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la nécessité d'acquérir auprès du Département de l'Hérault, les emprises nécessaires à la réalisation de la liaison cyclable sur l'axe de l'ex-RD 986,
- Vu l'accord du Département par courrier en date du 31 janvier 2019, et le tableau du coût global des acquisitions foncières réalisées pour les besoins de la piste cyclable sur l'ex-RD 986 sur la portion de Grabels,
- Considérant que suite au transfert des routes départementales intervenu le 1^{er} janvier 2017, il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles acquises pour ce projet, par le Département de l'Hérault,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Département de l'Hérault, les parcelles suivantes en bordure de l'ex-RD 986 sur la commune de Grabels :

Section	Numéro	Surface (m2)
AM	137	595
AM	139	823
AM	141	501
AM	143	506
AM	145	624
AM	146	508
AM	148	388
AM	150	1431
AK	11	3570
TOTAL		8946

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix global de 201 595,05 euros, conformément au tableau des coûts de l'opération transmis par le Département.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



07 FEV. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise à disposition
temporaire de l'auditorium du musée
Henri Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser :
 - l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- CONSIDERANT qu'il y a lieu de répondre aux demandes du Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier concernant la mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades pour l'organisation de manifestations culturelles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La mise à disposition de l'auditorium du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades par Montpellier Méditerranée Métropole est accordée au Festival du Cinéma Méditerranéen pour l'organisation les 2, 3, 9, 10, 16 et 17 mars 2020 de séances de cinéma destinées au public scolaire de Montpellier Méditerranée Métropole dans la cadre du festival jeune public.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition ponctuelle et non exclusive, consentie à titre gracieux, est définie dans le cadre de la convention d'occupation temporaire du domaine public à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Festival du Cinéma Méditerranéen.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer cette convention d'occupation temporaire du domaine public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JAN. 2020**

Monsieur le Vice-Président
Philippe SUREL



Publiée le : **29 JAN. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **29 JAN. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°3039GD12
de "Maîtrise d'œuvre pour la conception et
le suivi de la réalisation des travaux du
casier n°2 de l'installation de stockage des
déchets non dangereux" - Avenant n°3 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de « la Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

- VU la délibération n°11007 en date du 19 juillet 2012, attribuant le marché n°3039GD12 de « Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n°2 de l'installation de stockage des déchets non dangereux » ;
- VU la délibération n°11590 en date du 27 mai 2013 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°3039GD12 de « Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n° 2 de l'installation de stockage des déchets non dangereux » ;
- VU la délibération n°13124 en date du 07 juillet 2015 autorisant l'avenant n° 2 au marché n°3039GD12 de « Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n°2 de l'installation de stockage des déchets non dangereux » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°3 au marché n°3039GD12 de « Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n° 2 de l'installation de stockage des déchets non dangereux » pour prendre en compte les modifications d'exploitation de l'installation ;
- que les perspectives résultant du constat des bilans cumulés des deux derniers exercices, ont fait apparaître une capacité résiduelle correspondant à une durée complémentaire d'exploitation de 7 mois environ, soit jusqu'au 30 novembre 2019, pour atteindre le tonnage autorisé de 415 000 T, l'exploitation de l'installation jusqu'au terme de sa capacité autorisée constituant une mesure d'optimisation de la dépense publique ;
- que cette prolongation de l'activité de l'exploitation du casier a conduit à devoir reporter le démarrage des travaux de couverture du casier et de captage du biogaz (marché 3362 lot 03 GRS VALTECH – Fin initialement prévue en décembre 2019) et a une incidence directe sur les marchés travaux (durée, phasage etc.) et par conséquent sur les missions de maîtrise d'œuvre ;
- que l'entreprise Guintoli, attributaire du marché de couverture du casier n°2 (marché 3362GD13 lot 04), a demandé par courrier en date du 20 février 2019 et après avoir démarré pour partie les travaux, la résiliation de son marché, contraignant la Métropole à devoir relancer un nouveau marché de travaux pour la mise en place de la couverture définitive sur le site de Castries ;
- que les travaux de couverture définitive et de captage du biogaz doivent être engagés le plus rapidement possible après la fin d'exploitation pour répondre aux objectifs réglementaires liés à la cessation d'activité du site et ne peuvent être confiés qu'au titulaire du marché initial de maîtrise d'œuvre pour prendre en compte :
 - la nécessité de disposer d'un délai de livraison en cohérence avec le planning général du chantier principal et incompatible avec la mise en place d'une procédure d'appel d'offre ;
 - a nécessité de disposer d'un acteur économique unique responsable :
 - o de l'obligation de continuité entre les différentes phases de mise en œuvre lors des premiers travaux de couverture définitive et ceux restants suite à la dénonciation du marché par Guintoli (missions conception)
 - o des missions de suivi (phase DET) de l'intégralité des travaux de couverture définitive et de captage du biogaz directement dépendants de la date de fin d'exploitation du casier n° 2.
- que la mise en place de l'avenant n°3 concerne donc les prestations suivantes liées à la prolongation de l'activité de l'ISDND et à la dénonciation du marché de couverture :
 - Conseil et assistance incluant visites sur site, rédactions de notes techniques, révisions de plans,
 - Rédaction de nouveaux DCE travaux, analyses, négociations et RAO et mission ACT,
 - Missions VISA / DET / AOR des travaux en résultant,

Tel que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Éléments de mission concernés	INTITULE	UNITE	quantité	Prestations suite à la dénonciation du marché de couverture		Prestations suite à la prolongation de l'exploitation de l'ISDND		
				Prix UNITAIRE	TOTAL € H.T.	Prix UNITAIRE	TOTAL € H.T.	
CONCEPTION	ARGILES DE BAILLARGUES							
	AVP	Visite de site / réunion	U	2	650,00 €	1 300,00 €		0,00 €
		Rédaction d'une note d'avis sur les matériaux	R	1	1 750,00 €	1 750,00 €		0,00 €
	REPRISE DU DCE COUVERTURE							
	ACT	Rédaction du DCE	R	1	4 500,00 €	4 500,00 €		0,00 €
Analyse des offres et RAO		R	1	3 500,00 €	3 500,00 €		0,00 €	
REALISATION	PROLONGATION EXPLOITATION et MOE ISDnd Castries							
	DET	Suite à APC: allongement de la durée des travaux de maîtrise d'œuvre de création du casier 2 de l'ISDnd de Castries	semaine	20		0,00 €	920,00 €	18 400,00 €
	TOTAL H.T.					11 050,00 €		18 400,00 €
	T.V.A.					2 210,00 €		3 680,00 €
	TOTAL T.T.C.					13 260,00 €		22 080,00 €
	TOTAL GENERAL H.T.					29 450,00 €		
	T.V.A.					5 890,00 €		
	TOTAL GENERAL T.T.C.					35 340,00 €		

- que la commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant lors de sa séance du 17 décembre 2019,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n°3039GD12 de « Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n°2 de l'installation de stockage des déchets non dangereux » avec le groupement d'entreprises ANTEA / MERLIN, Parc d'activité de l'Aéroport, 180, impasse John Locke, 34 470 Pérols, avenant d'un montant de 29 450 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 283 178,59 euros HT.
La durée du marché 3039GD12 est prolongée d'un an à compter de la date de notification de l'avenant n°3.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 FEV. 2020



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la quote
part de 1/88ème de chemin des parcelles
cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64,
CO n°65 attaché à la parcelle cadastrée
CK n°6 sise commune de Juvignac - ZAD
de NAUSSARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche et l'innovation, à la Planification urbaine et à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels »,

- Vu la délibération 13904 en date du 30 juin 2016, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air »,
- Vu la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 28 mars 2019 par Madame Christine VILLAC, Monsieur Pierre VILLAC, et Monsieur Thierry VILLAC, portant sur la parcelle cadastrée CK n°6, d'une superficie cadastrale totale de 5050 m² en nature de Landes, et sise commune de Juvignac, moyennant un prix de 30 300 € toutes indemnités confondues ;
- Vu la décision n°MD2019-545 en date du 20 juin 2019 entérinant l'acquisition de la parcelle CK n°6, sise commune de Juvignac, auprès des consort VILLAC par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'attestation de propriété indiquant que les consort VILLAC sont propriétaires des 1/88^{ème} de chemin cadastrés CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65, sur la commune de Juvignac,
- Vu l'avis des services de France Domaine en date du 24 janvier 2020,
- CONSIDERANT que l'acquisition de la parcelle CK n°6, entérinée par la décision n°MD2019-545 en date du 20 juin 2019, est indissociable de celles des parts indivises du chemin situé sur les parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65 sur la commune de Juvignac,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Christine VILLAC, domiciliée lieu-dit Belbèze à Eoux (31420), Monsieur Pierre VILLAC, domicilié au Havre Saint Pierre, 265 allée du Nouveau Monde à Montpellier (34000) et Monsieur Thierry VILLAC, domicilié 46 rue Lacroix à Paris (75017), les 1/88^{ème} des parcelles cadastrées CK n°44, CL n°39, CO n°64, CO n°65, d'une superficie totale de 70 482 m², en nature de chemin, sur la commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 2 402,79 € (deux mille quatre cent deux euros et soixante-dix-neuf centimes) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COLCOM au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 22 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société COLCOM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 5 septembre 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 13 janvier 2020,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société COLCOM n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COLCOM pour une période de six mois soit du 1^{er} février 2020 au 31 juillet 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COLCOM pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 501,91 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **07 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature des
avenants n°1 aux lots 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de
l'accord-cadre n°4661AT17 de travaux et
maintenance de voirie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications(avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération n°14200 attribuant les lots n°3, 6, 7, 8, 9 et 10 du marché 4661AT17 de maintenance et travaux de voirie aux entreprises suivantes sur la base d'un accord-cadre d'une durée d'un an reconductible 3 fois :

- Lot 3 « Pôle Vallée du Lez » : entreprise COLAS MM pour un montant annuel compris entre 250 000 et 1 670 000 € HT,
- Lot 6 « Pôle Montpellier (quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent) » : entreprise MALET pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 000 000 € HT;
- Lot 7 « Pôle Montpellier (quartiers Centre 1,3 et 4) » : entreprise RAZEL BEC pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 000 000 € HT,
- Lot 8 « Pôle Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) » : entreprise COLAS MM pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 000 000 € HT;
- Lot 9 « Pôle Montpellier (quartiers Hôpitaux-Facultés et Centre 2) » : entreprise EIFFAGE Route Méditerranée pour un montant annuel compris entre 500 000 et 2 000 000 € HT,
- Lot 10 « Fourniture en Asphalte coulé » : entreprise ASTEN pour un montant annuel compris entre 100 000 et 400 000 € HT,

CONSIDERANT:

- que le montant maximum du lot 3 « Pôle Vallée du Lez » du marché 4661AT17 est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des communes du Pôle ;
- qu'il convient donc de passer un avenant en augmentation de 14,75% du montant du lot 3 « Pôle Vallée du Lez », soit une augmentation de 246 325 € HT;
- que le montant maximum du lot 6 « Pôle Montpellier (quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent) » du marché 4661AT17 est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des quartiers du Pôle ;
- qu'il convient donc de passer un avenant en augmentation de 14,75% du montant du lot 6 « Pôle Montpellier (quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent) », soit une augmentation de 295 000 € HT;
- que le montant maximum du lot 7 « Pôle Montpellier (quartiers Centre 1,3 et 4) » du marché 4661AT17 est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des quartiers du Pôle ;
- qu'il convient donc de passer un avenant en augmentation de 14,75% du montant du lot 7 « Pôle Montpellier (quartiers Centre 1,3 et 4) », soit une augmentation de 295 000 € HT;
- que le montant maximum du lot 8 « Pôle Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) » du marché 4661AT17 est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des quartiers du Pôle ;
- qu'il convient donc de passer un avenant en augmentation de 14,75% du montant du lot 8 « Pôle Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) », soit une augmentation de 295 000 € HT;
- que le montant maximum du lot 9 « Pôle Montpellier (quartiers Hôpitaux-Facultés et Centre 2) » du marché 4661AT17 est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire des quartiers du Pôle ;
- qu'il convient donc de passer un avenant en augmentation de 14,75% du montant du lot 9 « Pôle Montpellier (quartiers Hôpitaux-Facultés et Centre 2) », soit une augmentation de 295 000 € HT;
- que le montant maximum du lot 10 « Fourniture en Asphalte coulé » du marché 4661AT17 est devenu insuffisant pour satisfaire les besoins en travaux de voirie sur le territoire de la Métropole ;
- qu'il convient donc de passer un avenant en augmentation de 14,75% du montant du lot 10 « Fourniture en Asphalte coulé », soit une augmentation de 59 000 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1: D'autoriser la signature :

- de l'avenant n°1 au lot 3 « Pôle Vallée du Lez » de l'accord-cadre 4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise COLAS MM, d'un montant de 246 325 € HT. Le nouveau montant annuel du marché est de 250 000 € HT minimum et de 1 916 325 € HT maximum.

- De l'avenant n°1 au lot 6 « Pôle Montpellier (quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent) » de l'accord-cadre 4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise MALET, d'un montant de 295 000 € HT. Le nouveau montant annuel du marché est de 500 000 € HT minimum et de 2 295 000 € HT maximum.

De l'avenant n°1 au lot 7 « Pôle Montpellier (quartiers Centre 1,3 et 4) » de l'accord-cadre 4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise RAZEL BEC, d'un montant de 295 000 € HT. Le nouveau montant annuel du marché est de 500 000 € HT minimum et de 2 295 000 € HT maximum.

- De l'avenant n°1 au lot 8 « Pôle Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) de l'accord-cadre 4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise COLAS MM, d'un montant de 295 000 € HT. Le nouveau montant annuel du marché est de 500 000 € HT minimum et de 2 295 000 € HT maximum.

- De l'avenant n°1 au lot 9 « Pôle Montpellier (quartiers Hôpitaux-Facultés et Centre 2) » de l'accord-cadre 4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise EIFFAGE RM, d'un montant de 295 000 € HT. Le nouveau montant annuel du marché est de 500 000 € HT minimum et de 2 295 000 € HT maximum.

- De l'avenant n°1 au lot 10 « Fourniture en Asphalte coulé » de l'accord-cadre 4661AT17 relatif aux travaux et maintenance de voirie avec l'entreprise ASTEN, d'un montant de 59 000 € HT. Le nouveau montant annuel du marché est de 100 000 € HT minimum et de 459 000 € HT maximum.

ARTICLE 2: De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la décision et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de prêt
d'œuvres avec la société Pixel Reef pour
l'organisation d'une exposition à la
médiathèque F. Fellini dans le cadre de la
manifestation ' La Métropole en jeux '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- **CONSIDERANT :**
 - que, dans le cadre de son temps fort intitulé « La Métropole en Jeux », qui se tiendra dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les établissements communaux partenaires, du 18 au 30 avril 2020, la médiathèque centrale Federico Fellini exposera des œuvres créées dans le cadre du jeu « Paper Beast » produit par le studio Pixel Reef Montpellier.
 - que le prêt des œuvres concernées nécessite la conclusion d'un contrat avec la société Pixel Reef.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec la société Pixel Reef pour le prêt des œuvres qui feront l'objet d'une exposition présentée à la médiathèque centrale Federico Fellini dans le cadre de la manifestation « La Métropole en Jeux », du samedi 18 avril au jeudi 30 avril 2020.

ARTICLE 2 : Le contrat prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et prend fin au terme de l'exposition soit le jeudi 30 avril 2020. Il pourra être renouvelé tacitement pour la même durée, dans la limite de 3 reconductions.

ARTICLE 3 : Le prêt des œuvres concernées est consenti à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 JAN. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 JAN. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
VIRTUALIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 26 janvier 2017 passée entre la Métropole et la société VIRTUALIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 4 juillet 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 14 janvier 2020,

CONSIDERANT :

- que la convention précitée arrive à échéance et que la société VIRTUALIS a besoin de davantage de temps pour structurer son équipe et consolider son assise financière afin de pérenniser son activité et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VIRTUALIS pour une période de douze mois soit du 1^{er} février 2020 au 31 janvier 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VIRTUALIS pour la surface de 203,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 653,40 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaires.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
05/TRAV/18 - Réalisation des
infrastructures du parc Gérard-Bruyère -
Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau
- Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- Vu la délibération n° 13247 en date du 30 septembre 2015, relative à la modification des équipements transférés à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération n° 13642 en date du 24 février 2016, relative aux modalités de transfert du Parc Gérard-Bruyère,
- Vu la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-1167 en date du 21 janvier 2020, autorisant la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole,

- CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer les travaux d'aménagement d'un plan d'eau artificiel, dans le cadre de la réalisation des infrastructures du Parc Gérard-Bruyère,
- qu'une procédure concurrentielle avec négociation a été lancée par la Ville de Baillargues, conformément aux articles 25-II et 71 à 73 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, avec un délai d'exécution des travaux de dix-huit mois maximum,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique : 60% ;
 - ° Prix des prestations : 40%,
- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 21 janvier 2020 a classé les offres et choisi l'offre variante du groupement SERPE (mandataire) / RAZEL-BEC / VEOLIA, pour un montant de 2 709 199,23 € H.T. (options n° 1 et 4 comprises), comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n° 2 « Ouvrages de traitement d'eau » du marché n° 05/TRAV/18 « Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère » au groupement SERPE (mandataire) / RAZEL-BEC / VEOLIA, pour un montant de 2 709 199,23 € HT (offre variante, options n° 1 et 4 comprises).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de dix-huit mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **12 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
donation avec Mme Anne JOUBERT
concernant un fonds documentaire dédié à
M. Jean JOUBERT**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté n°2019-0065 du 11 février 2019 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,
- CONSIDERANT :
 - la proposition de donation de Mme Anne JOUBERT à la médiathèque centrale de Montpellier Méditerranée Métropole d'un fonds de documents concernant JEAN JOUBERT constitué de tapuscrits, manuscrits, cartes de notes, correspondances, livres d'artistes, photographies, etc,
- que cette donation permettra d'enrichir les fonds patrimoniaux conservés à la médiathèque centrale Emile Zola,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au don d'un fonds de documents concernant JEAN JOUBERT est conclue entre Mme Anne JOUBERT et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La donation prend effet à la signature de la convention.

ARTICLE 3 : La donation est consentie à titre gracieux.

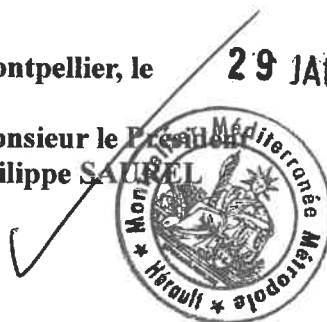
ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 3, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 JAN. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **29 JAN. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 JAN. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un échange foncier sans
soulte entre Monsieur TAPON et
Montpellier Méditerranée Métropole -
Commune de Castelnau-le-lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la décision du Président n° MD 2020-038 du 14 février 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 289 m² à extraire du domaine public sur la commune de Castelnau-le-lez.

- Vu l'estimation des Domaines n°2020-057 V 0302 en date du 12 mars 2020,
- Vu la demande d'échange présentée par Monsieur TAPON, d'une emprise de 289 m² propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, contre une emprise de même superficie à détacher de la parcelle BO 118 lui appartenant, en vue de remembrer sa propriété,

CONSIDÉRANT :

- que la parcelle nouvellement cadastrée BO 213 de 289 m², propriété de la Métropole, n'est pas affectée à l'usage public,
- que cet échange foncier permet à la Métropole de réaménager un cheminement piéton plus cohérent avec les usages sur ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur TAPON la parcelle BO 211 (289 m²) située Lieudit Mas Baduel sur la Commune de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Monsieur TAPON la parcelle BO 213 d'une superficie de 289 m², préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 3 : L'échange foncier m² pour m², est réalisé sans soulte, conformément à l'avis des Domaines en date du 12 mars 2020.

ARTICLE 4 : La parcelle BO 211 sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **16 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°5023A03 de travaux de VRD pour la
liaison du Pup Jardin d'Hélios vers le
Carrefour des Devèzes - Commune de
Cournonterral - Avenant N°2 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux « marchés »,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry Breysse, dans les domaines de la « voirie et l'espace public, et à la mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu la décision n°MD2018-1003 attribuant le marché subséquent n°5023A03 relatif aux travaux VRD pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers le carrefour des Devèzes sur la Commune de Cournonterral à l'entreprise Eurovia sise à Juvignac (34990) pour un montant estimatif de 168 464,51 € HT et pour une durée de 2 mois période de préparation de 30 jours comprise.

- Vu la décision n°MD2019-623 autorisant la signature de l'avenant n°1,

CONSIDERANT :

- Que des aléas sont apparus pour mener à bien les travaux à leur terme, et donc entraîné des travaux en plus-value ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°2 au marché subséquent N°5023A03 avec l'entreprise Eurovia, d'un montant de 9 413,30 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 193 508,35 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant N°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **17 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association AMO
(Architecture et Maîtres d'Ouvrage
Languedoc Roussillon) - Exercice 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **CONSIDERANT** : l'intérêt de l'association AMO (Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon) dont l'objet est de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture, de l'urbanisme et dans l'intégration des programmes à leur environnement ; son rôle dans la conduite d'actions d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées ; son audience régionale et nationale notamment au travers des journées nationales AMO qui contribue au rayonnement de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association AMO Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon dont le montant annuel s'élève à 800 € sans TVA, pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 FEV. 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 13 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public passée
entre l'association MELIES et
MONTPELLIER MEDITERRANEE
METROPOLE pour l'occupation de
locaux au sein de la pépinière d'entreprises
Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice- Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} janvier 2014 passée avec l'association MELIES pour l'occupation d'un bureau d'une surface de 29,42 m², partie du module B220 située au deuxième étage de la pépinière d'entreprises Cap Omega en zone verte,
- Vu la validation de la décision de conclure une nouvelle convention d'occupation par le comité d'agrément en date du 9 octobre 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de continuer à favoriser le financement pour la croissance des jeunes entreprises innovantes en s'appuyant sur les réseaux de Business Angels comme l'association MELIES qui se donne pour mission de proposer à des investisseurs privés de financer collectivement des start-up qualifiées pour leur permettre de se développer,
- **CONSIDERANT** qu'au vu des financements apportés par l'association MELIES aux jeunes entreprises depuis son installation au sein de la pépinière, il convient de renouveler la convention d'occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'occupation en date du 1^{er} janvier 2014 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association MELIES pour l'occupation d'un bureau de 29,42 m², partie du module B220 située au deuxième étage de la pépinière d'entreprises Cap Oméga en zone verte est renouvelée à compter du 1^{er} janvier 2020.

ARTICLE 2 : L'occupation est consentie à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 36 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022. Elle peut prendre fin au gré des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'appui financier apporté par l'association MELIES aux entreprises du BIC, l'occupation est consentie à titre gratuit. Seules les consommations et prestations matérielles utilisées lui seront facturées, selon le tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 4 : La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer la convention d'occupation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service Déplacement / Mobilités

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 de
prolongation des délais d'exécutions du
marché n° 4713UH17 ' Mission d'étude et
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'évaluation du Plan de Déplacements
Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan
de Déplacements Urbains 2020-2030 de
Montpellier Méditerranée Métropole '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports Mobilité »,

- VU la Décision n° MD2018-158 du 03 avril 2018 attribuant le marché n° 4713UH17 « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise TRANSITEC (mandataire) sise 172 - 174 avenue F. Roosevelt, 69500 BRON, pour un montant forfaitaire de 399 075 euros HT (soit 386 825 euros HT la tranche ferme et 12 250 euros HT la tranche conditionnelle), sur une durée de 3 ans porté à l'échéance du 25 avril 2021.

- CONSIDERANT :

- Que l'objet de ce marché porte sur l'élaboration du PDU conformément aux dispositions de l'article L 1214-8 du Code des transports et au Décret n° 2016-753 du 7 juin 2016, suivi de l'élaboration du futur PDU 2020-2030, afin de faire face aux évolutions du territoire et aux transformations du cadre législatif et réglementaire tout en intégrant de nouveaux défis en inscrivant le territoire dans la transition énergétique,

- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 et 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à prix mixtes pour une durée de 3 ans à compter de sa notification,

- Que le marché a été notifié 25 avril 2018,

- Que la réalisation de l'étude du doublet de ligne Nîmes Montpellier - volet Etoile montpelliéraine et valorisation des anciennes voies ferrées est nécessaire pour établir le PDU révisé, et vu que cette étude, objet d'un marché distinct, s'étend sur une durée de 12 mois à compter du 29 avril 2019, il est nécessaire de prolonger les délais d'exécutions, jusqu'au terme du marché.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation des délais d'exécutions du marché n° 4713UH17 « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise TRANSITEC (mandataire) sise 172 - 174 avenue F. Roosevelt, 69500 BRON ; avenant sans incidence sur le montant du marché,

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

Publiée le : 14 FEV. 2020

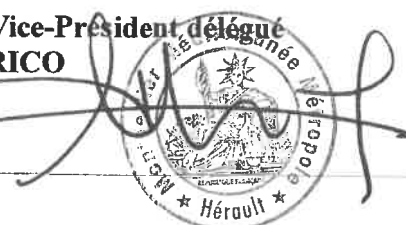
Accusé de réception = Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société GL
BIOCONTROL au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 01 septembre 2013 passée entre la Métropole et la société GL BIOCONTROL pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date 9 septembre 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 28 janvier 2020,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société GL BIOCONTROL, se trouvant dans une perspective d'évolution avec la mise en place de nouveaux produits, n'a pas stabilisé sa croissance ni ses besoins immobiliers, et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société GL BIOCONTROL pour une période de douze mois à compter de du 1^{er} mars 2020 soit jusqu'au 28 février 2021.

ARTICLE 2: A compter du 1^{er} mars 2020, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société GL BIOCONTROL pour la surface totale de 123,00 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 684,89 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative marché de Travaux
n°M8D5159VD pour la réhabilitation des
Points Propreté de Montpellier 'Hôpitaux
Facultés', Montpellier 'Près d'Arènes,
Beaulieu et Saint-Brès - Lots 2, 3A, 3B, 4,
5, 6A, 6B - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

- VU la décision n°2019 – 760 attribuant le marché n°M8D5159VD pour la réhabilitation des Points Propreté de Montpellier « Hôpitaux-Facultés », Montpellier « Près d'Arènes », Beaulieu et Saint-Brès :

- Pour le lot n°1, relatif au « Démantèlement de la plateforme existante du Point Propreté de Beaulieu », à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise ZA LA Biste, CS 70013, 82 rue Jean-Baptiste Calvignac, 34671 Baillargues cedex, pour un montant forfaitaire de 10 296,80 euros HT soit 12 356,16 € TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°1, est de 1 mois hors période de préparation de 1 mois ;
- Pour le lot n°2, relatif à la "Réhabilitation du local agents", à l'entreprise LA METROPOLITAINE DE SERVICES, sise 929 rue d'Alco, BP 7315, 34086 Montpellier cedex 4, pour un montant forfaitaire de 118 740,09 euros HT soit 142 488,11 euros TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°2, est de 4 mois hors période de préparation de 1 mois ;
- Pour le lot n°3A, relatif aux "Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des Points Propreté de Montpellier "Hôpitaux Facultés" et Montpellier "Près d'Arènes"", à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise Route de Lodève, 34990 Juvignac, pour un montant estimatif de 320 052,72 euros HT soit 384 063,27 € TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°3A, est de 4 mois hors période de préparation de 1 mois ;
- Pour le lot n°3B, relatifs aux "Terrassements voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des Points Propreté de Beaulieu et Saint-Brès", à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise ZA LA Biste, CS 70013, 82 rue Jean-Baptiste Calvignac, 34671 Baillargues cedex, pour un montant estimatif de 579 120,30 euros HT soit 694 944,36 euros TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°3B, est de 5 mois hors période de préparation de 1 mois ;
- Pour le lot n°4, relatifs aux "Équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations)", à l'entreprise MP INDUSTRIES SAS, sise 128 chemin de Roman, 13120 GARDANNE, pour un montant forfaitaire de 225 749,80 euros HT, soit 270 899,76 euros TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°4, est de 4 mois hors période de préparation de 1 mois ;
- Pour le lot n°5, relatifs aux "Réseaux secs, éclairage et vidéo protection (ensemble des installations)", au groupement d'entreprises FIMS PROTECTION / REEL MEDITERRANEE, sise 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc club du Millénaire, 34000 Montpellier (entreprise FIMS PROTECTION, mandataire) pour un montant estimatif de 133 754,69 euros HT soit 160 505,63 euros TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°5, est de 4 mois hors période de préparation de 1 mois ;

- Pour le lot n°6A, relatifs aux "Clôtures, portails sur les Points Propreté de Montpellier Hôpitaux-Facultés et Montpellier Près d'Arènes", à l'entreprise SAS BRODU - CLOTURES POUSSINE, sise chemin du Bosc Viel à Mézouls, 34 130 Mauguio, pour un montant estimatif de 22 375 euros HT, soit 26 850 euros TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°6A, est de 3 mois hors période de préparation de 1 mois ;
- Pour le lot n°6B, relatif aux "Clôtures, portails sur les Points Propreté de Beaulieu et Saint-Brès", à l'entreprise SAS BRODU - CLOTURES POUSSINE, sise chemin du Bosc Viel à Mézouls, 34 130 Mauguio, pour un montant estimatif de 40 970 euros HT, soit 49 164 euros TTC, dont le délai d'exécution des travaux, pour le lot n°6B, est de 3 mois hors période de préparation de 1 mois ;

CONSIDERANT :

-qu'il est nécessaire de passer des avenants pour le marché n°M8D5159VD pour la réhabilitation des Points Propreté de Montpellier « Hôpitaux-Facultés », Montpellier « Près d'Arènes », Beaulieu et Saint-Brès, pour prendre en compte la modification de certaines prestations, des montants de travaux et la prolongation des délais d'exécution, concernant les lots n°2, 3A, 3B, 4, 5, 6A et 6B.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 au marché n°M8D5159VD :

- pour le lot n°2, relatif à la "Réhabilitation du local agents", avec l'entreprise LA METROPOLITAINE DE SERVICES, sise 929 rue d'Alco, BP 7315, 34086 Montpellier cedex 4, un avenant d'un montant en moins-value de – 18 230 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 100 510,09 euros HT et de prolongation du délai d'exécution des travaux (2 mois supplémentaires).
- Pour le lot n°3A, relatif aux "Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des Points Propreté de Montpellier "Hôpitaux Facultés" et Montpellier "Près d'Arènes", avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise Route de Lodève, 34990 Juvignac, un avenant d'un montant en moins-value de – 109 062,39 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 210 990,33 euros HT et de prolongation du délai d'exécution des travaux (2 mois supplémentaires).
- Pour le lot n°3B, relatifs aux "Terrassements voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des Points Propreté de Beaulieu et Saint-Brès", avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise ZA LA Biste, CS 70013, 82 rue Jean-Baptiste Calvignac, 34 671 Baillargues cedex, un avenant de prolongation (sans incidence financière) du délai d'exécution des travaux (1 mois supplémentaire).
- Pour le lot n°4, relatifs aux "Équipement de mise en sécurité des quais (ensemble des installations)", avec l'entreprise MP INDUSTRIES SAS, sise 128 chemin de Roman, 13120 GARDANNE, un avenant d'un montant en moins-value de – 23 979,80 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 201 770,00 euros HT et de prolongation du délai d'exécution des travaux (2 mois supplémentaires).
- Pour le lot n°5, relatifs aux "Réseaux secs, éclairage et vidéo protection (ensemble des installations)", avec le groupement d'entreprises FIMS PROTECTION / REEL MEDITERRANEE, sise 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc club du Millénaire, 34000 Montpellier (entreprise FIMS PROTECTION, mandataire), un avenant d'un montant en moins-values de – 1 921,82 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 131 832,87 euros HT et de prolongation du délai d'exécution des travaux (1 mois supplémentaire).

- Pour le lot n°6A, relatifs aux "Clôtures, portails sur les Points Propreté de Montpellier Hôpitaux-Facultés et Montpellier Près d'Arènes", avec l'entreprise SAS BRODU - CLOTURES POUSSINE, sise chemin du Bosc Viel à Mézouls, 34130 Mauguio, un avenant d'un montant en moins-value de – 2 200 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 20 175 euros HT et de prolongation du délai d'exécution des travaux (1 mois supplémentaire).
- Pour le lot n°6B, relatifs aux "Clôtures, portails sur les Points Propreté de Beaulieu et Saint-Brès", avec l'entreprise SAS BRODU - CLOTURES POUSSINE, sise chemin du Bosc Viel à Mézouls, 34130 Mauguio, un avenant de prolongation (sans incidence financière) du délai d'exécution des travaux (1 mois supplémentaire).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **21 FEV. 2020**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété BANCEL -
Parcelles LR 262 et 3 lots 462-472-10
Résidence Le Plein Ciel - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention entre l'ANAH et Montpellier Méditerranée Métropole portant « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et approuvant les termes du traité de concession,

- Vu le traité de concession de renouvellement urbain NPNRU du quartier de la MOSSON signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 ,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner envoyée par Maître MAROUANI, notaire à Palavas-Les-Flots, reçue en Mairie de Montpellier le 18 novembre 2019, concernant la vente par Monsieur Hervé BANCEL, d'un appartement occupé avec cave et place de stationnement, constituant les lots 462-472-10 de la copropriété Le Plein Ciel, cadastrée section LR 262 et 3, au prix de 25.000 €,

- Vu le constat dressé le 15 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Plein Ciel a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que la propriété de Monsieur BANCEL se situe dans la copropriété Le Plein Ciel, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et dans le périmètre couvert par l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération qui prévoit notamment d'intervenir sur le parc de logements privés, dans le cadre du « Plan initiatives copropriétés », par l'acquisition de logements dans des immeubles voués à être démolis ou requalifiés.

- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur Hervé BANCEL est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Hervé BANCEL, un appartement occupé avec cave et place de stationnement, constituant les lots 462-472-10 de la copropriété Le Plein Ciel, cadastrée section LR 262 et 3.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 25.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **07 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SUDRE -
Parcelles LR 12 et 15 lots 569 et 537
Résidence L'Hortus - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention entre l'ANAH et Montpellier Méditerranée Métropole portant « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et approuvant les termes du traité de concession,

- Vu le traité de concession de renouvellement urbain NPNRU du quartier de la MOSSON signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 ,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner envoyée par Maître DAUDET, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 29 novembre 2019, concernant la vente par Monsieur et Madame Hubert SUDRE, d'un appartement occupé avec cave, constituant les lots 569 et 537 de la copropriété L'Hortus 541 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 12 et 15, au prix de 42.000 € en ce compris une commission d'agence de 5.000 €,

- Vu le constat dressé le 15 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence L'Hortus a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que la propriété des époux SUDRE se situe dans la copropriété L'Hortus, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et dans le périmètre couvert par l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération qui prévoit notamment d'intervenir sur le parc de logements privés, dans le cadre du « Plan initiatives copropriétés », par l'acquisition de logements dans des immeubles voués à être démolis ou requalifiés.

- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des époux SUDRE est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur et Madame Hubert SUDRE, composée d'un appartement occupé avec cave, constituant les lots 569 et 537 de la copropriété L'Hortus 541 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 12 et 15.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 42.000 € commission d'agence comprise de 5.000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

0 7 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 0 7 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 7 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété TABARY -
Parcelle LR 33 lots 42-106-180 Résidence
Le Pic Saint Loup - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
 - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
 - Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
-
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
 - Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
 - Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
 - Vu la convention entre l'ANAH et Montpellier Méditerranée Métropole portant « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et approuvant les termes du traité de concession,

- Vu le traité de concession de renouvellement urbain NPNRU du quartier de la MOSSON signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 ,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner envoyée par Maître VEZIAN, notaire à Boujan-sur-Libron, reçue en Mairie de Montpellier le 19 novembre 2019, concernant la vente par Madame Fang TABARY, d'un appartement avec cave et garage, constituant les lots 42-106-180 de la copropriété Le Pic Saint Loup avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 33, au prix de 69.500 € en ce compris 6.930 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 15 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Pic Saint Loup a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que la propriété de Madame TABARY se situe dans la copropriété Le Pic Saint Loup, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et dans le périmètre couvert par l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération qui prévoit notamment d'intervenir sur le parc de logements privés, dans le cadre du « Plan initiatives copropriétés », par l'acquisition de logements dans des immeubles voués à être démolis ou requalifiés.
- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame TABARY est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux d'urgence des parties communes.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Fang TABARY, composée d'un appartement avec cave et garage, constituant les lots 42-106-180 de la copropriété Le Pic Saint Loup avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 33.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 69.500 € en ce compris 6.930 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **07 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux situés au sein du
Corum avec la société Montpellier Events**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Considérant :
 - que dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole organise chaque année la manifestation littéraire « La Comédie du livre », et a sollicité la société Montpellier Events afin de pouvoir bénéficier d'une mise à disposition de locaux à usage de bureaux situés au sein du Corum, afin d'y accueillir l'équipe qui organise la manifestation,
 - que la société Montpellier Events a répondu favorablement à cette sollicitation,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux est conclue avec la société Montpellier Events.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne des locaux à usage de bureaux, situés au sein du Corum, Esplanade Charles de Gaulle, à Montpellier.

ARTICLE 3 : La présente convention prend effet au 14 janvier 2020 et se termine le 30 juin 2020.

ARTICLE 4 : La mise à disposition des locaux objets de la présente convention est consentie à titre gratuit. Une indemnité forfaitaire de 300 €HT par mois sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole au titre des frais occasionnés par la présence du personnel de la Comédie du livre dans ses locaux (chauffage, climatisation, eau, électricité, nettoyage des locaux, participation à la taxe sur les ordures ménagères).

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **07 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'un lot
volume 5, rue du Porche - Commune de
Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Cournonsec n° 4 en date du 22/12/2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- Vu la décision du Président n°D2015-836 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Cournonsec dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaines,

- Considérant la nécessité de déclasser un lot-volume situé au-dessus de voie publique, rue du Porche sur la commune de Cournonsec, afin de permettre au propriétaire de cette habitation de régulariser sa propriété sous forme d'un lot-volume au-dessus du domaine public,
- Considérant que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public dans la mesure où il s'agit d'un lot-volume en nature d'habitation, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'un lot-volume au-dessus de la rue du Porche à Cournonsec, d'une superficie de 18 m², selon les plans du Géomètre-Expert fournis, sachant qu'il s'agit de régulariser une habitation au-dessus de la voie publique.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'un lot-volume au-dessus de la rue Porche à Cournonsec, d'une superficie de 18 m², selon les plans fournis par un Géomètre-Expert.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour numéroté ce lot-volume qui est rattaché à la propriété de l'immeuble d'habitation cadastré AA63 et AA 72, situé 5, rue du porche, et appartenant à Monsieur Jacques NOUGAREDE.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 14 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5024 -
Construction de la station d'épuration de
Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°2 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2018-1122 du 28 décembre 2018 attribuant le marché n°5024 construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier au groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 1 675 000 euros HT et pour une durée d'études et de travaux de 15 mois (hors mise en service et assistance à exploitation) ;

- VU la décision n°MD2019-978 du 3 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 5024 construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 87 820,72 euros HT et prolongeant la durée d'exécution de 5 mois (hors mise en service et assistance à exploitation) ;

CONSIDERANT :

- que des travaux supplémentaires sont apparus nécessaires en cours de chantier suite à une recherche d'eau infructueuse, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 2 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016
- que les travaux supplémentaires entraînent la prolongation des délais d'exécution.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°5024 construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec le groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84510 CAUMONT-SUR-DURANCE, avenant d'un montant de 29 934,98 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 1 792 755,70 euros HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 0,5 mois (pour la phase 2 des travaux).

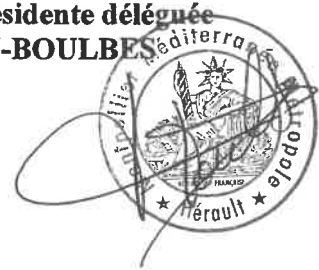
ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 13 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Fixation
judiciaire du prix des parcelles cadastrées
AL 27 et 28 - Baillargues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative au parc multi-glisse Gérard Bruyère à Baillargues signée entre la commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la décision n°MD2019-1167 du 21 janvier 2020,
- CONSIDERANT que dans le cadre de l'aménagement du Parc de Bruyère à Baillargues, il est nécessaire de saisir le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées AL n°27 et n°28 appartenant à l'indivision COLIGNY ARNAUD,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire des prix des parcelles cadastrées section AL n°27 et n°28 sises à Baillargues appartenant à l'indivision COLIGNY ARNAUD.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Xavier HEMEURY.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : 06 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
l'Union des Groupements d'Achats Publics
(UGAP) ayant pour objet la gestion de
flotte pour véhicules industriels, engins
industriels et équipements - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la Commande Publique ;
- Vu l'article 2113-2 du Code susvisé, qui prévoit qu'une centrale d'achat peut passer des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs ;
- Vu l'article L2113-4 du dit Code précisant que les pouvoirs adjudicateurs lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise audit code, sont dispensés de leurs obligations de mise en concurrence ;
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la

préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole ;

- CONSIDERANT que suite au transfert de la compétence voirie, Montpellier Méditerranée Métropole possède désormais un parc d'engins spécifiques nécessitant un entretien régulier pour la parfaite réalisation de leurs missions de service public ;

- que l'entretien, le contrôle et les réparations de ces engins relèvent d'une complexité technique particulière ;

- que l'Union Générale Acheteurs Publics (UGAP) a conclu un accord-cadre (n°771751) avec la Société Fatec Group ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements pour une durée de 48 mois à compter du 14/12/2018 soit jusqu'au 13/12/2022 ;

- que la Métropole a des besoins portant sur la gestion d'une flotte automobile estimée à 13 engins (véhicules et engins industriels, équipements de Montpellier Méditerranée Métropole), la liste étant modifiable à tout moment ;

- que la convention permettra l'accès à un marché subséquent à bons de commande relatif à cet accord cadre sans minimum ni maximum d'une durée minimale d'engagement de 30 mois (renouvelable 3 fois 6 mois). Le montant estimatif des frais de gestion pour la période initiale (30 mois) est de 5 301 € HT, le coût des réparations pour cette période est estimé à 150 000 € HT ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à adhérer à la convention de l'Union Générale des Acheteurs Publics permettant l'accès au marché subséquent relatif à l'accord cadre ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements.

ARTICLE 2 : La convention est passée pour une durée initiale de 30 mois (renouvelable 3 fois 6 mois). Le montant estimatif des frais de gestion, issus du marché subséquent pour cette période initiale (30 mois) est de 5 301 € HT, le coût des réparations étant estimé à 150 000 € HT.

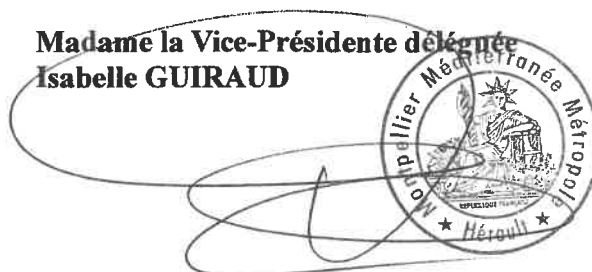
ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal, budgets Annexes et tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de fonction est autorisée à signer notamment la convention visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 17 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation de la
convention d'occupation temporaire du
domaine public de Montpellier
Méditerranée Métropole avec la société du
journal Midi Libre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°M2019-392 du 23 juillet 2019 autorisant la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société du journal Midi Libre pour la distribution d'un journal gratuit d'informations « CNEWS Matin Montpellier Plus » sur le réseau de transport à compter du 1^{er} septembre 2019 pour une durée de 1 an,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,

CONSIDERANT que la société du journal Midi Libre souhaite mettre fin à la convention suite à l'arrêt de l'exploitation et de la distribution du quotidien CNEWS à Montpellier au 31 décembre 2019.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'occupation temporaire du domaine public autorisant la distribution d'un journal gratuit d'informations « CNEWS Matin Montpellier Plus » sur le réseau de transport en commun est résiliée au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : La redevance correspondant au 4 mois d'occupation pour l'année 2019, soit 3 912,80 euros TTC, a été perçue.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 FEV. 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 0 6 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **0 6 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire d'un terrain
cadastré section RA n°1, au profit de la
société Ecosystème-prod qui produit
l'Ecocirque Bouglione - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, et
- Vu le projet de contrat de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Ecosystème-prod, domiciliée 9 rue Parrot à Paris (75012), représentée par son Président Monsieur André Joseph Bouglione, à occuper temporairement la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier, pour une contenance de 9 888 m², sous condition de remise en état,

CONSIDÉRANT : que la société Ecosystem-Prod souhaite utiliser ce terrain pour installer l'Ecocirque Bouglione et des équipements annexes, à l'occasion des spectacles de cirque, des animations, conférences, programme pédagogique, concert et stands commerçants pour une période allant jusqu'au 12 juin 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société Ecosystem-Prod, représentée par son Président Monsieur André Joseph Bouglione, une convention portant occupation temporaire de la parcelle cadastrée section RA n° 1 lieu dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier, pour une contenance de 9 888m², sous condition de remise en état.

ARTICLE 2 : Le contrat est conclu pour une durée de 89 jours, à savoir du 16 mars 2020 au 12 juin 2020.

ARTICLE 3 : Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 40 €, soit 3 560 € au total pour la période concernée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4929EP17 -
Aménagement de la rue du faubourg
Figuerolles dans le cadre du Plan de
Rénovation Urbaine Montpellier Centre
(Voies de desserte des ilots d'interventions
prioritaires) - Lot 4 Réseaux humides -
Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- Vu la décision n°MD2018-318 du 24 avril 2018 attribuant le marché n°4929EP17 - Aménagement de la rue du faubourg Figuerolles dans le cadre du Plan de Rénovation Urbaine Montpellier Centre (Voies de desserte des ilots d'interventions prioritaires) – Lot 4 Réseaux humides à la société

MALET SA sise 18 rue des Cabernets – ZAC de la Louvade – 34130 MAUGUIO, pour un montant de 692 320 euros HT et pour une durée de 35 semaines.

CONSIDERANT :

- que des travaux supplémentaires sont apparus nécessaires pendant la période de préparation afin de mettre en sécurité l'ensemble du matériel tout au long du chantier, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 6 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;

- que les montants estimés au marché initial doivent être ajustés aux quantités réellement exécutées.

- L'avis préalable de la Commission d'Appel d'Offres du 03/03/2020,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4929EP17 « Aménagement de la rue du faubourg Figuerolles dans le cadre du Plan de Rénovation Urbaine Montpellier Centre (Voies de desserte des îlots d'interventions prioritaires) – lot 4 Réseaux humides à la société MALET SA sise 18 rue des Cabernets – ZAC de la Louvade – 34130 MAUGUIO, avenant d'un montant de 87 701,32 euros HT (+12,67%) portant le nouveau montant du marché à 780 021,32 euros HT.

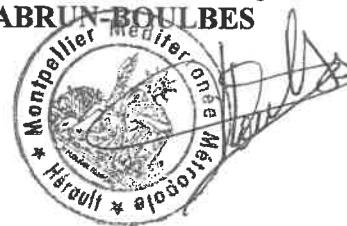
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**



Publiée le : 16 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **16 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt et à l'octroi
d'une autorisation d'urbanisme par la Ville
de Montpellier pour la réalisation d'un
groupe scolaire sur le site du CRR - rue
Candolle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- Vu la délibération du Conseil municipal n° V2018-257 du 17 juillet 2018, décidant la réalisation d'une école primaire sur le site de l'actuel Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR), propriété métropolitaine située rue Candolle à Montpellier,
- CONSIDERANT que le Conservatoire à Rayonnement Régional a vocation à déménager avant la fin de l'année 2020,
- CONSIDERANT la nécessité pour la Ville de Montpellier de déposer une autorisation d'urbanisme en vue du changement d'affectation des lieux pour réaliser un groupe scolaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Montpellier à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation d'un groupe scolaire sur

la propriété métropolitaine constituant le site actuel du Conservatoire à Rayonnement Régional situé rue Candolle à Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 14 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°M9B0095MG ' Achat et livraison de
fournitures d'imprimerie pour les services
de Montpellier Méditerranée Métropole '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet l'achat et la livraison de fournitures d'imprimerie pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'une procédure adaptée a été lancée pour un marché de fournitures sans allotissement ni tranche n°M9B0095MG « Achat et livraison de fournitures d'imprimerie pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole », conformément aux dispositions des articles R2123-1 du Code de la Commande Publique,
- que les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum annuel de 20 000 euros HT pour la durée initiale du marché passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé,
- que la durée du marché est de 1 an reconductible 3 fois à compter de sa notification,
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - . Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 70%
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique : 30%
- qu'après analyse, l'offre de la société IMPRIMERIE BONNIOL est l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9B0095MG « Achat et livraison de fournitures d'imprimerie pour les services de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société IMPRIMERIE BONNIOL, sise 126 rue Claude François 34080 Montpellier, pour un montant sans minimum et un maximum annuel de 20 000 euros HT pour la durée initiale du marché d'une durée d'1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal, les budgets Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 FEV. 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 24 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée A 2974 auprès des époux
GALAUP, située rue des Poudrouzes -
Commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des époux GALAUP sur les termes de la négociation en date du 30 janvier 2020,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle A 2974 d'une superficie de 116 m², déjà aménagée en voirie, située rue des Poudrouzes sur la commune de Sussargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux GALAUP, la parcelle cadastrée A 2974 d'une superficie de 116 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 60€/m², soit un montant total de 6 960€ (*six mille neuf cents soixante euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des espaces
extérieurs résidence l'Alba rue des
Casseyrols Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté de délégation de signature n° M2020-0050 de Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services ;
- Vu la demande d'ACM Habitat pour céder les emprises extérieures autour de la résidence « Alba » située rue de Casseyrols et rue des Eucalyptus sur la commune de Montpellier, à un euro pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la vocation publique de ces espaces,
- Vu la délibération d'ACM Habitat en date du 23 janvier 2020 validant la cession des espaces extérieurs de la résidence « l'Alba », rue de Casseyrols à Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Considérant les aménagements de voirie à prévoir rue de Casseyrols et rue des Eucalyptus, notamment la création de cheminements piétons sécurisés sur des emprises à extraire de la propriété d'ACM Habitat,
- Considérant qu'il convient d'acquérir plusieurs parcelles à proximité de la résidence « l'Alba » située rue de Casseyrols à Montpellier, à extraire des parcelles MT 154 et MT 446, ainsi que la parcelle MT 447 en totalité, pour intégration au domaine public métropolitain,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès d'ACM Habitat, les espaces extérieurs autour de la résidence « l'Alba » à extraire des parcelles cadastrées MT 154 et MT 446, ainsi que la parcelle MT 447 en totalité, soit une emprise d'une superficie totale de 7327 m² environ située rue de Casseyrols et rue des Eucalyptus à Montpellier, afin de l'intégrer au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.05.2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 05.05.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05.05.2020

Réception en Préfecture : 05.05.2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0122AT relatif aux travaux
d'aménagement de l'avenue de la Croix de
Mounie à Saint-Drézéry - Attribution du
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public »,

- Vu la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

- CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounie à Saint Drézéry sont nécessaires,

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 3 « Secteur Est » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 2 mois (hors période de préparation de 3 semaines),

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60%

° Valeur technique au regard du mémoire technique – 40%

- qu'après analyse, l'Entreprise Eiffage Route Méditerranée sise RD613 – Lieudit Le Devès à Saint Jean de Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9D0122AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue de la Croix de Mounie à Saint-Drézéry à l'entreprise Eiffage Route Méditerranée, pour un montant estimatif de 198 216,16€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 2 mois (hors période de préparation de 3 semaines).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **17 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles TO 183 / TO 184 / TP 122 / TP
125 / TP 128 - Allée de l'Agave, allée du
Chêne vert, prolongement rue des
Noisetiers - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement ou le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Considérant l'intérêt à poursuivre la liaison piétonne permettant l'accès au Parc Malbosc ainsi que la perméabilité aux modes de circulation douce,
- Considérant l'accord de la société FDI Promotion en date du 12 mars 2020, acceptant la cession des parcelles TO 183 (287 m²) TO 184 (246 m²) TP 122 (17 m²) TP 125 (21 m²) et TP 128 (281 m²) pour une superficie totale de 852 m², à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société FDI Promotion domiciliée à Montpellier, les parcelles TO 183 (287 m²) TO 184 (246 m²) TP 122 (17 m²) TP 125 (21 m²) et TP 128 (281 m²) situées allée de l'Agave, allée du Chêne vert, prolongement rue des Noisetiers, conformément aux négociations menées, pour intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

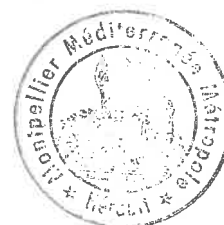
ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles BW439 et BW221
rue du Faubourg Saint Jaumes -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des copropriétaires réunis en Assemblée Générale en date du 25 février 2020, représentés par le syndic Solgim Agret, pour céder les parcelles cadastrées BW 221 et BW 439 d'une contenance respective de 14m² et de 140 m², situées rue du Faubourg Saint-Jaumes à Montpellier, à l'euro symbolique,
- Considérant qu'il convient d'acquérir ces deux parcelles nécessaires à l'élargissement de la rue du Faubourg Saint-Jaumes sur la commune de Montpellier, pour une superficie totale de 154 m²,

- Considérant que les parcelles objet de la cession ont été transférées au bénéfice des copropriétaires par le promoteur, propriétaire initial de ces emprises,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires représentés par Solgim Agret syndic, les parcelles cadastrées BW 221 et BW 439 d'une contenance respective de 14 m² et de 140 m², afin d'élargir le trottoir rue du Faubourg Saint-Jaumes sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie au prix de un euro avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Cette décision annule et remplace la décision métropolitaine n° MD2019-873 en date du 19 septembre 2019, compte tenu du changement de l'identité du propriétaire cédant.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIADX dans le
Biopôle Euromédecine à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Biopôle Euromédecine à Grabels : la société DIADX, représentée par Monsieur Thierry DRUGEOT a pour activité le diagnostic médical.
Elle est candidate à la sous-location d'une partie des locaux de la société ALCEDIAG : soit un espace de laboratoire de 12,5m² à CAP DELTA, un espace bureau dans la pièce 105 à CAP GAMMA et une partie du laboratoire L2, pièce 219 à CAP DELTA à compter du 6 janvier 2020, pour une durée de 12 mois.
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIADX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 FEV. 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 13 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée KO 202 Avenue d'Assas
- Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Hérault Logement / Territoire 34 en date du 3 février 2020 pour céder la parcelle cadastrée KO 202 d'une contenance de 94 m² située avenue d'Assas à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant qu'il convient d'acquérir cette parcelle en vue de l'élargissement du trottoir avenue d'Assas à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Hérault Logement / Territoire 34 ou toute autre société se substituant à elle, la parcelle cadastrée KO 202 d'une contenance de 94 m² située avenue d'Assas à Montpellier, afin d'élargir le trottoir au droit de l'opération immobilière.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BM 175 (101 m²) rue Pasteur
Commune de Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu l'accord de Monsieur PORTAL François, Monsieur PORTAL Emmanuel et Madame PORTAL Véronique, par courrier en date du 20 janvier 2020, pour céder la parcelle BM 175 d'une superficie de 101 m², située rue Pasteur sur la commune de Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur PORTAL François, Monsieur PORTAL Emmanuel et Madame PORTAL Véronique, la parcelle BM 175 d'une superficie de 101 m², située rue Pasteur sur la commune de Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **21 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **21 FEV. 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'estimer en justice "Procédure
D'expulsion gens du voyage TGI - Parking
lycée Mendès France"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu l'occupation sans autorisation par un groupe de gens du voyage des parcelles cadastrées SM n°46, 47 et 49 sises à proximité du Lycée Mendès France à Montpellier,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande instance tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation les parcelles cadastrées SM n°46, 47 et 49 sises à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **06 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un marché
n°M9B0133DM - Exploitation et
Maintenance du parking du Vicarello à
Castelnau-le-Lez - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique pour toutes les procédures lancées à compter du 1^{er} avril 2019,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et Mobilité »,

- CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la mission de gestion des parkings en ouvrage assurée par la direction des Mobilités, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées l'exploitation et la maintenance du parking Le Vicarello à Castelnau-le-Lez ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article du code de la commande publique sous la forme d'un marché de procédure adaptée ouverte pour une durée de 2 ans;

- que la consultation avait pour objet la maintenance et l'exploitation du parking Le Vicarello, et que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique 40 %
- Prix des prestations 60 %

- qu'après analyse, l'entreprise suivante, présente l'offre économiquement avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation, a été choisie pour le marché n°M9B0133DM d'Exploitation et Maintenance du parking du Vicarello à Castelnau le Lez: Effia Stationnement : 20, rue le Peletier 75 320 Paris.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0133DM d'Exploitation et Maintenance du parking du Vicarello à Castelnau le Lez à l'entreprise Effia Stationnement, pour un montant de 79 600 € HT. Le marché prend effet à compter du 1^{er} avril 2020. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 2: De dire que la dépense est prévue sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

Publiée le : **12 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BS 550 - angle rue Henri Dunant
& rue du Professeur Grasset - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant la nécessité de créer un pan coupé à l'angle des voies dénommées « rue Henri Dunant » et « rue du Professeur Grasset » au droit de l'opération « Alto » afin d'améliorer le cheminement piéton devant la parcelle BS 266,
- Considérant l'accord de la société SOGEPROM Sud Réalisations en date du 04 novembre 2019, acceptant la cession de la parcelle BS 550 (2 m²) à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société SOGEPROM Sud Réalisations domiciliée 80 place Ernest Granier à Montpellier, la parcelle BS 550 (2 m²), en vue de la création d'un pan coupé pour améliorer le cheminement piéton à l'angle des voies « rue Henri Dunant » et « rue du Professeur Grasset » et intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles DR 583 et DR 619 - Rue de
Centrayrargues - Rue Xavier Montrouzier
- Rue de la Métairie de Sayset - Commune
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement ou le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu les plans d'alignement annexés au Plan Local d'Urbanisme des voies dénommées « rue de Centrayrargues » et « rue de la Métairie de Sayset » applicables à la parcelle DR 292,

CONSIDÉRANT :

- l'intérêt à créer une nouvelle voie de liaison entre la rue de Centrayrargues et la rue Métairie de Sayssset, afin de fluidifier la circulation sur ce secteur en pleine mutation,

- l'accord de l'ASL de CENTRAYRARGUES en date du 12 décembre 2019, acceptant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles DR 583 (1 262 m²) et DR 619 (1 902 m²) situées à Montpellier, à l'euro symbolique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL de CENTRAYRARGUES domiciliée à Montpellier, les nouvelles parcelles cadastrées DR 583 (1 262 m²) et DR 619 (1 902 m²) situées rue de Centrayrargues, rue Xavier Montrouzier et rue de la Métairie de Sayssset, en application des plans d'alignement et des négociations menées pour intégrer au domaine public métropolitain des emprises de voiries.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises de voies.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21. FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°02CR19 de
conception - Réalisation relatif aux
équipements de Téléski nautique du parc
Gérard-Bruyère - Désignation du jury -
Prise en charge des frais éventuels de
participation des personnes qualifiées -
Fixation des primes allouées aux candidats
- Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives » et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
- Vu la délibération n° 12205 en date du 22 avril 2014, relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO),
- Vu la délibération n°M2019-800 en date du 18 décembre 2019, relative au transfert du parc Gérard-Bruyère de la Ville de Baillargues à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, par laquelle est confié par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Baillargues le soin de préparer et passer la procédure d'attribution du marché de conception-réalisation relatif aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère,

CONSIDÉRANT :

- l'obligation, conformément à l'article R. 2171-16 modifié du code de la commande publique, de désigner un jury chargé, dans le cadre de la passation d'un marché de conception-réalisation :
 - d'examiner les candidatures et de formuler un avis motivé sur la liste des candidats à retenir ;
 - d'examiner les prestations remises par les candidats, de les auditionner et de formuler un avis motivé sur ces offres,
- que Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est Président de droit du jury et peut, par arrêté, désigner la personne chargée de le représenter dans cette fonction,
- l'obligation pour le Président du jury de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- l'obligation de prévoir, en contrepartie des prestations remises, une prime, allouée aux candidats sélectionnés et admis à remettre une offre,
- que par délibération n°DLM 2019-101 du 16 octobre 2019 relative au lancement de la procédure de passation du marché n°02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère, le conseil municipal de Baillargues a décidé « d'allouer une somme de 500 € TTC maximum à titre d'indemnité par personnalité qualifiée par séance de commission nécessitée par cette procédure » et a approuvé « le principe du versement d'une prime pour un montant maximum de 6 000 € TTC par candidat ayant satisfait aux conditions techniques de la remise de prestations fixées dans les documents de la consultation ».

D É C I D E

ARTICLE 1 : Le jury est composé des membres élus de la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sont en outre désignés pour siéger au sein de ce jury au titre des membres titulaires ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats :

- Monsieur Damien CLET, gérant de la société WATER JUMP FRENZY PALACE ;
- Madame Lorenza BANDINI, Ingénieur Structure, EGE INGÉNIERIE ;
- Madame Hajibat NIARAT, Responsable du Service Bâtiment, Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Madame la Trésorière Principale Municipale et le représentant du Ministre chargé de la concurrence pourront, s'ils sont invités, participer avec voix consultative aux réunions du jury.

Les frais de participation des personnes qualifiées aux travaux du jury (500 € TTC maximum à titre d'indemnité par personnalité qualifiée et par séance du jury) seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Une prime d'un montant maximum de 6 000 € TTC pourra être versée, sur proposition du jury, à l'issue de la procédure de consultation, à chaque candidat ayant satisfait aux conditions techniques de la remise de prestations fixées dans les documents de la consultation.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES

Publiée le : **11 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

11 FEV. 2020



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'aliénation de la
parcelle BS 556, au profit de Monsieur
Jacques GRAS, rue de la Garenne -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- Vu la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision du Président n° MD2019-987 en date du 05 novembre 2019, relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie située rue de la Garenne à Montpellier,
- Vu l'avis de France Domaine du 09 octobre 2019, référence n° 2019.172V1238,
- Vu l'accord de Monsieur Jacques GRAS en date du 08 janvier 2020, acceptant les modalités de transfert de propriété de cette emprise de voirie,

- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend une parcelle nouvellement cadastrée BS 556 pour 10 m², préalablement désaffectée et déclassée, à Monsieur Jacques GRAS, domicilié 239 chemin du Mas David, à Vézénobres (30360), conformément au prix fixé par France Domaine, à savoir 30€/m² soit 300 € (trois cents euros) pour 10 m².

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 21 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
gestion et d'entretien des espaces verts
publics entre Montpellier Méditerranée
Métropole, les communes du Pôle Vallée du
Lez et les associations de quartier et
syndicales libres**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'approuver la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ; et celle d'autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agro-naturel ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et l'Espace public, Mixité dans le Parc de Logement Social Public » ;

CONSIDERANT :

- que le Pôle Vallée du Lez de Montpellier Méditerranée Métropole, les associations de quartiers et les associations syndicales libres des communes du pôle, se sont rapprochés, pour convenir de la signature d'une convention de gestion et d'entretien des espaces verts publics à des fins d'embellissement et d'amélioration du cadre de vie,

- que cette convention porte sur l'entretien courant (arrosage, taille des haies et des arbustes, tonte et débroussaillage) ainsi que l'autorisation de plantation sur le domaine public selon la procédure établie,

- que cette convention est établie pour une durée d'un an à partir de la date de signature et reconductible par tacite reconduction 4 fois maximum.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que les associations de quartier et les associations syndicales libres des communes du Pôle Vallée du Lez pourront, si elles le souhaitent, signer une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion et l'entretien des espaces verts publics à des fins d'embellissement et d'amélioration du cadre de vie.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **13 MARS 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BM 162 située rue des Ecoles
Commune de Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu l'accord de Monsieur CABASSUT Gérard et Monsieur CABASSUT Mathieu, propriétaires en indivision, par courrier en date du 17 décembre 2019, pour céder la parcelle BM 162 d'une superficie de 118 m², située rue des Ecoles à Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur CABASSUT Gérard et Monsieur CABASSUT Mathieu, la parcelle BM 162 d'une superficie de 118 m², située rue des Ecoles sur la commune de Saint-Jean de Védas, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Commune de Montpellier dans le cadre de
la phase 2 d'extension du réseau Très Haut
Débit**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique »,
- **CONSIDÉRANT :**
 - que dans un souci de rationaliser les marchés publics et de réaliser des économies d'échelle, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier en vue de la passation dans le cadre de la phase 2 d'extension du réseau très haut débit les marchés publics suivants :

- Maîtrise d'œuvre
 - Travaux relatif à la phase 2 d'extension du réseau très haut débit et la maintenance associée.
- qu'à ce titre, pour chacun des marchés listés, une procédure commune de mise en concurrence sera lancée,
- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appels d'Offres sera celle du groupement. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour classer les offres et choisir celle économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal et tous les budgets annexes.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 FEV. 2020**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **24 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de marché
n°M9D0091AT de nettoyage de l'espace
public métropolitain des communes de
Castelnau-le-Lez, Pérols et Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,

CONSIDERANT :

- que les prestations de nettoyage de certaines parties de l'espace public sur les communes de Castelnau-le-Lez, Pérols et Lattes doivent être couvertes par un marché public ;

- qu'une procédure d'appel d'offre a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire, forfaitaire, pour une durée d'un an reconductible quatre fois par périodes successives de six mois, et alloti de la manière suivante :

- Lot 1 : Castelnau-le-Lez
- Lot 2 : Pérols – centre-ville
- Lot 3 : Lattes – divers secteurs
- Lot 4 : Lattes – marché dominical
- Lot 5 : Voirie ex-communautaire

- que dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, une clause obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi a été prévue au marché qui comporte également des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112-2 à L2112-4 du Code de la commande publique selon lesquelles le titulaire devra procéder à une reprise du personnel employé par le précédent prestataire ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des cinq lots étaient les suivants :

- ° Valeur technique au regard du mémoire technique, à hauteur de 60%
- ° Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire, à hauteur de 40% ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 04/02/2020 a classé les offres et choisi pour chacun des lots, l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Lot 1 : Castelnau-le-Lez : Société Méditerranéenne de Nettoyement
- Lot 2 : Pérols – centre-ville : SAS Océan
- Lot 3 : Lattes – divers secteurs : Société Rocheblave
- Lot 4 : Lattes – marché dominical : SAS Océan
- Lot 5 : Voirie ex-communautaire : SAS Océan

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer les différents lots du marché n°M9D0091AT de nettoyage de l'espace public métropolitain de communes de Castelnau-le-Lez, Pérols et Lattes de la manière suivante :

- Lot 1 : Castelnau-le-Lez : attribué à la Société Méditerranéenne de Nettoyement, pour un montant forfaitaire de 3 485 736, 00 € HT, toutes reconductions comprises,

- Lot 2 : Pérols – centre-ville : attribué à la SAS Océan, pour un montant forfaitaire de 839 868, 85 € HT, toutes reconductions comprises,

- Lot 3 : Lattes – divers secteurs : attribué à la société Rocheblave, pour un montant forfaitaire de 315 252, 00 € HT, toutes reconductions comprises,

- Lot 4 : Lattes – marché dominical : attribué à la SAS Océan, pour un montant forfaitaire de 95 919, 72 € HT, toutes reconductions comprises,

- Lot 5 : Voirie ex-communautaire : attribué à la SAS Océan, pour un montant forfaitaire de 339 501, 24 € HT, toutes reconductions comprises.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer en premier l'exécution des prestations lui incombant. Sa durée est d'un an reconductible quatre fois par période successive de six mois, soit une durée totale de trois ans reconductions comprises.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

**Pour le Vice-Président
Par délégation**

Nadame Jackie GALABRON - BOUBES

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MARS 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
convention d'occupation du domaine
public relative au Hangar Théâtre
conclue avec l'association Ecole Nationale
Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, et d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- Vu la délibération n°2019-524 du conseil métropolitain en date du 30 septembre 2019 approuvant la conclusion et la signature de la convention d'occupation du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon (ENSAD) relative à la mise à disposition au bénéfice de cette dernière du Hangar Théâtre, situé 3 rue Nozeran, à Montpellier,

- Considérant :

- que les modalités de prise en charge des fluides consommés par l'ENSAD dans le cadre des activités qu'elle développe au sein du Hangar Théâtre doivent être redéfinies,
- que cette démarche nécessite la conclusion d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public susmentionnée,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative au Hangar Théâtre, joint en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que l'ensemble des fluides consommés par l'ENSAD dans le cadre des activités qu'elle développe au sein du Hangar Théâtre seront désormais pris en charge directement par cette dernière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAGREL



Publiée le : 05 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société Cellnex France - Dispositif
d'antennes Stade GGL

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que celle d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;
- Vu la délibération n°14632 du 17 mai 2017 ayant pour objet l'implantation de relais de téléphonie mobile sur les immeubles propriétés de la Métropole, la mise en place de conventions types d'occupation du domaine public ainsi que la fixation des redevances annuelles d'occupation, leurs modalités d'actualisation et les modalités de renouvellement des conventions ;

- CONSIDERANT :

- que la société Cellnex France SAS, immatriculée sous le numéro 821460102 au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, dont le siège social est situé 1 avenue de la Cristallerie, 93310 Sèvres, a notamment pour objet social la gestion et l'exploitation de sites points hauts afin de fournir des services d'accueil aux opérateurs de communications électroniques ou/et audiovisuels avec lesquels elle est liée par des contrats de services. Lesdits opérateurs, clients de CELLNEX France, se sont vus confier une mission d'intérêt public en vue de la fourniture des services de communications électroniques ou audiovisuels avec, comme sujétion, l'obligation de garantir la continuité des services considérés. A ce titre, CELLNEX France souhaite disposer d'un droit d'occupation sur des emplacements destinés à l'exploitation d'équipements techniques dédiés à ces services de communication ;

- que la société Cellnex France a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'installer un dispositif d'antennes sur un terrain situé à Montpellier au 500 avenue de Vanières, Stade GGL et cadastré numéro 0035 section PD susceptible de servir de site d'émission réception.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société Cellnex France signent une convention d'occupation temporaire du domaine public concernant l'installation d'un dispositif d'antennes à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : Le lieu d'implantation est situé sur un terrain cadastré numéro 0035 section PD situé au 500 avenue de Vanières, stade GGL à Montpellier.

ARTICLE 3 : La convention est consentie pour une redevance annuelle d'occupation dont le montant est évaluée à 13 000 euros nets toutes charges incluses (valeur 2019), conformément aux montants de redevance par zone votés par le Conseil de Métropole.

ARTICLE 4 : La convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, renouvelable deux fois 5 ans de manière expresse par courrier du représentant de l'Autorité Territoriale.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et ACM-Office
Public de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole - Local avenue
François Delmas à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de louer des locaux à usage de stockage d'archives liées à ses activités d'intérêt général,
- que ACM-Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 407 avenue du professeur E. Antonelli à Montpellier, dispose d'un local vacant situé Résidence Suzanne Valadon – 25 rue François Delmas, 34 000 Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec ACM-Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le contrat a pour objet la prise à bail par Montpellier Méditerranée Métropole d'un local de 120 m² environ, en rez-de-chaussée de la Résidence « Suzanne Valadon », sise 25 rue Delmas à Montpellier (34000).

ARTICLE 3 : Le contrat est accepté et prend effet à compter de sa signature pour s'achever au plus tard le 30 novembre 2025 et pourra être prolongée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle, ne pouvant cependant excéder une période de 12 années.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du loyer, payable trimestriellement, est de 20 440,92 euros HT (TVA en sus au taux en vigueur).

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0099EP
de création et renouvellement des joints
d'ouvrages d'art sur le Pôle Territorial de
Montpellier
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux pour la création et le renouvellement des joints des ouvrages d'art sur le pôle Territorial de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R 2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

°Valeur technique 60%

°Prix 40%

- qu'après analyse, l'entreprise RCA sise 545 ZI Saint-Maurice à Manosque présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9D0099EP - création et de renouvellement des joints des ouvrages d'art sur le pôle Territorial de Montpellier à l'entreprise RCA, pour un montant global et forfaitaire de 202 780 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSER

Publiée le : **21 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant N°4 au
marché 5081AT18 relatif aux travaux de
réaménagement de l'Avenue de Fontcaude
à Juvignac - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logements sociaux public,
- Vu le marché N°5081AT18 – Lot 1, relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant de 1 327 711,68 € HT,

- Considérant :
- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des travaux supplémentaires ont été nécessaires et notamment le raccordement du réseau de drainage sur le réseau EP, le raccordement du réseau existant sur le réseau neuf et l'extension du réseau EP en interface entre phases ;
- que ces modifications ont nécessité l'ajout de prix nouveaux, notifiés par ordre de service N°6 ;
- que le marché de travaux, et notamment le lot N°1 a été notifié le 15 octobre 2018, pour un délai d'exécution des travaux de la phase 3 de 7,5 mois à compter de l'OS de démarrage, période de préparation comprise et un délai d'exécution de la phase 4 de 5 mois à compter de l'OS de démarrage, période de préparation comprise ; le délai d'exécution de la phase 3 a été prolongé de 17 jours par avenant N°2 ;
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°4 au marché n°5081AT18 – Lot N°1 relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant en plus-value de 9 411,04 € HT, soit une augmentation de 14,85 % par rapport au marché initial toutes modifications contractuelles confondues (avenants 1, 2, 3 et 4).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



12 MARS 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion à
l'association des villes et collectivités pour
les communications électroniques et
l'audiovisuel - AVICCA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- Vu l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel, AVICCA dont l'objectif est de promouvoir et développer l'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit,
- Vu le tarif de l'adhésion 2020 à 7 200€ HT (TVA à 0%) pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 400 000 et 500 000 délibérée en conseil d'administration du 2 juillet 2019 du 28 novembre 2019 de AVICCA. Sous réserve du maintien du montant de la cotisation avec une évolution plafonnée à 2% par an,

- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion pour une durée d'un an reconductible de manière tacite deux fois à AVICCA pour le l'internet Très Haut Débit,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le renouvellement de l'adhésion pour l'année 2020 à l'Association AVICCA au tarif annuel de 7 200 € HT (TVA à 0 %) conformément aux statuts de l'association. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des conseil d'administration de l'association est Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M8D0027EP de fourniture de matériel et
de pièces détachées d'éclairage public (lots
1 à 9)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications(avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public,
- Vu la décision n°2019-776 attribuant les lots n°1 à 9 du marché M8D0027EP de fourniture de matériel d'éclairage public aux entreprises suivantes sur la base d'un accord-cadre sans minimum ni maximum et pour une durée de 4 années :
 - > Lot 1 : entreprise MPB ;

- > Lot 2 : entreprise CGED ;
- > Lot 4 : entreprise VALMONT ;
- > Lot 5 : entreprise PORTAL ;
- > Lot 6 : entreprise COMATELEC ;
- > Lot 7 : entreprise REXEL ;
- > Lot 8 : entreprise RAGNI ;
- > Lot 9 : entreprise REXEL.

- CONSIDERANT:

- Que la décision n°2019-776 autorisant la signature du marché n°M8D0027EP comporte une erreur matérielle relative à l'imputation budgétaire du marché qu'il convient de modifier,
- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à au marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

DECIDE:

ARTICLE 1: La présente décision modifie la décision n°2019-776 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire et précise que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la décision et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

Publiée le : **17 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°5108EP18 de fournitures de mâts
d'éclairage public de type "boulevards
urbains" pour le territoire de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications(avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu la décision n°2018-752 attribuant le marché 5108EP18 de fourniture de fournitures de mâts d'éclairage public de type « boulevards urbains » pour le territoire de la Métropole à l'entreprise TECHNILUM, pour un montant estimatif annuel de 60 930€ HT pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

- CONSIDERANT:

- Que la décision n°2018-752 autorisant la signature du marché n°5108EP18 comporte une erreur matérielle relative à l'imputation budgétaire du marché qu'il convient de modifier.
- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées au marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

DECIDE:

ARTICLE 1: La présente décision modifie la décision n°2018-752 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire et précise que les dépenses liées au marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la décision et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **17 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°4287EP17 de fourniture de lanternes
d'éclairage public à led de type tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications(avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public,
- Vu la décision n°2017-848 attribuant le marché 4287EP17 de fourniture de lanternes d'éclairage public à led de type tramway à l'entreprise RAGNI, marché sans minimum ni maximum et pour une durée d'un an renouvelable 3 fois,

- CONSIDERANT:

- Que la décision n°2017-848 autorisant la signature du marché n°4287EP17 comporte une erreur matérielle relative à l'imputation budgétaire du marché qu'il convient de modifier.
- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées au marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

DECIDE:

ARTICLE 1: La présente décision modifie la décision n°2017-848 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire et précise que les dépenses liées au marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la décision et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **17 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 2 855 m²
angle avenue Georges Frêche et de
Figuères - Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu les photos constatant la désaffectation de cette emprise, qui correspond à une ancienne voirie,
- **CONSIDERANT :**
 - que dans le cadre de l'aménagement d'un pôle autonomie de santé, il est nécessaire de déclasser une emprise d'une ancienne voirie, située à l'angle de l'avenue Georges Frêche et de l'avenue de Figuères dans la ZAC Ode acte 2 sur la commune de Lattes,
 - que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'une emprise de 2 855 m² à extraire du domaine public métropolitain, située à l'angle de l'avenue Georges Frêche et l'avenue de Figuières dans la ZAC Ode acte 2 sur la commune de Lattes.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Ladite emprise est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe S. EREL



Publiée le : **14 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent n°
01/MSCT/19 - Lot n° 1 : Missions de
contrôle technique pour les travaux du
parc Gérard-Bruyère de Baillargues -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives » et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
- Vu la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, relative au transfert du parc Gérard-Bruyère de la Ville de Baillargues à Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, par laquelle est confié par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Baillargues le soin de préparer et passer la procédure d'attribution du marché de contrôle technique du parc Gérard-Bruyère,

- Vu la décision n° DCM2019-40 en date du 30 octobre 2019 attribuant l'accord-cadre à marchés subséquents n° 01SERV19 « Missions de contrôle technique et missions de coordination sécurité et protection de la santé »,

- CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des missions de contrôle technique, dans le cadre de la réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère,

- qu'une procédure a été lancée par la Ville de Baillargues, conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sur le fondement de l'accord-cadre n° 01SERV19, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de trois ans,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique : 70% ;

° Prix des prestations : 30%,

- qu'après analyse, l'entreprise QUALICONSLT, sise Parc club du Millénaire – Bât. 18, 1025, rue Henri Becquerel, à Montpellier (34000), présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n° 1 « Missions de contrôle technique pour les travaux du parc Gérard-Bruyère de Baillargues » du marché n° 01/MSCT/19 à l'entreprise QUALICONSLT, pour un montant de 30 500,00 € H.T.

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de trois ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

11 MARS 2020

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



11 MARS 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AR 294 route de Ganges
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord du groupe immobilier Angelotti Promotion en date du 7 février 2020, pour céder la parcelle cadastrée AR 294 d'une superficie de 100 m², située route de Ganges sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu,
- Considérant qu'il convient d'acquérir cette bande de terrain nécessaire à l'aménagement d'un chemin piéton sur une largeur de 3 m le long de la route de Ganges à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du groupe immobilier Angelotti Promotion, ou toute société se substituant à lui, la parcelle cadastrée AR 294 d'une superficie de 100 m², afin d'aménager un chemin piéton sur une largeur de 3 m le long de la route de Ganges à Montpellier.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition de la parcelle AR 294 est consentie au prix d'un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la résiliation de
l'accord-cadre n°5060RH18
(G8B0036RH): Formations CACES
Initiales et Recyclages

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu la délibération n°12720 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, dans le domaine des « Ressources-Humaines »,

- Vu la décision n°MD2018-621 du 10 août 2018 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5062RH18 (G8B0036RH) à l'entreprise CESR 66 sise 66600 Rivesaltes pour un montant maximum annuel de 30 000€,

CONSIDERANT :

- qu'à la suite d'une évolution réglementaire de la formation CACES (Modification des intitulés des différentes recommandations et surtout, évolution des conditions de réalisation des tests pour validation des CACES) au 01/01/2020, l'entreprise CESR 66, titulaire du marché, a fait parvenir un nouveau BPU laissant apparaître une hausse importante de l'ensemble des tarifs;

- que cette hausse des tarifs est synonyme d'une augmentation du montant total du marché supérieure aux 10% autorisés ;

- que l'objet du contrat et les conditions économiques du marché sont ainsi modifiés de façon substantielle ;

- qu'à la suite de l'envoi d'un courrier adressé en recommandé avec A/R de mise en demeure, en date du 17/01/2020, afin de demander une modification des tarifs qui ne viendrait pas bouleverser les conditions économiques du marché ;

- qu'à la suite d'un délai de 15 jours laissé au titulaire, une nouvelle proposition a été faite par le titulaire mais dans le non-respect du délai imparti.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De résilier l'accord-cadre « Formations CACES Initiales et Recyclages n°5062RH18 (G8B0036RH) » avec le titulaire CESR 66 au motif de l'intérêt général en date du 01/03/2020.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la lettre de résiliation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 694 m²
Impasse des Mourons - ZAC Cambacérès -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu les photos constatant la désaffectation d'un ancien tronçon de voirie, impasse des Mourons à Montpellier,
- **CONSIDERANT :**
 - que dans le cadre opérationnel de la ZAC Cambacérès et le remailage viaire en cours sur ce secteur, il est nécessaire de déclasser une emprise de 694 m² impasse des Mourons à Montpellier, correspondant à un ancien tronçon de voie bordant la parcelle cadastrée « SV 3 »,
 - que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'une emprise de 694 m² située impasse des Mourons à Montpellier, dans la ZAC Cambacérès, correspondant à un ancien tronçon de voie aujourd'hui inutilisé.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public, et intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise, section « SV ».

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SUREL



Publiée le : 14 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire consentie sur les
parcelles cadastrées section RB n° 11, 12 et
13p - commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'Association « la Bergerie Languedocienne Montpellier », dont le siège se situe 56 rue des Cassis à Montpellier (34000), représentée par son Président en exercice Monsieur Mohamed SEDDIKI, sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p d'une contenance totale d'environ 12 305 m², permettant le déroulement de la fête de l'Aïd Al-Adha,
- Considérant que les terrains précités constituent une réserve foncière destinée à un nouveau secteur d'urbanisation future en conformité avec la réglementation du PLU,
- Considérant que, dans l'attente de l'aboutissement des études engagées, ce tènement foncier peut accueillir une manifestation ponctuelle le mobilisant pendant une période d'environ vingt jours,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de trois jours pour la fête de l'Aïd Al-Adha, du 31 juillet au 2 août 2020, au bénéfice de l'Association « la Bergerie Languedocienne Montpellier », sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section RB n° 11, 12 et 13p d'une contenance totale d'environ 12 305 m². Le site pourra être utilisé pendant vingt jours autour des dates précitées, afin de permettre les préparatifs et, ensuite, la remise en état.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer de cent quatre mille cinq cent euros (4 500€).

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9B0151VD "Broyage des déchets verts
de la plateforme de traitement de
Grammont" - Attribution - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « prévention et la valorisation des déchets, propreté de l'espace public »,

- CONSIDERANT :

- que le fonctionnement de la plateforme de traitement des déchets végétaux de Grammont exige un broyeur pour traiter les déchets reçus sur le site accueillant les apports de 12 déchetteries, de nombreux services communaux ainsi que des entreprises privées et des usagers ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commandes, pour une durée de 6 mois à compter du 12 mars 2020 ou de sa notification si celle-ci est ultérieure ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1-Valeur technique au regard du mémoire (60% de la note)
 - Le type de broyeur proposé et son rendement (les engins à chenille sont exclus) – 20 points.
 - L'analyse du besoin et la stratégie mise en œuvre par le candidat pour dimensionner ses moyens en regard de la saisonnalité des apports sur la plateforme de Grammont, étant rappelé qu'il est exigé un jour de broyage minimum par semaine – 20 points.
 - Les moyens mis en œuvre pour palier à un incident d'exploitation. – 20 points.
 - 2-Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40% de la note)
- qu'après analyse, l'entreprise SUD BROYAGE RECYCLAGE / ZAC Le Fumérien – RD 103 – 2, Route de Bellegarde - 30129 MANDUEL, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de « broyage des déchets verts de la plateforme de traitement de Grammont » à l'entreprise SUD BROYAGE RECYCLAGE, pour un montant de 9,00 € HT la tonne. L'accord cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 89 000 € HT.

.Le marché prend effet à compter de la semaine 11, le jeudi 12 mars 2020 ou de sa notification si celle-ci est ultérieure. Sa durée est de 6 mois ferme.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 05 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de la
candidature de la SAS RB GROUP pour la
réalisation d'un programme de logements
sur la ZAC Euromédecine II à Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégation permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer dans des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- Considérant que la SAS RB GROUP - 63 avenue du Pont Juvénal à Montpellier, représentée par Monsieur Laurent ROMANELLI, est candidate à l'acquisition du lot 338 de la ZAC Euromédecine II à Grabels, d'une superficie de 7597 m² afin d'y développer un programme prévisionnel de 44 logements en accession libre pour une superficie maximale de 2 624 m² ;
- Considérant la demande d'agrément de candidature de la société désignée ci-avant, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM).

DECIDE

ARTICLE 1 : la candidature de la SAS RB GROUP pour l'acquisition du lot 338 de la ZAC Euromédecine II à Grabels, mentionnée ci-dessus, est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°2 à la convention de mise à
disposition de services de la commune de
Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole au
titre des activités liées aux compétences
"Autorité concédante de l'État pour les
plages et gestion d'aires de stationnement"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,
- Vu la délibération du Conseil n°15085 du 20 décembre 2017 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à

disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération,

- Vu la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,

- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 19 avril 2016 approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service ascendante avec Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté n°2019-395 relatif à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement"

- **CONSIDERANT :**

- qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'il convient de signer un avenant n°2 à la convention, afin de d'adapter les conditions organisationnelles à la gestion du service plage pour l'année 2020 en modifiant les articles suivants :

- Préambule présentant les moyens mis à disposition,
- L'article 2 « Durée de la mise à disposition » afin de préciser la période d'application de ladite convention pour l'année 2020 uniquement,
- L'article 3 « Situation des agents concernés par la mise à disposition des services » ; paragraphe 6,
- L'article 4 « Conditions d'emploi des agents concernés par la mise à disposition de services » afin de préciser les conditions d'emploi et d'encadrement des agents mis à disposition par la commune.
- L'article 6 « Prise en charge financière/remboursement » afin de préciser la détermination du coût unitaire de fonctionnement.
- L'article 10 «Durée et dénonciation de la convention » afin de préciser la durée de la convention et ses modalités de dénonciation.
- L'annexe 1 « Emplois ou fonctions nécessaires à l'activité saisonnière » afin de préciser la liste des emplois visés »
- L'annexe 2 « Matériels ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone signent un avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" du 01 janvier 2019.

ARTICLE 2 : L'avenant modifie le préambule ; le paragraphe 4 est reformulé de la manière suivante : « Dans ces conditions les parties se sont mises d'accord pour que les moyens communaux

en personnels décrits à l'annexe 1, ainsi que ceux en matériels et services décrits à l'annexe 2 soient mis à disposition de la Métropole en application des dispositions de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

ARTICLE 3 : L'avenant n°2 modifie l'article 2 « Durée de la mise à disposition ».

Les paragraphes sont reformulés de la manière suivante : «La présente convention est prévue pour l'année 2020, pour une période saisonnière d'avril à octobre, sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à l'article 10. »

ARTICLE 4 : L'avenant n°2 modifie l'article 4 «Conditions d'emploi des agents concernés par la mise à disposition de services »en ajoutant l'alinéa suivant

«Les indemnités, ou primes dues aux agents régisseurs de régie Métropolitaines sont payées directement par la Métropole aux agents concernés, quel que soit leur employeur. »

ARTICLE 5 : L'avenant n°2 modifie l'article 6 ; paragraphe 1« Prise en charge financière et remboursement ».

Le paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Le coût unitaire mensuel comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel (y compris les congés payés acquis pendant le temps de mise à disposition), les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses figurant dans l'attribution de compensation relative à la compétence, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

ARTICLE 6 : L'avenant n°2 modifie l'article 10 «Durée et dénonciation de la convention ».

Les paragraphes sont reformulés de la manière suivante : «La présente convention, conclue pour une durée d'un an, peut prendre fin à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services. Cette dénonciation ne peut avoir lieu que dans le respect d'un préavis de deux mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception. »

ARTICLE 7 : L'avenant n°2 modifie l'annexe 1 «Emplois ou fonctions nécessaires à l'activité saisonnière ».Les paragraphes sont modifiés de la manière suivante : « 1 responsable de site (6mois), 1 veilleur de nuit (2 mois).1 agent administratif et comptable à 25% (6 mois) ».

ARTICLE 8 : L'avenant n°2 modifie l'annexe 2 « Matériels ». Le paragraphe est modifié de la manière suivante : « Fourniture de fioul, fournitures administratives, petites fournitures diverses, location de matériels et véhicules de remplacement.

D'autres matériels ou prestation déjà transférées concourent aux moyens dont disposent les agents mis à disposition, dans le cadre de la présente convention ».

ARTICLE 9 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

ARTICLE 10 : Madame la Vice-Présidente déléguée aux ressources humaines est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE**

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AH 65 auprès des époux
KOPRIVICA chemin des Olivettes -
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des époux KOPRIVICA sur les termes de la négociation en date du 29 janvier 2020,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AH 65, déjà aménagée en voirie, située chemin des Olivettes sur la commune de Montferrier-sur-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux KOPRIVICA, la parcelle cadastrée AH 65 d'une superficie de 107 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n°2 au marché n°5095MG18
"Marché d'exploitation et de maintenance
en génie climatique d'une partie des
bâtiments de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD , en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole »,

- Vu la notification du 14/01/2019 des lots 1 et 2 du marché n°5095MG18 « Marché d'exploitation et de maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société SPIE Facilities, sise 170 rue Henri Farman à Saint Jean de Védas (34435) pour une durée de 12 mois reconductibles 3 fois 1 année ,

- Vu la décision n°MD2019-1044 du 3 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 modifiant le lot n°2 « Bâtiment culturels et sportifs » afin de rajouter le bâtiment « Théâtre du Hangar » situé à Montpellier,

- CONSIDERANT :

- que l'article 9.2 b) du CCAP (commun aux 2 lots) doit être complété par l'indication de l'indice à prendre en compte dans la formule de révision figurant à ce même article,
- que l'avenant n'a aucune incidence financière sur le marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché n°5095MG18 afin de préciser l'indice à prendre en compte dans la formule de révision figurant à l'article 9.2 b) du CCAP (commun aux 2 lots), à savoir l'indice ICHT-IME (Indice Coût Horaire du Travail-Industries Mécaniques et Electriques).

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n°2 n'a aucune incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUITAUD

Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°3 au marché n°4025MG16
"Prestation de Télésurveillance,
intervention de sureté et sécurité des
équipements de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole ;
- Vu la notification du 20/09/2016 attribuant le marché n°4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée

Métropole » à la société GLCE Littoral, Parc de Bellegarde, 1 chemin de Borie 34170 Castelnau-le-Lez, pour une durée de 9 mois puis 12 mois reconductibles 3 fois prenant fin le 20/06/2020 ;

- Vu l'avenant n°1 notifié le 08/01/2018 portant sur la suppression du report de la télésurveillance sur un PC extérieur et modifiant le montant initial du marché pour la partie forfaitaire ;

- Vu l'avenant n°2 notifié le 10/01/2020 rajoutant une ligne au Bordereaux de Prix Unitaires intitulée « Forfait d'intervention sur déclenchement » ;

- CONSIDÉRANT :

- qu'à la suite d'un nouveau besoin identifié, il apparaît nécessaire de conclure un avenant n°3 au marché 4025MG16 afin de rajouter le bâtiment « Le Domaine d'Ô » situé 178 rue de la Carrierasse 34090 Montpellier à la prestation de télésurveillance des sites ;

- que l'avenant n°3 n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord-cadre qui est passé sans minimum ni maximum pour la partie à prix unitaires et donc le présent avenant ne modifie donc pas ce seuil.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°3 au marché 4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société GLCE Littoral sise à Castelnau-le-Lez, afin de rajouter le bâtiment « Le Domaine d'Ô » à la prestation de télésurveillance des sites.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n° 3 n'a aucune incidence financière sur le marché qui est un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 à la
convention n° 34 16 0030 02 de mise à
disposition avec la SAFER Occitanie
Ensemble de parcelles sur la commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet d'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 02 portant ajout de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RB n° 5 d'une contenance de 30 a 49 ca,
- Considérant que cette adjonction justifie une augmentation du loyer annuel, qui est désormais porté à huit cent cinquante euros (850€),

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 02 de mise à disposition de la SAFER Occitanie est accepté.

ARTICLE 2 : Le loyer annuel à percevoir s'élèvera à 850 €.

ARTICLE 3 : Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'avenant n° 1 à la convention n° 34 16 0030 02 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public par
l'association DIGITAL113 au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu l'échéance de la convention d'occupation de l'association GCNO- DIGITAL 113,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 14 janvier 2020,

CONSIDERANT : que ce cluster régional a pour mission de fédérer, animer et accompagner les acteurs de la filière numérique en région Occitanie Pyrénées Méditerranée, qu'il concoure à une activité d'intérêt général, et qu'il convient par conséquent de lui accorder l'autorisation d'occuper la Maison du Numérique de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA de Montpellier Méditerranée Métropole pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association GCNO – DIGITAL113 pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association pour la surface de 97,58 m² quelle occupe au rez de chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 1 278,29 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°MD19-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 : Compte tenu de sa nature associative à but non-lucratif et des services que l'occupant apporte aux entreprises hébergées dans Cap Omega qui concourent directement à la satisfaction d'un intérêt général, conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques l'autorisation d'occupation lui est délivrée gratuitement. Son montant est valorisé sur la base du tarif visé à l'article 2.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention d'occupation visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



13 MARS 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution d'un
marché n°M9D0058MG "Accord-cadre
pour les travaux de plomberie sur les
bâtiments de Montpellier Méditerranée
Métropole"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- CONSIDERANT :
 - qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché pour les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée,

- qu'une procédure d'appel d'offre ouvert a été lancée, soumise aux dispositions des articles R2124-1 et R2124-2 et des articles R2161-2 à R2162-5 du Code de la Commande Public, pour un marché de travaux n°M9D0058MG « Accord-cadre pour les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » sans allotissement ni tranche,

- qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum, ni maximum et un opérateur économique passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé ;

- que l'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à partir de sa notification jusqu'au 15/02/2021 et peut être reconduit pour une période de 1 an. La durée de l'accord-cadre prendra fin le 15/02/2022,

- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :

- . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- . Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 4 février 2020 a classé et choisi l'offre de l'entreprise SME Services Maintenance Energies, sise Ateliers relai du Millénaire, 505 rue Louis Lépine 34 000 Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0058MG « Accord-cadre pour les travaux de plomberie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SME Services Maintenance Energies, sise Ateliers relai du Millénaire, 505 rue Louis Lépine 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : **- 2 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **- 2 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la création d'une régie
d'avances pour les manifestations
culturelles de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, de modifier et de supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale, en date du 11 février 2020.

- CONSIDERANT l'organisation de manifestations culturelles (Comédie du Livre, Agora des Savoirs, résidences artistiques), la création d'une régie d'avances s'avère nécessaire pour répondre aux dépenses urgentes de ces manifestations.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie d'avances auprès du service Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 355 rue Vendémiaire à 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- les frais d'hébergement (hôtels, locations meublées),
- les frais de déplacement (train, avion, taxi, parking, transports en commun),
- les frais de restauration (achat d'alimentation et boissons, restauration individuelle, petits déjeuners),
- les frais de location ou d'achat de petits matériels divers (papeterie, quincaillerie, outillage, petits mobiliers, matériels de sonorisation ou d'éclairage, fournitures et produits d'entretien, plantes et articles de décoration),
- les frais de location de véhicules,
- les frais pour travaux d'impression de documents,
- les frais pour la réalisation d'outils et d'objets de communication (T-shirts, badges, tours de cou),
- les frais d'achats de livres et de documentation.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- espèces,
- carte bancaire,
- chèque,
- virement bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à TROIS MILLE EUROS (3 000,00 €).

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

18 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle en nature de cheminement
piétonnier - Rue de l'Argile - Commune de
Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord du propriétaire pour céder cette parcelle à Montpellier Méditerranée Métropole en vue de son intégration dans le domaine public,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété de ce cheminement qui supporte des réseaux publics, et notamment le réseau des eaux usées du lotissement situé en amont,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts SORIA-MOTTE ou toute autre personne titrée sur le bien, la parcelle H 381 (186 m²) située rue de l'Argile à Castris.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un cheminement piétonnier. La parcelle sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAURIN



Publiée le : **05 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire sur
une partie du domaine public du parking
du Prévost pour la saison 2020, commune
de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « voirie, espace public et à la Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu la délibération n°2020-80 portant attribution des sous traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-756 du 21 décembre 2018 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'Autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- Vu L'arrêté préfectoral DDTM34-2019-06-10458 du 07 juin 2019 concède ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages naturelles de la commune de Villeneuve-lès- Maguelonne sur une durée de 10 ans (période 2019-2028),

- CONSIDERANT

- qu'il convient d'assurer la continuité du service public pour l'année 2020, et donc pourvoir à l'attribution des sous-concessions, en accord avec les services de la Préfecture, en contractualisant leur attribution avec les concessionnaires nouvellement choisis,
- la contiguïté de la parcelle BY 16, objet de la présente convention, avec le lot n°1 de la concession, il convient de lier l'autorisation d'occupation du domaine public avec l'exploitation du lot n° 1 de plage en la confiant à un même opérateur,
- qu'il convient de signer une convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public pour la saison estivale, parking du Prévost, commune de Villeneuve-lès- Maguelone,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public, en vue de l'implantation d'une restauration saisonnière, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Loisis d'été, pour une durée de cinq années, à compter de la notification et jusqu'au 31 décembre 2024, en cohérence avec la durée attribution du lot n°1 de la concession plage et dans les conditions fixées à la convention.

ARTICLE 2 : L'occupant devra s'acquitter envers la Métropole d'une redevance de 100 000 euros par an.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public est autorisé à signer la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° MAR2019-0097 du 5 février 2019 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Pour le Vice-Président
Par délégation

Madame Jackie GALABRUN-BOVASSA



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'accord-cadre 2942 à
marchés subséquent n°2 pour des marchés
de travaux - Réalisation d'un réseau
d'aires d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Aire de Fabrègues - Lots 1, 2,
3, 4 et 6 - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Annie YAGUE, en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine de la « Cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap » ;

- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de grand passage de Fabrègues ;

- qu'une procédure a été lancée en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, d'une durée de 48 mois signé le 15 mars 2019 et comportant 8 lots ;

- qu'un accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et maximum, d'une durée de 48 mois, a été signé le 15 mars 2019 comportant 8 lots ;

- que la commission d'appel d'offres a classé les offres et choisi les entreprises suivantes, présentant les offres économiquement les plus avantageuse :

- Lot 1 : terrassement, voirie, pluvial, clôture : L'entreprise JOULIE TP – rue des Barrys, 34660 Cournonsec,
- Lot 2 : réseaux humides sauf pluvial : L'entreprise MALET – ZA la louvade, 34130 Mauguio,
- Lot 3 : réseaux secs : L'entreprise REEL MEDITERRANEE – 165 avenue de la Billière, 34660 Cournonsec,
- Lot 4 : espaces verts : L'entreprise CMEVE – Gara de Paille E, 30230 Bouillargues,
- Lot 6 : plâtrerie, peinture, serrurerie : L'entreprise VIP PLUS – 420 avenue blaise pascal, 34170 castelnau-le-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°2 relatif à l'exécution d'une aire d'accueil des gens du voyage de grand passage sur la commune de Fabrègues, sur la base du CCTP et du bordereau de prix unitaires à :

- L'entreprise JOULIE TP pour le lot 1- Terrassement, voirie, pluvial, clôture - d'un montant de 288 931,40 € HT,

- L'entreprise MALET pour le lot 2 - Réseaux humides sauf pluvial - d'un montant de 163 016,48 € HT,

- L'entreprise REEL MEDITERRANEE pour le lot 3 - Réseaux secs - d'un montant de 268 094,57 € HT,

- L'entreprise CMEVE pour le lot 4 - Espaces verts - d'un montant de 50 110 € HT,

- L'entreprise VIP PLUS pour le lot 6 - plâtrerie, peinture, serrurerie - d'un montant de 60 589 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 MARS 2020

**Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE**



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9B0143DC - Réalisation, édition et
diffusion d'une collection de 6 catalogues
pour le musée Fabre - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre de réalisation, édition et diffusion d'une collection de 6 catalogues pour le musée Fabre de Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 à R2162-14 du code susvisé, sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire. L'accord-cadre donne lieu à conclusion de marchés subséquents à prix mixtes (prix global et forfaitaire et prix unitaire établi à chaque marché subséquent pour l'achat de catalogue supplémentaire (au-delà des 200 exemplaires réservés au musée compris dans le prix global et forfaitaire).

, d'un montant minimum annuel de 3 500 € HT et d'un montant maximum annuel de 15 000 € HT, pour une durée de 1 an, reconductible 2 fois, soit une durée totale de 3 ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard des réponses apportées dans la note méthodologique et au regard de la qualité des échantillons : 60%
- Prix des prestations au regard du prix issu de l'estimation sur opération type et du pourcentage de remise tarifaire proposé sur les exemplaires supplémentaires d'un catalogue : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise EDITIONS SNOECK, Sint Kwintensberg, 9000 Gand (Belgique) présente une offre, sur la base d'une simulation, économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre « Réalisation, édition et diffusion d'une collection de 6 catalogues » à l'entreprise EDITIONS SNOECK.

Le montant minimum annuel est de 3 500 € HT et le montant maximum annuel est de 15 000 €, soit 10 500 € et 45 000 € périodes de reconduction comprises.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an, reconductible 2 fois par période successive d'1 an, pour une durée maximale de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété de la
CAISSE REGIONALE DE CREDIT
AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC
- Parcelle LR 25 lots 1175-1176-1177-1178-
1211-1291-1566 Résidence Bonnier de la
Mosson - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention entre l'ANAH et Montpellier Méditerranée Métropole portant « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et approuvant les termes du traité de concession,
- Vu le traité de concession de renouvellement urbain NPNRU du quartier de la MOSSON signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 ,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner envoyée par l'étude PREMIER ACTE, notaire à Pignan, reçue en Mairie de Montpellier le 25 novembre 2019, concernant la vente par la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, d'un local commercial, d'un appartement, d'une cave et de 4 emplacements pour voitures, constituant les lots 1175-1176-1177-1178-1211-1291-1566 de la copropriété Bonnier de la Mosson 525 avenue de l'Europe à Montpellier, cadastrée section LR 25, au prix de 145.000 € plus 6.000 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 27 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 10 février 2020.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Bonnier de la Mosson a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que la propriété de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC se situe dans la copropriété Bonnier de la Mosson, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et dans le périmètre couvert par l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération qui prévoit notamment d'intervenir sur le parc de logements privés, dans le cadre du « Plan initiatives copropriétés », par l'acquisition de logements dans des immeubles voués à être démolis ou requalifiés.
- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.
L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement ou de commerce potentielle dans le cadre d'opération tiroir après réalisation de travaux sur ce bien en mauvais état.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, un local commercial, un appartement, une cave et 4 emplacements pour voitures, constituant les lots 1175-1176-1177-1178-1211-1291-1566 de la copropriété Bonnier de la Mosson 525 avenue de l'Europe à Montpellier, cadastrée section LR 25.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 145.000 € plus une commission d'agence de 6.000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la poursuite de la
procédure d'expropriation pour cause
d'utilité publique de la parcelle cadastrée
HW 665, située au 1 rue Adam de
Craponne et à la mise à disposition du
public du dossier présentant le projet
simplifié d'acquisition publique -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2243-1 à L.2243-4 relatifs à la procédure dite « d'abandon manifeste ».
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n°V2018-292 en date du 27 septembre 2018 relative à l'autorisation de recourir à la procédure de déclaration de la parcelle HW 665 en état d'abandon manifeste, située rue Adam de Craponne ;

- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n°V2019-401 en date du 21 novembre 2019 relative à la déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665, située rue Adam de Craponne ;

- Vu les pièces composant le dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique mis à la disposition du public.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de poursuivre la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique de la parcelle cadastrée HW 665, déclarée en état d'abandon manifeste par Monsieur le Maire de Montpellier, en vue de réaliser l'opération d'aménagement d'une placette en lieu et place du bâti, qui sera démoli.

ARTICLE 2 : À ce titre, un dossier présentant le projet simplifié d'acquisition publique, ainsi que l'évaluation sommaire de son coût, sera mis à la disposition du public pendant un mois.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du dossier ainsi qu'un registre des observations seront déposés au siège de la Métropole, du lundi 23 mars au jeudi 23 avril 2020 inclus. Pendant ce délai, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture du siège de la Métropole.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
DAFI – Service Foncier Espaces-Publics
Abandon manifeste du 1, rue Adam de Craponne à Montpellier
CS 39556 – 50 Place Zeus
34961 MONTPELLIER Cedex 2

ARTICLE 4 : La présente décision métropolitaine sera publiée dans un journal local. Une copie de l'avis publié dans la presse sera annexée au dossier mis à la disposition du public.

En outre, il sera procédé à l'affichage de la présente décision au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Montpellier, ainsi que sur les lieux concernés. Ces mesures seront justifiées par un certificat d'affichage.

ARTICLE 5 : À l'issue de la mise à disposition du public, le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole sollicitera de Monsieur le Préfet de l'Hérault, la déclaration d'utilité publique et la cessibilité de la parcelle cadastrée HW 665 nécessaire à la réalisation de la placette.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 FEV. 2020

Accusé de réception — Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre
SNCF Réseau et Montpellier Méditerranée
Métropole pour l'accompagnement de
l'entreprise de travaux mandatée et la mise
en place d'une limitation temporaire de
vitesse lors du forage par micro-tunnelier
dans le domaine de SNCF Réseau**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles :
- d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- de prendre toute décision concernant la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordement et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- CONSIDERANT :
 - que le projet de renforcement du réseau d'eaux usées entre les rues de Cholet et du Mas Saint Pierre à Montpellier nécessite de passer sous les voies ferrées de la ligne Tarascon à Sète en technique sans tranchée par fonçage ;
 - qu'il convient de passer une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec SNCF Réseau afin d'accompagner l'entreprise de travaux mandatée et de mettre en place une limitation temporaire de vitesse lors du forage par micro-tunnelier ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec SNCF Réseau sise 15-17 rue Jean Philippe Rameau – CS 800001 – 93418 La Plaine Saint Denis Cedex, pour un montant de 97 715,41€ HT

ARTICLE 2 : Que les prestations d'accompagnement et de limitation temporaire de vitesse se dérouleront à Montpellier quartiers Tournezy et Combemale.

ARTICLE 3 : De dire que cette convention est passée pour une durée totale de 8 semaines, sachant que les prestations sont découpées en plusieurs phases.

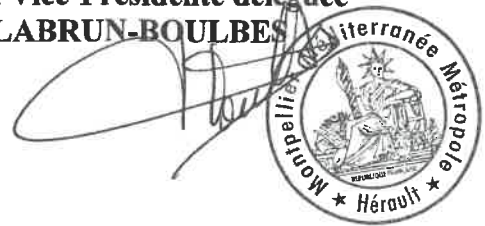
ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution d'un
marché n° M9B00149MG "Entretien et
Maintenance des centrales de traitement
d'air des bâtiments de Montpellier
Méditerranée Métropole"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché de travaux pour l'entretien et la maintenance des centrales de traitement d'air des bâtiments (CTA) de Montpellier Méditerranée Métropole,

-qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, soumise aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique, pour un marché de travaux sans allotissement n° M9B0149 « Entretien et maintenance des Centrales de Traitement d'Air des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole »,

-qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum avec un maximum de 40 000 € HT annuel et un opérateur économique, passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code susvisé,

- que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché et reconductible 1 fois,

-que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :

- . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- . Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 40%

-qu'après analyse, l'offre de l'entreprise ESO Sud Ouest Silvain, sise 17, avenue Jean Foucault 34 500 Beziers est une offre économiquement avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9B0149MG « Entretien et maintenance des Centrales de Traitement d'Air des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise ESO Sud Ouest Silvain, sise 17, avenue Jean Foucault, 34 500 Béziers. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum avec un maximum de 40 000 € HT annuel et un opérateur économique.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°8 du
mandat d'études préalables à
l'aménagement du secteur sud de
Baillargues - Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;

- Vu la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- Vu la délibération n°9501 du 27 mai 2010 confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de la Mourade (Plaine du Colombier) à Baillargues, pour un montant prévisionnel de 250 000 € et une rémunération de 50 000 €,
- Vu la décision n°2012-90 approuvant la conclusion d'un avenant n°1 au mandat signée le 8 mars 2012,
- Vu la décision n°2013-462 approuvant la conclusion d'un avenant n°2 au mandat signée le 2 octobre 2013 augmentant la durée du mandat jusqu'au 3 août 2015,
- Vu la décision n°2014-857 approuvant la conclusion d'un avenant n°3 signée le 11 mars 2015 et concernant la mobilisation d'une avance supplémentaire,
- Vu l'avenant n°4 signé le 9 décembre 2015 augmentant la durée du mandat jusqu'à la fin 2016,
- Vu la décision n°2016-238 approuvant la conclusion d'un avenant n°5 signée le 14 avril 2016 concernant la réalisation du dossier de DUP et de DIG et un montant supplémentaire de 59 000 € HT,
- Vu la décision n°2016-728 approuvant la conclusion d'un avenant n°6 signée le 10 janvier 2017 augmentant la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2017,
- Vu la décision n°2018-589 approuvant la conclusion d'un avenant n°7 signée le 9 octobre 2018 augmentant la durée du mandat jusqu'au 1^{er} juin 2019 et portant la rémunération du mandataire à 171 000 € HT,

CONSIDERANT :

- que l'enquête publique nécessaire aux travaux de l'allée alluviale est envisagée en 2019/2020 et qu'il convient d'assurer le suivi de celle-ci,
- qu'il convient de prolonger la durée du mandat ainsi qu'une rémunération complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°8 est passé avec la SA3M.

ARTICLE 2 : Le présent avenant prolonge les délais du mandat qui expirera le 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : La rémunération du mandataire est portée à 179 000 € HT soit une augmentation de 8 000 € HT.

Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 05 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location concernant un
appartement propriété de Montpellier
Méditerranée Métropole situé Résidence
les Cévennes, 949 avenue de Professeur
Louis Ravas à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT :
 - que dans la cadre d'un projet métropolitain de renouvellement urbain, Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'acquisition par un acte du 14 janvier 2020 d'un appartement avec place de stationnement (lots 2412 et 5785) dans la copropriété dénommée Les Cévennes, dont l'adresse postale est 949 avenue de Professeur Louis Ravas, cour Jean Zay, bâtiment C5, 34 080 à Montpellier,

- que Montpellier Méditerranée Métropole avait connaissance de l'occupation à titre gracieux de l'appartement par des locataires et qu'il convient suite à l'acquisition de régulariser leur situation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec Monsieur Nabil EL AKKANI et Madame Chaimae EL AKKANI concernant un appartement propriété de la Métropole, situé Résidence les Cévennes, 949 avenue de Professeur Louis Ravas, cour Jean Zay, bâtiment C5.

ARTICLE 2 : L'appartement loué a une surface d'environ 70 m², avec un parking (lot 2412 et lot 5785).

ARTICLE 3 : Le contrat de location est consenti et accepté pour une durée de 6 ans à compter de la signature, reconductible une fois pour la même durée.

ARTICLE 4 : Le présent contrat de location est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel payable d'avance de 500 euros hors charges et hors abonnement. Le loyer pourra être révisé tous les ans en fonction de l'indice INSEE de référence des loyers à la date anniversaire du bail.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 28 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 à la
convention d'occupation temporaire du
domaine privé en date des 3 avril et 6 mai
2019 relative aux parcelles cadastrées
section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet d'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole les 3 avril et 6 mai 2019 au profit de Monsieur Gérard TAINÉ, domicilié OMEGA Bât D, 100 Rue des Pradiers à Montpellier (34000), sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 24 ; SE n° 72 et 74 d'une contenance totale de 13 883m²,
- Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole a consenti un droit de passage sur la parcelle cadastrée section SK n° 24 afin de permettre la réalisation de travaux de construction sur le fonds voisin,
- Considérant dès lors que la parcelle précitée ne peut être utilisée en toute sécurité pendant plusieurs mois et présentera ultérieurement des détériorations rendant difficile un usage quotidien,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 à convention d'occupation temporaire du domaine privé des 3 avril et 6 mai 2019 est passé entre Monsieur Gérard TAINE et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, portant minoration du loyer en compensation des sujétions occasionnées.

ARTICLE 2 : La présent avenant n° 1 est consenti et accepté moyennant une minoration du loyer annuel rapporté à 160€. Un remboursement partiel du loyer déjà acquitté pour l'année en cours interviendra à hauteur de deux cent quarante euros (240€).

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la convention précitée restent inchangées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisé à signer l'avenant n° 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05. MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études de
faisabilité d'un parc d'activités économique
sur la Lauze Est à Saint Jean de Védas -
Constat d'achèvement de la mission -
Protocole de reddition des comptes et
clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de « 4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. »,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines « des Relation Internationales, du Tourisme et Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et de l'Immobilier métropolitain »,
- Vu décision n°D2013-496 en date du 19 juillet 2013, confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat d'étude sur le secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas ; mandat ayant été signé le 14 août 2014,

CONSIDÉRANT :

- que l'accomplissement de l'ensemble des missions confiées à la SA3M et la clôture des marchés de prestations confiés à des tiers sont nécessaires au montage d'une opération d'aménagement sur le secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas,
- que l'ensemble des dépenses assuré par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 362 376,38 € TTC et qu'à ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole a remboursé 362 247,06 € TTC à la SA3M,
- que la trésorerie du mandat représente un solde négatif de 129,32 € TTC, dus par Montpellier Méditerranée Métropole, à la SA3M, faisant l'objet de la situation de dépenses n°11, figurant au protocole de reddition transmis par la SA3M.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : D'accepter la reddition des comptes du mandat d'étude de la Lauze Est à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 3 : De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M pour un montant de 129,32 € TTC.

ARTICLE 4 : D'autorise Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Madame la Trésorière Principale Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Pour le Vice-Président

PAR DÉLÉGATION  **JÉRÔME CALABRESE - BOLD-BES**

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant N° 1 au
marché M9D0055VD de "Nettoyage des
espaces publics métropolitains - lot n° 1 :
mise à disposition d'engins de nettoyage
(balayage, lavage) et du personnel associé"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,
- Vu la décision n° 2019 – 060 en date du attribuant le marché n° M9D0055VD de « Nettoyage des espaces publics métropolitains » :

- Pour le lot n° 1 de « Mise à disposition d'engins de nettoyage (balayage, lavage) et du personnel associé » à l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3,
- Pour le lot n° 2 de « Prestations de nettoyage manuel ou avec du petit matériel, ramassage des dépôts » au groupement d'entreprises ACTP 34 / Ciel vert, résidence Novalia Bâtiment A, 67 rue Jean Ferrat, 34 000 Montpellier (en première position) et à l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3 (en deuxième position).

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et sans montant maximum (mono-attributaire sur le lot n° 1 et multi-attributaire sur le lot n° 2),

Il est conclu pour une durée de quatre années au total (période initiale d'un an renouvelable trois fois),

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 1 au marché n° M9D0055VD de « Nettoyage des espaces publics métropolitains – lot n° 1 : mise à disposition d'engins de nettoyage (balayage, lavage) et du personnel associé », afin de permettre une mise à disposition à des prix optimisés de caissons sur de longues durées (au mois ou à l'année) quand le marché initial ne prévoit que des prix pour des mises à dispositions à journée.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M9D0055VD de « Nettoyage des espaces publics métropolitains – lot n° 1 : mise à disposition d'engins de nettoyage (balayage, lavage) et du personnel associé » avec l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3.

Le présent avenant a pour objet de rajouter des prix au Bordereau des Prix Unitaires pour la mise à disposition de caissons pour une longue durée.

Le montant de ces prestations vient en remplacement de prix actuels et ne modifie pas le montant global du marché, les autres dispositions et articles du marché ne sont pas modifiés par le présent avenant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 05 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 MARS 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9C0054AT relatif aux travaux
d'aménagement de voirie et eaux pluviales
dans le cadre du PUP des Écureuils à
Prades-le-Lez
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;

- VU la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, suite au choix de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de voirie et eaux pluviales dans le cadre du PUP des Ecureuils à Prades-le-Lez sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 3 « Secteur Est » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 11 semaines (hors période de préparation de 4 semaines) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 40%
- qu'après analyse, l'Entreprise COLAS Midi-Méditerranée sise ZI du Salaison 820 rue de la Marbrerie à Vendargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9C0054AT relatif aux travaux d'aménagement de voirie et eaux pluviales dans le cadre du PUP des Ecureuils à Prades-le-Lez à l'entreprise COLAS Midi-Méditerranée, pour un montant estimatif de 154 964,61€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 11 semaines (hors période de préparation de 4 semaines).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0019EP
- Marché de maîtrise d'œuvre relatif à
l'aménagement modes doux du chemin du
pilou à Villeneuve-lès-Maguelone -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

Considérant :

- qu'il est nécessaire de procéder aux études pour la réalisation d'une liaison modes doux entre le cœur du village de Villeneuve-lès-Maguelone et la cathédrale Saint Pierre Maguelone ;

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles R.2124-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 48 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire : 40 %
- qu'après analyse, le groupement ESKIS PAYSAGE (mandataire) / INGEROP / SEDOA / XD ARCHITECTURE / JEAN DENIS SCHAUER, 10 rue des Amaryllis 34070 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0019EP – Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'aménagement modes doux du chemin du pilou à Villeneuve-lès-Maguelone au groupement ESKIS PAYSAGE (mandataire) / INGEROP / SEDOA / XD ARCHITECTURE / JEAN DENIS SCHAUER, pour un montant de 203 500,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois. Le délai d'exécution des documents d'études part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention entre Hérault Énergie et
Montpellier Méditerranée Métropole
portant sur le renforcement du Poste
Cimetière situé Route de Sommières à
Restinclières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE, en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la Voirie et l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renforcer le réseau de distribution publique d'électricité sur le Poste Cimétière situé route de Sommières à Restinclières.

- que par délibération du 10 mars 2016, le comité syndical d'Hérault Energies a décidé de financer les opérations de renforcement et de sécurisation des réseaux de distribution publique d'électricité des communes de moins de 2000 habitants et en a précisé les conditions de recevabilité.

- que l'opération projetée sur le réseau de la commune de Restinclières répondant à ces critères, Hérault Energies peut en assurer le financement en totalité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention avec Hérault Energies, afin de définir le déroulement global de l'opération, et d'en préciser les conditions techniques et administratives de réalisation.

ARTICLE 2 : Hérault Energies s'engage à prendre en charge à 100% le financement de l'opération d'un montant de 31 596,80 € TTC.

ARTICLE 3 : La mission confiée à Hérault Energies débute à réception par celui-ci de la convention signée par Montpellier Méditerranée Métropole, et s'achève au plus tard à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 MARS 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées OC 220 et OC 222
Avenue Etienne Méhul - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la convention de Projet Urbain Partenarial signée le 8 décembre 2017 avec la société SCCV Méhul 34000 sur les parcelles cadastrées OC 38 et OC 39, situées avenue Etienne Méhul à Montpellier, dans laquelle figure un apport en nature de terrain valorisé à hauteur de 19 200 €,
- Vu le découpage cadastral créant les parcelles OC 220 et OC 222 pour une superficie totale de 314 m² permettant la mise à l'alignement de l'avenue Etienne Méhul à Montpellier, au droit de l'opération immobilière,
- Vu l'accord de la société SCCV Méhul 34000 en date du 17 février 2020, sur les modalités du transfert de propriété des parcelles OC 220 et OC 222 au profit de la Métropole,

- Considérant qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées OC 220 et OC 222 d'une superficie totale de 314m² en vue d'élargir la rue au droit de l'opération immobilière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société SCCV Méhul 34000, les parcelles cadastrées OC 220 et OC 222 d'une superficie totale de 314 m² situées avenue Etienne Méhul à Montpellier, afin d'élargir la rue au droit de l'opération immobilière.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie pour un montant de 19 200 € converti en apport de nature de terrain conformément à la convention de projet urbain partenarial. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification du
montant de l'encaisse maximale de la régie
de recettes Station de Compostage de
Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leur établissements publics locaux,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables,
- Vu la décision n° 2004-14 modifiée, du Conseil de Communauté en date du 9 janvier 2014 portant création d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets,
- Vu la décision n° 2008-586 du 25 novembre 2008, portant création d'une sous-régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 17 février 2020,

CONSIDERANT que l'activité de la régie s'est fortement réduite depuis la mise en place du pont à bascule et des badges d'abonnement. Il convient de réduire le montant de l'encaisse maximale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2004, afin de permettre l'encaissement des recettes sur la station de compostage de Grammont, une régie de recettes est créée auprès du Service Demeter de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole au 50 place Zeus 34000 MONTPELLIER à la Direction de la Prévention et la Gestion des Déchets.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Toutes opérations effectuées dans le cadre de la Station de compostage (recettes issues du dépôt par les usagers autorisés des déchets verts en vue de leur traitement par compostage.
- En cas de perte du badge d'accès au pont bascule un montant de 10 euros sera facturé à l'utilisateur pour le renouvellement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- chèques bancaires

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de quatre cent euros (400,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à mille euros (1 000,00 €).

ARTICLE 7 : Il est créé une sous-régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous-régie.

ARTICLE 8 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le régisseur verse auprès de la Trésorière Municipale la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie

ARTICLE 10 : Au vu du montant des recettes, le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement. Si les recettes devaient être portées à un montant supérieur à 1 220 €, le cautionnement sera appliqué selon le barème en vigueur.

ARTICLE 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Les suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

